

Journée mondiale des disparus le 23 janvier

LIBRE PAGE 5

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

3,50 F

Algérie, 2 DA ; Arabie, 2,50 dir ; Belgique, 250 m. ;
Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Brésil,
20 cr. ; Canada, 1,10 \$; Danemark, 275 F. C. ;
Espagne, 6,50 pes. ; États-Unis, 70 c. ; France,
45 fr. ; Grèce, 125 dr. ; Inde, 70 p. ; Israël,
1000 l. ; Japon, 320 y. ; Liban, 150 l. ; Luxembourg,
20 F. ; Norvège, 4,75 kr. ; Pays-Bas, 1,75 G. ; Portugal,
45 esc. ; Royaume-Uni, 275 F. C. ; Suède, 475 kr. ;
Suisse, 1,50 F. ; Tchécoslovaquie, 200 K. ;
Yugoslavie, 20 D.

Tarif des abonnements page 22

5, rue des Écoles
75001 PARIS CEDEX 4
Télégrammes : 60572
G.C.F. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Les cent jours de M. Papandréou

Les adversaires de droite de M. Andréas Papandréou, au lendemain de l'imposante victoire électorale des socialistes grecs, le 18 octobre dernier, ne lui accordaient pas trois mois pour faire la preuve de son incapacité à diriger efficacement le pays. Ses « cent jours », prédisaient ces Cassandre, déboucheront sur un Waterloo, en particulier dans le domaine économique.

Sans doute est-il trop tôt pour vérifier si toutes les alarmes de l'ex-majorité étaient vaines. Mais l'arrivée de cette échec symbolique permet de moins de mesurer que les catastrophes annoncées comme imminentes ne se sont pas produites, et qu'un certain redressement commence même à se manifester.

Confrontés à une crise économique qui n'avait cessé de s'aggraver depuis deux ans, les dirigeants socialistes ont su éviter tout dogmatisme. Dans cette première phase de leur action, ils ont eu la sagesse, en tenant compte des conditions propres à leur pays, de ne pas se lancer dans l'édification d'une société « socialiste », mais de parer au plus pressé.

Ils avaient trouvé les caisses vides, les investissements réduits au point mort, un secteur industriel paralysé, une inflation de l'ordre de 25 % et un chômage menaçant. Sur tous ces fronts, le combat mené par M. Papandréou et ses ministres commence à porter ses fruits, même si l'heure n'est pas encore aux communiqués de victoire. A la décharge des milieux patronaux, le nouveau gouvernement est parvenu en peu de mois à substituer une certaine confiance. D'autant plus que la politique d'assainissement économique s'est accompagnée d'une réorganisation des services publics que les excès passés avaient rendus particulièrement nécessaires.

Dans le domaine des libertés individuelles et de la réconciliation nationale, des améliorations notables ont été apportées. La qualité de résistants à l'occupant allemand a été reconnue aux anciens membres de l'EAM (Front national de prépondérance communiste) et les anciens combattants de la guerre civile qui s'étaient réfugiés en Europe de l'Est ont été autorisés à regagner la Grèce. Fichiers et dossiers sur les citoyens ont été abolis. Les libertés syndicales, singulièrement bridées par les lois 330 et 648, ont été élargies. L'égalité des sexes en matière d'emploi et de salaires a été réalisée au moins en droit.

Reste le domaine de la politique étrangère. Les adversaires de M. Papandréou, mais aussi un certain nombre de ses amis hors de Grèce, redoutaient que le nationalisme affiché par le PASOK et son chef durant la campagne électorale ne les conduisît à mener une politique résolument hostile à la Communauté européenne et à l'alliance atlantique. Les premiers mois d'exercice montrent que le nouveau pouvoir n'entend pas mettre à exécution toutes les menaces formulées à l'encontre des partenaires d'Athènes. Mais M. Papandréou a rappelé que la Grèce en attend une plus grande compréhension. En particulier, face aux positions turques sur la mer Égée et la question de Chypre, il est probable que le gouvernement grec cherchera à obtenir un soutien plus net de Washington à l'occasion de la renégociation sur les bases américaines.

La position de M. Papandréou dans cette affaire sur le capital de confiance dont il jouissait à l'origine de son mandat ne semble pas avoir été entamée, bien au contraire, par ses premiers pas — fort prudents — sur le chemin d'un « socialisme à la grecque ».

L'épiscopat polonais met en garde la junte contre la prolongation de l'« état de guerre »

Dans une lettre pastorale, qui doit être lue dimanche 24 janvier dans les églises du pays, l'épiscopat polonais met en garde les autorités contre la prolongation de la loi martialle. « Nous déclarons avec gravité, lit-on dans ce texte, que les atteintes au droit à la liberté entraînent des mouvements de protestation, la révolte et même la guerre civile. »

Dès le 28 décembre 1981, dans une lettre au général Jaruzelski, dont nous venons d'obtenir communication, le primate indiquait qu'il ne pouvait admettre les « déclarations de loyauté » que la junte exige d'un certain nombre de salariés, notamment des fonctionnaires et des journalistes. Dans ce document, la hiérarchie catholique rappelle avec vigueur les conditions nécessaires à la reprise du dialogue.

M. Haig, secrétaire d'État américain, rencontrera M. Gromyko, le 26 janvier, à Genève. Toutefois, les entretiens, qui devaient initialement s'étendre sur deux jours, ont été ramenés à une journée, « en raison du climat international actuel », et porteront « en priorité » sur la Pologne, précise-t-on à Washington.

« Nous déclarons avec gravité que les atteintes au droit à la liberté entraînent des mouvements de protestation, la révolte et même la guerre civile. Nous devons revenir au dialogue entre les autorités et la société. Le dialogue peut être difficile mais il n'est pas impossible », déclare l'épiscopat de Pologne dans une lettre pastorale rendue publique à Varsovie le jeudi 21 janvier et qui sera lue à la messe dominicale, c'est-à-dire à la veille du discours que le chef de la sécurité le général Jaruzelski doit prononcer lundi devant la Diète.

« Tout le monde attend ce dialogue, ajoutent les évêques. Nous devons stopper cette vague grandissante de haine, de vengeance et de revanche. Ces activités sont contraires à la dignité humaine, elles violent les droits civiques et interfèrent par là même un accord national. »

En demandant « le retour au fonctionnement normal de l'État, la libération rapide de toutes les personnes arrêtées, l'arrêt de toute coercition ».

AU JOUR LE JOUR

Sagesse

Les adversaires du changement sont légitimement indignés par le rapport Belorgey sur la police.

Ne prévoit-il pas, ce fameux rapport, la reconnaissance d'une sorte d'objection de conscience pour le policier de base en cas d'ordres illégaux ?

Face à ce nouveau coup porté à la démocratie et à la loi, il faut, d'urgence, saisir le Conseil constitutionnel. Pour qu'il réaffirme, en sa sagesse, que les agents de l'autorité sont au-dessus des lois. Et que la « bannière policière » est conforme à la tradition républicaine.

BRUNO FRAPPAT.

Londres, La Haye et Bonn procèdent de nouveau à une baisse concertée de leurs taux d'intérêt

Plusieurs pays européens viennent de décider une nouvelle baisse concertée de leurs taux d'intérêt. La Banque fédérale d'Allemagne a ramené son taux « lombard spécial » de 10,5 % à 10 %. La Banque centrale des Pays-Bas a fixé le sien à 8,5 %, contre 9 %. La Banque d'Angleterre a fait baisser d'un demi-point le niveau moyen du loyer de l'argent en Grande-Bretagne.

La France, qui avait pris un peu d'avance dans le processus de désescalade des taux, reste provisoirement à l'écart de ce mouvement.

En réduisant à nouveau d'un demi-point son taux d'avances sur titre (lombard spécial) qui détermine le coût moyen de refinancement du système bancaire outre-Rhin, la Banque fédérale d'Allemagne et le gouvernement de Bonn ont pris une décision politique. A l'heure actuelle en effet, le regain de fermeté du dollar vis-à-vis des monnaies européennes provoque en partie par une tension du taux aux États-Unis.

Un supplément du « Monde »

LE NORD - PAS-DE-CALAIS

« Le Monde » publiera, dans son édition du dimanche 24 et lundi 25 janvier, un supplément de huit pages consacré au Nord-Pas-de-Calais.

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 28.)

La poudrière guatémaltèque

I. — LA VIOLENCE EST PARTOUT

La situation s'aggrave au Guatemala, à l'approche des élections générales prévues pour le 7 mars.

Trente-six personnes au moins sont mortes, victimes de la violence politique, au cours des dernières vingt-quatre heures. L'explosion d'une voiture piégée, a fait, en particulier, sept morts dans une ville de province. Dans la capitale,

des groupes d'extrême droite ont pendu deux personnes qualifiées de « voleurs ». Une grande partie du pays, dont la capitale, a été privée d'électricité à la suite d'attentats terroristes.

Notre envoyé spécial fait le point, ci-dessous, sur l'escalade spectaculaire de la violence dans un pays-clé d'Amérique centrale.

De notre correspondant
FRANCIS PISANI

pour la seule année 1980 ; de cinquante à soixante chaque jour dans les dernières semaines, en moyenne. Les raisons d'être d'une telle violence sont à rechercher, sans doute, dans l'importance particulière de ce pays en Amérique centrale. Pour ceux qui analysent les problèmes régionaux au travers de la « théorie des dominos », il est aujourd'hui nombreux à Washington, — le Guatemala ne doit en aucun cas « tomber ».

Avec ses quelque sept millions d'habitants, il est le plus peuplé de la région ; et avec près de 110 000 kilomètres carrés, l'un des plus étendus — cinq fois le Salvador ; voisin du Mexique, lui-même voisin des États-Unis, il présente un risque sérieux de contagion.

Les États-Unis ont maintes fois manifesté leur intérêt pour le Guatemala. La C.I.A. a même, en 1954, organisé et financé l'invasion du Guatemala, à partir du Honduras, par l'armée du colonel Castillo Armas. Ainsi fut renversé le président élu Jacobo Arbenz : les tendances nationalistes de ce progressiste avaient fait peur à la United Fruit Company — alors toute-puissante dans la région.

(Lire la suite page 4.)

L'EXPOSITION DE LA VILLA MEDICIS

Le roi David chez lui à Rome

Le 24 août 1781, Louis David fut admis à l'Académie sur présentation du *Bélier* (musée de Lille), un grand tableau brun, rouge et bleu, étonnamment court et grave qui déchaîne l'enthousiasme. David, rentré de Rome depuis un an, avait trouvé sa voie... et celle du pouvoir. Dix, douze ans plus tard, « costumeur et sycophante », comme écrit dédaigneusement Chateaubriand, il organise les grandes fêtes révolutionnaires ; il obtient, avec des arguments qui restent frappants (« démasquons l'esprit de corps... la

basse jalousie... les vengeances monacales... »), la suppression de cette même Académie ; il règne cependant vingt ans sur l'art français : le roi David, si l'on veut.

Est-ce si loin ? Voici que cet hiver, la foule romaine grimpe les pentes de la Trinité-des-Monts pour jouir de la superbe exposition présentée en l'honneur de David par l'Académie de France (le même terme, mais un tout autre contenu, Dieu merci). Initiation intelligente et parfaitement adaptée, brillamment réalisée, de Jean Leymarie. Une documentation superbe, bien maîtrisée, dix-neuf tableaux de David, dont cinq ou six des plus purs, des plus célèbres, avec un grand choix de dessins et huit tableaux de Drouais et de Peyron. Une telle réunion contient, exige, une méditation sur ce qui, justement, s'est passé à Rome dans cette période des années 78 et suivantes, un regard sur la découverte progressive d'un art puissant et dur par David et ses camarades, sur le climat d'orage d'un « néo-classicisme » qui est aussi la pré-révolution.

ANDRÉ CHASTEL.

(Lire la suite page 19.)

le mur de Cartier

Paris

Perfection technique, raffinement esthétique, garantie à vie.



COLLECTION Louis Cartier

M. CHIRAC
INVITÉ DU « GRAND JURY »
R.T.L. - « LE MONDE »

M. Jacques Chirac sera, dimanche 24 janvier, au terme du congrès du R.P.R., qui se réunira à Toulouse, l'hôte de l'émission « Le Grand Jury », organisée par R.T.L. - « Le Monde » et diffusée de 18 h. 15 à 19 h. 30. Il répondra aux questions des journalistes de la station et du quotidien.

Demain
LE MONDE DIMANCHE
Une nouvelle rubrique :
L'actualité du disque

de 11h00 à 12h00

Le Monde

idées

GAULLISTES EN RUPTURE DE BAN

La guerre des clans

Par PHILIPPE DE SAINT-ROBERT

Au lendemain des élections partielles du 17 janvier et à la veille des assises nationales du R.P.R., trois gaullistes qui ont soutenu la candidature de M. François Mitterrand font entendre leur voix : Philippe de Saint-Robert déplore la reprise de ce qu'il appelle la « guerre des clans », usant les énergies et les talents dont la France aurait tant besoin. Jacques de Montalais voudrait que le président de la République rappelle à ceux qui ont voté pour lui qu'il y a aussi les autres. Et Léo Hamon que la majorité se modère et s'équilibre mieux.

LES partis politiques font croire aux Français, aidés complaisamment par les médias, qu'ils s'affrontent sur des conceptions élevées de la France et de son avenir. En réalité, il n'en est rien. La guerre des clans reprend de plus belle. Le peuple français est, de longue date, l'un des plus partisans d'Europe : aussi haut qu'on remonte dans son histoire, les factions s'affrontent pour le contrôle du pouvoir et déchirent la France pour mieux la sauver. A ce titre, le mystère de notre unité n'est pas moindre que cette fatalité de querelles et de divisions. La royauté avait, pendant des siècles, établi au-dessus de ces factions un lien personnel et supérieur, un arbitrage quasi sacerdotal. La République les remplaça par des principes abstraits mais puissants, idéalistes et mobilisateurs, substituant au sentiment religieux des impératifs plus idéologiques, qui avec le temps se sont vidés ou caricaturés. Disciple en cela de Barrès et se voulant, à la différence de Maurras ou de Jaurès, héritier de toute notre histoire, mais soucieux aussi de la continuer, le général de Gaulle avait sans doute rêvé de suppléer à l'usure de tous les systèmes en fondant une République qui aurait « une tête continue, ferme et impartiale ». Cette tête, issue directement du suffrage universel, devait tout naturellement se placer au-dessus des factions et des partis, et en tout cas savoir s'en dégager par la nature même de la fonction et du suffrage. Les peuples sont comme les individus : victimes de leurs défauts, ils aspirent, par la meilleure part d'eux-mêmes, à s'en dégager. C'est pourquoi la France s'est ralliée d'instinct à la Ve République. Naturellement, les partis, d'abord défaits dans leur volonté exclusive d'appropriation des destinées du pays, ont vite surmonté leur défaite pour tenter de maîtriser à leur profit le nouveau système. Ainsi s'est-on vu dans un premier temps le gaullisme institutionnel, abandonnant progressivement son identité originelle à la France profonde, se convertir à la dialectique majoritaire par la facilité qu'il pensait en tirer de garder ainsi, persuadé qu'il ne ferait jamais de bêtises, le « pouvoir pour trente ans ». Cette usurpation a été punie par une autre, puisqu'elle a assuré à ses dépens le triomphe du giscardisme. M. Giscard d'Estaing n'a pas tort de dire que les socialistes n'ont pas été portés au pouvoir en mai et juin derniers par un raz de marée. Mais cette remarque est deux fois accablante pour lui-même. Il semble en effet oublier et les conditions de sa propre accession au pouvoir, et celles de son départ : élu grâce aux voix des gaullistes et à leurs dépens en 1974, ne fut-il pas éjecté sinon pas un raz de marée, du moins par

un raz-le-bol général qui sanctionnait son échec et son usurpation ? Et qui sanctionnait aussi l'incapacité politique du mouvement qui se réclamait encore du gaullisme : à se débiter du cirque majoritaire qu'il avait lui-même mis en place comme à faire prévaloir les idéaux qu'il affichait sur les préoccupations électorales qu'il était.

C'est pourquoi les commentateurs ont été tentés de comparer à bien des égards la situation dans laquelle M. François Mitterrand s'est trouvé au lendemain de son élection, à celle du général de Gaulle au temps où il fonda la Ve République. Le succès des socialistes lors des élections législatives a été une conséquence pragmatique de cette élection de M. François Mitterrand, mais le triomphe de l'actuel chef de l'Etat n'est pas à chercher dans une dialectique partisane ou idéologique. Au contraire, assuré par une large frange de l'ancienne Majorité déçue, il a manifesté la nostalgie qu'avait les Français des principes fondateurs et de l'esprit originel de la Ve République.

« Dans deux ans
qui sera Badinquet ? »

D'où la bonne volonté embarrassée et surprise d'hommes qui avaient si longtemps prospéré dans une opposition systématique. Les déceptions et les revers actuels en sont le fruit. Quand j'entends évoquer avec tant de lyrisme et de gentillesse la révolution de 1848, je pense au fond de moi : oui, et dans deux ans, qui sera Badinquet ? Car le rêve de la révolution de 1848 est aussi étranger aux nécessités de la France d'aujourd'hui que le fut la parodie de restauration giscardienne qui l'a précédé, et que le serait ensuite un quelconque néo-bonapartisme vers quoi une bande de demi-soldes du gaullisme pousse à qui mieux mieux Jacques Chirac.

M. François Mitterrand avait et conserve en main des atouts majeurs. Mais, au poste qu'il occupe, on ne peut être ni l'homme d'un clan, ni l'homme d'un parti, ni même l'homme de ses amis, ni même l'homme de ses promesses électorales. Il faut reconnaître que tout cela n'est pas facile, et ceux qui jugent aujourd'hui un pouvoir sans huit mois d'exercice, après avoir toléré pendant cinq ans une trahison qu'ils ne cessent de dénoncer sans jamais la sanctionner, doivent jusqu'à nouvel ordre être tenus pour des imposteurs, ou des rigolos.

Le chantage et l'inflation, en tant qu'effets induits de la crise profonde d'une politique et d'une économie,

ne sont pas des problèmes dont on puisse s'étonner qu'ils ne soient pas résolus après les avoir si complaisamment pris pour des manifestations naturelles des lois du marché, après les avoir pour ainsi dire entretenus au titre de « mécanismes régulatoires » inséparables sinon bienfaiteurs. Il est aussi facile de se moquer du « projet de société » des autres, quand on n'en avait aucun, quand on méprisait la culture et qu'on laissait dériver la recherche, bref quand on intégrait systématiquement la France dans une économie « mondialisée » qui ne faisait aucunement d'elle un pôle de développement.

Au moins peut-on crâter le nouveau pouvoir de ses intentions, au lieu d'attendre ses échecs pour s'en réjouir. Il est bien évident que ceux qui, à droite, souhaitent l'échec des socialistes, font à terme le jeu des communistes, tout en feignant d'en dénoncer le danger. La droite avait besoin pour se perpétuer au pouvoir, et elle a besoin, pour le reconquérir, de l'existence d'un parti communiste puissant. C'est l'effondrement du parti communiste le 26 avril dernier qui a assuré la défaite de M. Giscard d'Estaing ; il est donc facile de suivre le regard de ceux qui le regrettent pour reconnaître leurs intentions, même s'ils entendent bien changer de cheval.

Que veulent aujourd'hui les mouvements ou partis qui font profession d'opposition systématique ? Hors la reconquête du pouvoir, qui est leur seul objectif clairement exprimé, ils n'en savent rien. Et ce n'est certes pas d'avoir remporté ces quatre élections partielles qui va les porter à la réflexion, si s'en faut. On dit du socialisme que c'est une doctrine inhumaine. Mais on pourrait dire exactement la même chose du libéralisme, qui ne s'est pas non plus montré avare d'illustrations sur ce point. Il n'y a même pas à démontrer qu'en devenant non seulement un parti, mais un parti de droite, le mouvement qui se réclame du gaullisme trahit non seulement son passé, mais son avenir. Ce qui ne signifie pas qu'il n'arrivera pas tôt ou tard à se fins, si elles sont seulement de « reconquérir » le pouvoir : mais sur la base de quelle pensée politique ? et pour faire quoi ?

La guerre des clans a tristement repris, et l'on devra bientôt croire qu'un parti ne peut être dans l'opposition sans se transformer inconsciemment en parti bourgeois. Ainsi s'usent les énergies, les talents, les enthousiasmes dont la France a tant besoin pour construire son avenir. Derrière ces querelles, on cherche en vain les grandes idées de liberté dont les uns et les autres se flattent : est-ce la liberté, de part et d'autre, que d'oublier ce qu'on disait la veille, pour ne pas savoir ce qu'on sera demain ?

Partialités en tout genre

par JACQUES DE MONTALAIS

DEPUIS le 10 mai il a bien fallu constater les outrances, les déformations de la pensée adverse et le mépris, pour ne pas dire la haine, quelquefois à peine contenue, dont différents porte-parole et commentateurs de droite auront fait preuve à l'égard des socialistes. A telle enseigne que dans leur propre camp d'aucuns commencent à s'en lasser.

Car enfin la droite n'aurait pas parlé autrement de la peste. Et il est vrai que, aux yeux de beaucoup, tout socialisme est effectivement la peste, comme l'est d'ailleurs tout capitalisme pour nombre de ses adversaires puisque, bien sûr, le parti-pris est loin de ne caractériser que la seule droite. « Il semble que la France ne puisse se passer de quelque division des idées et opposition des sentiments », disait Paul Valéry.

Difficile d'approuver, par exemple, la manière dont certains socialistes prétendent que l'opposition ne s'intéresse au drame polonais que pour l'exploiter politiquement. Pourquoi « oublier » que de toute façon elle représente presque la moitié du pays ? La moitié de la France n'aurait donc pas de cœur ?

Hélas, trop de socialistes sont à ce point imprégnés de marxisme et de l'idée d'exploitation de l'homme par l'homme - d'autant moins fautive que c'est une tentation inhérente à la plupart des humains - qu'ils ne pensent plus guère en dehors de ce schéma.

A leurs yeux un patron est donc d'abord, et presque par définition, un homme qui exploite son personnel. Et certes il est exact que c'est trop souvent le cas, sans même que ses difficultés l'y incitent « pour s'en sortir ». Seulement il arrive aussi qu'il soit très aimé par son personnel. Il travaille souvent plus que d'autres, il court des risques, il a d'énormes responsabilités. Son métier est difficile, et si les chefs d'entreprise baissent les bras l'expérience actuelle capoterait. Or trop de socialistes ne l'admettent, au fond, qu'à la réflexion, et en quelque sorte à la seconde lecture. Il est vrai qu'aujourd'hui beaucoup de Français méconnaissent aussi à quel point ils dépendent de leurs agriculteurs : tout ce qu'ils doivent à ces hommes, devenus vaguement anachroniques et qui seraient, à la limite, des privilégiés, parce que leurs idées, leurs contraintes et leurs risques constants ne viennent plus à l'esprit comme autrefois.

Autre exemple : certaines dispositions de l'impôt sur les grandes fortunes, sans doute adoptées un peu

vite, contiennent des injustices flagrantes - à l'égard des familles nombreuses, pour ne citer que ce cas - et seuls les décrets d'application pourraient les réparer.

Mais que d'avarements, en sens inverse, depuis 1958 ! En vain Jacques Rueff soulignait-il que les salaires des ouvriers étaient anormalement bas par rapport à ceux des « cols blancs ». A la faveur d'une croissance qui augmentait le niveau de vie général de façon spectaculaire, on ne prêtait guère attention à cette inégalité flagrante et d'ailleurs grosse de bien des conséquences.

De même, l'argent allant toujours à l'argent, la construction de logements de luxe allait-elle bon train tandis que le nombre de logements modestes demeurait notoirement insuffisant. Mais, comme l'an faisait la remarque un jour au général de Gaulle - tout occupé, certes, à rendre son rang à la France - il m'arrêta comme il savait le faire et, gouailleur : « N'exagérons rien. Vous avez des parents, des amis qui couchent sous les ponts ? »

Le président ne saurait avoir la main à tout. On se dit cependant qu'il est dû par le peuple, d'ailleurs très satisfait de ce « changement » décisif, mais que ce même peuple souhaite manifestement qu'il devienne aussitôt le président du peuple tout entier, quelles que soient les orientations politiques et philosophiques sur lesquelles, candidat, il fut élu.

« Il y a tous les autres »

On regrette donc que - trop souvent depuis la naissance de la Ve République - le chef de l'Etat, élevé sur le pavois comme on disait jadis, c'est-à-dire aujourd'hui au-dessus du débat, n'ait pas toujours bien répondu à ce vœu profond de la nation. Ne devrait-il pas rappeler davantage à ceux qui votèrent pour lui qu'il y a tous les autres ? Et en tenir, dans l'action, le plus grand compte ?

C'est sans doute plus difficile quand le pays a brusquement choisi une direction nouvelle qui a pris tout le monde de court, y compris les vainqueurs. Il semble néanmoins que, après la fièvre des premiers jours et l'impétuosité naturelle des militants et des délégués, le gouvernement accente, sans renoncer le moins du monde à ses projets, les explications et concertations qui seules, dans ce pays somme toute modéré, sont susceptibles de conduire à ce que Rousseau appelait « la volonté générale », de Gaulle « le rassemblement » (mot repris par François Mitterrand), et que les agents économiques nomment plus volontiers « la confiance ».

Quand on dirige une action aussi différente des précédentes et à maints égards aussi novatrice, susciter cette confiance-là n'est pas une mince affaire. Néanmoins, si les sondages confirment que la majorité du pays continue de faire confiance au gouvernement, on a l'impression, à quelques signes, que, du côté des entreprises, dont tant de choses dépendent, on esquiverait peut-être quelques premiers pas dans cette direction. Et qui souhaiterait, en tout cas ouvertement, que la France ne réussisse pas ?

Pour une force réellement tranquille

par LÉO HAMON (*)

L'AMPLEUR du succès de quatre députés d'opposition, le 17 janvier, a surpris.

L'explication par les considérations locales ne résiste pas à l'examen : il y a un sens général des mouvements d'opinion, qui s'étend à l'ensemble du pays.

La différence, souvent rappelée, entre la psychologie des élections partielles et celle des élections générales mérite d'être davantage considérée, mais c'est aussi un fait que les abstentions supplémentaires sont cette fois inégalement réparties, affectant peu l'opposition et beaucoup la majorité. Il faut refaire, à leur propos, la remarquable analyse que François Goguel appliquait dans les colonnes du Monde à l'ensemble des élections de juin 1981 : l'effondrement de l'ancienne majorité était moins dû à une avancée de la gauche qu'à une avancée de la droite. En janvier 1982, la « démobilité » est à gauche.

Les électeurs communistes, dit-on alors, ne se sont pas mobilisés faute de candidatures communistes au premier tour. « L'Humanité » ajoute que des électeurs auront été indisposés par trop de comportements anti communistes dans la majorité elle-même. Cette absence de

candidatures communistes n'est pas le fait d'un caprice. Le P.C. n'a pas présenté de candidat parce qu'il ne voulait pas que les résultats accusent le déclin de son influence. Au surplus, la démobilité n'est pas une absence de candidature distincte au premier tour ne s'applique pas seulement aux électeurs communistes. Dans le cas d'une candidature de gauche unique dès le premier tour, s'éloigne aussi la partie la plus modérée de l'électorat socialiste, qui hésite à voter comme les communistes, la candidature unique apparaissant comme déportée à gauche. C'est ce qu'a mis en lumière l'élection présidentielle : la concurrence d'un communiste au premier tour a servi François Mitterrand en 1981, le déportant vers le centre - alors que l'absence de communiste l'avait finalement desservi en 1974. Plus généralement, il est assez vraisemblable que les électeurs les plus modérés de la majorité, incommodés par un tumulte trop grand à leur gré autour du « changement », ont glissé vers l'abstention.

Apaiser les électeurs
troublés

Après le diagnostic, la thérapeutique. On peut en concevoir deux : la première, qu'on a entendue beaucoup prôner, est d'accélérer le mouvement et d'en grossir la véhémence, par exemple à l'égard du Conseil constitutionnel. La réponse du 17 janvier serait ainsi une nouvelle « radicalisation ». Thèse qui est, naturellement, celle du parti communiste - et de façon peut-être plus surprenante - de tels personnages du parti socialiste.

Il faut tout au contraire se demander, selon nous, si plus de tranquillité, une réduction de frénésie, ne serait pas de nature à apaiser et à récupérer ces électeurs troublés. Si la fièvre plaît aux militants, elle fatigue les électeurs. D'ailleurs il n'y a pas de majorité socialiste communiste, quoi qu'en disent les tenants de la « radicalisation » (et il n'y en a jamais eu). Pour être élu par une majorité qu'il fallait bien trouver, les candidats de la gauche, que ce soit à l'élection présidentielle ou aux élections législatives, ont eu besoin du concours d'une troisième famille qui ne se reconnaît complètement ni dans le parti socialiste ni dans le parti communiste, et donne l'appoint indispensable de ses suffrages - ou les retire. Elle accepte et même souhaite le changement mais dans le cadre d'équilibres maintenus. Que l'on compare le pourcentage des suffrages obtenus par tous les autres candidats de gauche au premier tour et le chiffre obtenu par François Mitterrand au second, et l'on verra bien qu'il a en 1981 gagné, entre les deux tours, plus de 6 % de voix que n'avaient pas eues les candidats communiste, socialiste, radical et P.S.U. réunis. Ils ont bien dû venir d'ailleurs.

Représenter cette famille politique fut avant guerre la charge du parti radical, qui a joué à ce titre un rôle décisif que socialistes et communistes ont fort bien su reconnaître, notamment au moment du Front populaire.

La charge de cette représentation appartient aujourd'hui au M.R.G., au Mouvement des démocrates et aux gaullistes de gauche. Il peut sembler à certains électeurs que ces

éléments ne pèsent pas d'un poids suffisant dans les conseils de la majorité et ne peuvent donc y apporter l'élément d'équilibre qui rassurerait cette frange de l'électorat.

La majorité doit se modérer

Sans doute, le parti socialiste s'est-il aujourd'hui, à lui seul, par le jeu du scrutin majoritaire, une majorité absolue de sièges à l'Assemblée ; mais est-il permis de dire que l'omnipotence - ou l'apparence de l'omnipotence - n'est bonne conseillère ni pour les collectivités ni pour les individus ? Il serait donc opportun de voir s'affirmer davantage, dans une fidélité intégrale, l'ensemble des éléments pouvant représenter cette troisième famille. Ils doivent pour cela se concerter, se coordonner c'est vrai ; mais il faut aussi que leur place soit reconnue pour qu'ils puissent s'affirmer, sans songer, eux, à s'éloigner, mais en aidant à maintenir ceux qui se reconnaissent en eux, en stabilisant l'évolution de mai et juin derniers.

La majorité doit ainsi se modérer et s'équilibrer dans sa représentation... ou cesser d'être une majorité.

Sous la Troisième République, ce rôle modérateur était tenu par le Sénat et le groupe parlementaire radical ; ils ne sauraient plus maintenant remplir le même office, par suite de l'évolution des institutions et des mécanismes électoraux. Mais les rythmes profonds du pays demeurent, et répondent à leur logique est aussi le rôle du président de la République : représentant de la France qui dure, face aux humeurs qui varient, il a la tâche d'accorder l'évolution nécessaire de la France non seu-

lement aux aspirations mais à la sensibilité de fond... et de tenir compte dans les « orientations » qu'il donne - et doit donner à la majorité - des mouvements qu'il reconnaît dans le pays.

Nul doute que le président de tous les Français y songe. Un acte de confiance doit lui être fait pour qu'il veille à ce que la « force tranquille » sache aussi se tranquilliser elle-même et tranquilliser les citoyens.

(*) Ancien ministre.

VENTES A L'HOTEL DROUOT
Après jugement rendu par le Tribunal de Commerce de Paris
ordonnance du 16 novembre 1981, 1^{re} chambre

562 TAPIS
D'ORIENT

Vendus avec expertise d'origine
par le ministère de
Maîtres LIBERT - CASTOR SCP
Commissaires-priseurs à Paris
3, rue Rossini - 75009 PARIS - Tél. 824.51.20
Deux vacations au
Nouveau Drouot - Salle 5
le samedi 23 janvier
à partir de 11 h 30 et à partir de 14 heures

Exposition publique le vendredi 22 janvier de 11 h à 18 h.

Le Monde

EUROPE

LA NORMALISA

l'épiscopat met en garde la junte

Autriche

Une lettre de M. Fier

Danemark

Edité par la S.A.R.L. le Monde
Gérants : Jacques Favret, directeur de la publication, Claude Jelin.

Imprimerie de « Monde »
1, rue de Valenciennes
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 37 437

Spécial 1982

Le Monde

étranger

EUROPE

LA « NORMALISATION » EN POLOGNE ET SES RÉPERCUSSIONS

L'épiscopat met en garde la junte

(Suite de la première page.)

« Comprendre le droit à la liberté, respecter cette liberté — par ceux qui gouvernent — voilà ce que signifie vraiment la justice sociale. C'est la seule justice qui garantisse la paix... »

On ignore encore le contenu de la lettre que l'épiscopat avait décidé d'envoyer le 18 janvier au général Jaruzelski sur la « situation extrêmement compliquée dans laquelle se trouve le pays ». Il est peu probable qu'elle soit moins sévère que la lettre pastorale. En revanche, nous publions ci-dessous des extraits de la lettre que le primat de Pologne, Mgr Glemp, avait adressée au chef de la junte le 23 décembre pour protester contre les « déclarations de loyauté », exigées de certains fonctionnaires et journalistes.

La situation intérieure reste fort sombre. Plus de cent cinquante membres de Solidarité ont été condamnés depuis le début de l'état de guerre pour avoir organisé des grèves ou d'autres mouvements de protestation. Les syndicalistes restés en liberté s'étendent à une deuxième vague d'internements. Selon l'un d'eux, les autorités ont procédé à la fin du mois de décembre à la libération anticipée de nombreux prisonniers du droit commun afin de faire de la place dans les prisons. On s'attend que la junte militaire procède à de nouveaux internements avant de promouvoir les augmentations des prix des principaux produits alimentaires, déjà annoncées.

La résistance des syndicalistes, et plus généralement de la population, est visible, malgré la « normalisation » apparente. Ces derniers jours, on peut remarquer sur les routes des bus et sur les murs les traces d'un tampon avec deux mots : « Wrona Skona » (la Corneille mourra), qui est un jeu de mots sur le WRON, sigle du conseil militaire du salut national qui a pris le pouvoir le 13 décembre.

En plus des bulletins clandestins de Solidarité, qui circulent sous forme de textes dactylographiés, un journal polycopié intitulé *Tygodnik Wolny* (l'hebdomadaire de la liberté), et publié par la région Mazovienne (région de Varsovie) du syndicat, circule dans la capitale. Il donne notamment une information sur les ouvriers qui quittent le parti ouvrier unifié polonais. On cite notamment le cas de l'usine Polkowice, près de Varsovie, produisant des postes de télévision en couleur, où, sur sept

cant quatre-vingt membres du parti, sept ont quitté le parti. Selon les dernières informations, le travail normal n'a toujours pas repris aux chantiers navals Lénine, à Gdansk, où, selon les mêmes informations, non encore confirmées, on a licencié près de la moitié des ouvriers. Les autorités ont également changé le directeur du chantier Lénine. Le nouveau directeur était, avant 1970, directeur technique de ce chantier.

La campagne des « déclarations de loyauté » se poursuit. Elle concerne non seulement des fonctionnaires de l'administration de l'Etat (comme on l'a déclaré officiellement), mais également des ouvriers employés de l'administration, des usines, et même des artistes, qui doivent, dans certains cas, signer une telle déclaration avant d'être autorisés à se rendre à l'étranger.

L'action de « vérification » des journalistes continue aussi. Le nombre des journalistes qui doivent quitter leur résidence à la suite de la « vérification » varie selon les journaux. Par exemple à l'hebdomadaire *Polityka* (organe du comité central qui avait une grande audience et dont le rédacteur en chef est le vice-premier ministre M. Rakowski) neuf personnes ont dû partir. A *Zwiaz Hosiopodarski* (la Vie des coopérateurs) la Vie des coopérateurs, dirigé par un membre du bureau politique, Jan Glowczyk, quatre journalistes, y compris deux rédacteurs en chef, ont été licenciés. Un des journalistes reconduits dans ses fonctions a demandé tout de suite après à se rendre en reportage à la mine Wujek, en Haute-Silésie (où sept mineurs ont trouvé la mort dans les combats avec la police). Quand on lui a refusé la permission il a remis sa démission. Un commissaire militaire chargé de veiller sur la rédaction de l'hebdomadaire *Solidarnosc* (dont cinq membres, y compris le rédacteur en chef Tadeusz Mazowiecki, restent internés) interdit, sous prétexte d'inventaire, l'accès des locaux aux membres de la rédaction restés en liberté.

Trois journalistes qui après « vérification » ont perdu leur poste (notamment à *Polityka*) ont décidé d'ouvrir un atelier de menuiserie. De nombreux jeunes gens de différents milieux sociaux expriment leur volonté de quitter la Pologne, dans une telle possibilité se présentera. Cela concerne aussi bien des étudiants que de jeunes acteurs, jeunes ingénieurs ou autres.

Autriche

DEUX TERRORISTES ARABES SONT CONDAMNÉS A LA PRISON A VIE

Les deux terroristes arabes responsables de la mort de deux personnes, lors de l'attentat contre une synagogue de Vienne, le 29 août dernier, ont été condamnés, le jeudi 21 janvier, à la prison à vie, à l'issue de leur procès qui durait depuis mardi. Les deux hommes, MM. Marwan Bassani et Hisham Rajeh, reconnus coupables, ont ainsi été condamnés à la peine maximale en Autriche. Ils ont fait appel de leur sentence.

Danemark

LA CENTRALE SYNDICALE L.O. PRÉPARE LA SUCCESSION DE SON PRÉSIDENT

(De notre correspondant.)

Copenhague. — La direction de la grande centrale ouvrière L.O. vient de proposer son candidat à la succession de M. Thomas Nielsen, l'actuel président, qui doit se retirer à la fin du mois de février. M. Nielsen, qui occupait la présidence depuis 1967, est connu pour son antagonisme avec l'actuel président du conseil, M. Jørgensen. Il active à l'âge de la retraite fixé pour les permanents des syndicats à soixante-cinq ans.

Une commission rassemblant les représentants des trois plus grands syndicats danois (les O.S., les métalurgistes et les employés) a proposé à la direction de L.O. que la présidence soit confiée à l'actuel vice-président, M. Knud Christensen, ancien ouvrier plombier, qui serait remplacé à la vice-présidence par un des secrétaires de la centrale, M. Finn Thomsen.

Ces propositions seront soumises le 16 février à l'Assemblée générale extraordinaire de L.O. Elles ne seront définitivement adoptées que lors du congrès de l'automne 1982. c. o.

Une lettre de Mgr Glemp au général Jaruzelski en date du 28 décembre

« On chasse de l'administration les personnes qui ont du caractère et du courage civique »

Mgr Glemp, primat de Pologne, a envoyé, le lundi 23 décembre 1981, au général Jaruzelski, la lettre suivante :

« Signé du général de brigade Michel Janiszewski, une lettre circulaire du chef, exhortant le conseil des ministres, portant la référence Q3/61/82/81 a été diffusée le 17 décembre 1981. Cette circulaire prend en considération le caractère des tâches actuelles des organes de l'administration publique, et déclare ce qui suit : « La réalisation de ces tâches fondamentales a une importance suprême dans l'état de guerre, qui exige un engagement particulier des employés de l'administration. Un dévouement, une fermeté absolue au service de la République populaire de Pologne. L'adhésion de quelques employés à l'administration, un dévouement, une fermeté absolue au service de la République populaire de Pologne. L'adhésion de quelques employés à l'administration, un dévouement, une fermeté absolue au service de la République populaire de Pologne. »

La seconde erreur réside dans le fait qu'on laisse dans les bureaux de l'administration un personnel abattu, indécis, apeuré, qui en chasse les personnes qui ont du caractère et du courage civique. La responsabilité de la crise incombe à l'appareil bureaucratique incapable qui a fonctionné jusqu'à ce moment. La circulaire veut renforcer cette bureaucratie.

« Sans vouloir rappeler que la circulaire attaque les droits et la dignité de l'homme, je désire souligner que l'atmosphère inadéquate créée par cette circulaire en ce qui concerne la poursuite du renouveau après l'état de guerre. Un citoyen membre responsable du parti, m'a avoué un jour que Solidarité avait aidé beaucoup de membres honnêtes du parti à se délier de l'atmosphère empoisonnée antérieure au mois d'août, à s'éloigner d'un style de vie qui ne permettait pas — dans les circonstances données — d'éviter de se faire battre des villes et des maisons de vacances. Ce membre du parti a vu les effets positifs de l'activité de Solidarité. »

« Je désire aussi souligner le fait que la circulaire met en doute les normes constitutionnelles (l'article 55 de la Constitution) et qu'elle est éloignée de l'esprit du programme de renouveau, non général, mais présenté dans votre déclaration du 13 décembre 1981. La procédure introduite par la circulaire est également contraire à la déclaration du conseil militaire pour le salut national du 18 décembre 1981. Je vous prie, mon général, de révoquer cette circulaire, de vous-même, non de déclarations de loyauté » obtenues par la force et d'éliminer les conséquences de cette circulaire. Je le fais au nom de notre patrie et du renouveau de notre pays, même, mon général, êtes porteur. »

Signé : archevêque Josef Glemp, Varsovie, 23 décembre 1981.

LES DISSENSIONS AU SEIN DU MOUVEMENT DE LA PAIX

Une lettre de M. Pierre-Luc Séguillon

M. Pierre-Luc Séguillon, membre du secrétariat national du Mouvement de la paix et de la présidence du Conseil mondial de la paix, nous a adressé, à la suite de l'information parue dans le *Monde* du 12 décembre sur le désaccord de cinq membres du Mouvement sur la position du Mouvement sur la Pologne, une lettre, dont nous extrayons les passages suivants :

« Intervenant devant [le Conseil mondial] à Copenhague, et en l'occurrence à titre de membre de la présidence, de m'exprimer en ces termes : « L'idée de la paix est indissociable de la liberté. La paix ne peut se construire que dans la démocratie. Aussi les emprisonnements et les atteintes aux libertés fondamentales, telles qu'aujourd'hui en Pologne, sont-ils intolérables comme dans la démocratie. Aussi les pays qui bafouent les droits de l'homme, ils le sont plus encore dans un pays qui se veut socialiste. (...) La voie de la paix est indissociable de celle de la liberté des peuples et des individus. Et, s'il est vrai que nous devons travailler à sauver une détresse qui doit favoriser les mutations démocratiques, l'Est comme à l'Ouest, il est vrai aussi que chaque fois que la démocratie est bafouée, à l'Est comme à l'Ouest, c'est un coup porté à la détente. Ce qui se passe aujourd'hui en Pologne, quelle qu'en ait été l'exploitation, constitue un obstacle objectif à la détente. »

« Le Mouvement de la paix français, bien qu'il ait eu et ait des divergences nombreuses avec certaines composantes du Conseil mondial, n'a, jusqu'à présent, pas estimé opportun de rompre ses relations avec un organisme qui considère toujours comme un lieu de discussion et de confrontation des différents mouvements engagés dans la lutte contre la course aux armements. (...) Sans doute, ce mouvement rassemble des hommes et des femmes d'horizons politiques, religieux, syndi-

caux divers. C'est son originalité. Il est clair que, sur certains sujets, ses membres ont des opinions différentes. Socialiste, je ne porte pas le même jugement sur les responsabilités de la situation actuelle en Pologne et sur les moyens pour le peuple polonais de sortir de cette situation que certains des membres du Mouvement de la paix, appartenant au parti communiste, même si, les uns et les autres, nous ressentons aussi douloureusement cette situation. »

Ces différences sont affirmées dans la déclaration du bureau national du Mouvement de la paix. Elles ne doivent cependant pas occulter le fait que, comme tel, ce mouvement est une organisation affirmée non opposée, en Pologne, à « toute mesure d'exception qui porte atteinte aux libertés fondamentales » et « à la pleine exercice de ses droits, de son choix, de son renouveau et régler lui-même ses problèmes sans ingérence extérieure ». »

(La déclaration du bureau national du Mouvement de la paix à laquelle se réfère et que résume M. Séguillon avait été adoptée par cette instance, le 9 décembre, par 21 voix sur 26 présents ; il y avait eu 5 abstentions.)

M. RAVENEL (P.S.U.) DÉMISSIONNE

M. Bernard Ravenel a donné sa démission du Mouvement de la paix, dont il était membre du bureau national. Membre du secrétariat national du P.S.U., M. Ravenel estime que cette organisation « en refusant de condamner le coup d'Etat du 13 décembre, de demander la libération des emprisonnés et de reconnaître la responsabilité de l'U.R.S.S. dans la situation en Pologne, entraine dans son sillage la politique et les idées de l'U.R.S.S. »

Le Comecon promet

« une aide multiforme au peuple polonais »

De notre correspondant

Moscou. — Le comité exécutif du Conseil d'assistance économique mutuelle (Comecon) a tenu à Moscou, du 19 au 21 janvier, sa cent deuxième réunion, sous la présidence de M. Josef Marjaj, vice-président du conseil des ministres de Hongrie. Les participants (1) ont discuté des problèmes de la coopération dans divers secteurs des constructions mécaniques et de l'électronique. Ils ont aussi dressé un bilan de leurs accords mutuels qui doivent permettre en 1982 une augmentation des échanges de 35 % par rapport à 1980.

La réunion a été, en fait, consacrée essentiellement aux conséquences de la crise polonaise et des suites, les sanctions américaines sur les relations économiques entre les pays du Comecon. La déclaration finale condamne ce sujet « tous les actes de l'administration américaine et des autres pays atlantiques visant à entraver les échanges économiques de la Pologne » et promet « d'apporter une aide multiforme au peuple polonais frère dans la lutte contre les difficultés économiques ». »

S'il est difficile de chiffrer les

effets de la crise polonaise, il est clair que celle-ci a perturbé gravement la planification des économies du bloc de l'Est. La Pologne a dû à la fois réduire (d'environ 30 %) ses exportations, principalement de charbon et de produits agro-alimentaires, ce qui oblige ses habitués clients à s'approvisionner sur le marché mondial, et modérer ses importations. Il en résulte des difficultés supplémentaires pour les pays frères au moment où ceux-ci ont d'autant plus besoin de denrées que les livraisons soviétiques de pétrole sont également en baisse et que les sanctions américaines viennent encore aggraver leur situation. Il importe donc aux partenaires du Comecon de réorganiser les courants d'échanges et de relancer la machine économique sur des bases différentes.

THOMAS FERENCZI.

(1) Les pays membres sont la Bulgarie, la Hongrie, le Vietnam, la R.D.A., Cuba, la Mongolie, la Pologne, la Roumanie, l'U.R.S.S. et la Tchécoslovaquie. La Yougoslavie, représentée à la réunion, est seulement membre associé.

LES EXPORTATIONS VERS L'U.R.S.S.

Le rôle des militaires au sein du Cocom va être renforcé

De multiples consultations d'experts se déroulent entre Occidentaux, au plan bilatéral et multilatéral après la réunion du Cocom à Paris mardi 19 et mercredi 20 janvier pour « resserrer » les contrôles sur les exportations vers les pays de l'Est et empêcher les livraisons ayant un usage militaire ou une importance stratégique.

Le Cocom (Comité de coordination pour le contrôle des exportations vers les pays communistes), qui a été créé il y a trente ans, en pleine guerre froide, et qui avait été mis plus ou moins en veilleuse pendant la détente, s'est mis d'accord à l'unanimité « sur les moyens d'assurer l'adaptation de ses méthodes », déclarait le communiqué publié mercredi (le *Monde* du 22 janvier). La seule publication de ce document était en elle-même un événement, le Cocom ayant jusqu'à présent observé un mutisme complet sur ses travaux.

C'est, selon des sources américaines qui semblent sérieuses, sur un compromis que l'accord a été réalisé. Les représentants américains étaient arrivés à Paris avec des exigences rigoureuses et n'ont pas été entièrement suivis par leurs alliés (les membres de l'alliance atlantique et le Japon). Les Américains veulent en particulier une définition plus précise des critères pris en considération pour prononcer des embargos, l'introduction d'un plus grand nombre de spécialistes militaires dans les mécanismes du Cocom, un resserrement des mécanismes nationaux de contrôle des exportations, à l'exemple de ce que font les Américains eux-mêmes.

Il ne semble pas qu'ils aient obtenu entière satisfaction. Du moins leurs partenaires ont-ils été d'accord pour travailler ensemble à rendre les règles du Cocom plus efficaces. L'appel à de nouveaux spécialistes militaires serait notamment décidé.

La réunion du Cocom n'avait

pas de lien direct avec la crise polonaise. Elle avait été décidée en fonction de la recrudescence de la tension Est-Ouest, bien avant le coup de force de Varsovie. C'est à la conférence de Stockholm (12-21 juillet), lorsqu'il eut son premier entretien avec le président Reagan, que M. Mitterrand déclara vouloir « rétablir » l'action du Cocom.

Même avant cette date, le gouvernement français avait décidé pour sa part de réviser les contrats commerciaux en négociation avec l'U.R.S.S. dans le but d'empêcher l'exportation de toute technologie sensible. Dès cette époque, environ un tiers des exportations considérées ont été frappées d'embargo.

Il semble qu'après un haut fonctionnaire américain qui ne veut pas être cité — que la construction du gazoduc soviétique vers l'Europe ne tombe pas directement sous le coup des interdictions du Cocom. Plus encore que la fourniture de technologie occidentale pour la construction de ce gazoduc, c'est l'impact politique et la « dépendance » énergétique de l'Europe à l'égard de l'U.R.S.S. qui inquiètent Washington, selon ce haut fonctionnaire. — M. D.

LA RENCONTRE

HAIG - GROMYKO ÉCOURTÉE

L'Agence Tass et le département d'Etat américain ont annoncé simultanément, jeudi 21 janvier, que MM. Haig et Gromyko se rencontreraient le 26 janvier à Genève. Toutefois, alors que l'Agence soviétique se borne à préciser que cette rencontre fait suite à une « entente antérieure » et aura pour but de « poursuivre l'échange d'opinions commencé en septembre dernier à New-York », le département d'Etat a tenu à réduire la portée de la rencontre.

Les entretiens ne dureront qu'une journée et non deux, comme il était prévu à l'origine, car, « en raison du climat international actuel, nous estimons que nous sommes en mesure de parvenir à nos objectifs en un seul jour », a précisé un porte-parole. Celui-ci a ajouté que « le comportement de l'Union soviétique dans le monde n'a pas reflété de modération ou de réciprocité » et que les discussions porteront « en priorité sur la crise polonaise et ses répercussions sur les relations est-ouest ». Enfin, toujours selon le porte-parole, l'emploi du temps du secrétaire d'Etat est « très chargé », puisque M. Haig doit se rendre le 27 janvier en Israël, puis en Égypte, avant de repartir les États-Unis le 29. — (A.P.T.)

Jean-Paul SARTRE
Œuvres romanesques

près de trois cents pages inédites, de longs passages de *La Nausée*, une nouvelle du cycle du *Mur*, d'abord écartés par l'auteur, et de nombreuses pages devant couronner *Les Chemins de la liberté*.

LA PLÉIADE

GALLIMARD

Le Monde

PUBLIE

CHAQUE LUNDI

(numéro daté mardi)

UN SUPPLÉMENT

ÉCONOMIQUE

Jeune République

DROITS DE L'HOMME

Le 23 janvier, Journée mondiale des disparus

La terreur par le silence

Amnesty International fait du 23 janvier la Journée mondiale des disparus et publie à cette occasion un rapport sur une nouvelle technique de répression dans la collection « Points » du Seuil.

C'est par son ampleur seulement — surtout en Amérique centrale et du Sud — que le recours aux « disparitions » d'opposants réels ou présumés a pu innover au cours des deux dernières décennies. Le procès public, le potage, l'échafaud, le poing coupé du parricide, le bûcher de l'hérétique, ces classiques de la terreur n'ont jamais dans l'histoire fait méconnaître les vertus de l'intimidation par le silence. Vieille pratique qui a peuplé les in-fances de l'inquisition et les Plombs de Venise avant d'être codifiée par les nazis sous le nom de *Nacht und Nebel* (« nuit et brouillard »). Kaitel en résumait alors l'efficacité : « Les prisonniers disparaissent sans laisser de trace et cela aura un effet dissuasif ». Pour ceux qui restent, rien n'est plus effrayant que le tourment par l'incertitude. En enjoignant, au sein de son Entier, de « laisser toute espérance », Dante l'avait privé de ce suprême raffinement d'analyse, dans son petit livre clinique, Amnesty International.

« Disparition... le mot suggère une perte inexplicable, irremédiable. » Amnesty observe au passage que les parents et, au-delà de leur groupe terrorisé, l'opinion « en sont souvent les cibles véritables ». En tant que « pratique gouvernementale particulière », cette technique de répression a pris tous son

pleur d'abord au Guatemala après 1980, puis au Chili, enfin en Argentine. L'organisation de défense des prisonniers politiques, comme pour conjurer la charge maléfique du terme, se refuse à désigner les « desaparecidos » sans les guillemets qui s'imposent pour rappeler qu'ils « sont quelque part », fût-ce, le plus souvent, sous trois pieds de terre.

Amnesty démonte le procédé au prix d'un travail d'enquête et de documentation considérable pour établir irréfutablement la responsabilité des gouvernements en cause. Sous l'apparence d'ordre, c'est une technique de répression très élaborée, comme le montre, notamment, l'action de la Dina au Chili dès 1974 et la façon dont le pouvoir y a brouillé les pistes dans un maquis de dispositions « légales ». En Argentine, elle s'est inscrite dans le cadre d'une véritable « guerre d'extermination des éléments présumés subversifs ». Partout, elle revêt le même caractère. Fausse démission de l'Etat devant son droit de vie et de mort, elle lui permet, contrairement au principe fondamental, de se réclamer de sa propre turpitude. Ne s'inscrivant pas dans la « légalité », les disparitions que le pouvoir organise en sous-main « disparaissent » à ses propres yeux. La répression la plus atroce est née au moment où elle fait rage, jeu de miroirs, comme ces interrogatoires menés au Brésil par les Doctol, auxquels des prisonniers aux yeux bandés sont soumis par des tortionnaires qui s'encouragent entre eux sous des pseudonymes.

L'Etat Ponce Pilate

Coupable d'enlèvements, de séquestrations arbitraires et d'assassinats extrajudiciaires, l'Etat donne aux familles ou aux organisations internationales saisies par elles des réponses « évasives ou déclinatoires », quand elles n'atteignent pas au comique involontaire du Chili faisant observer à la commission internationale des droits de l'homme que, « dans bien des cas, les personnes disparues sont retrouvées dans des cachettes, se livrant à des actes hostiles au gouvernement ». Pour maintenir la fiction de son ignorance, le Ponce Pilate officiel recourt, comme au Guatemala ou au Salvador, à l'absence irrégulière « sur lesquelles on pourra toujours faire passer la responsabilité des bavures ».

Généralement composée de fanatiques ou de pauvres diables rêvant de « vivre presque aussi bien que des policiers », ces milices se réclament d'une haute mission. Ainsi, l'Ordre salvadorien a pour programme officiel de « répandre l'idéologie démocratique chez les paysans et les ouvriers des campagnes... » Dans la plupart des pays, enfin, les magistrats qui s'avanceraient de se montrer trop curieux sont assassinés (Ouganda) ou mis hors d'état de nuire (Philippines). Amnesty observe que « partout où la disparition est une politique ou une pratique systématique, les gouvernements ont écarté toutes les dispositions légales limitant les sanctions contre les coupables présumés de crimes politiques ».

Suprême trouvaille qui harmonise le déni de justice et la loi ! Les conséquences humaines de la pratique des « disparitions » sont décrites enfin par Amnesty sur la base de constatations qui font froid dans le dos. Ce qui a été mis au point, principalement en Amérique latine, est une véritable technologie du défilé incertain. Des médecins et psychiatres ont étudié, notamment dans une enquête menée sur deux cent huit cas en 1978 à Santiago du Chili, les effets destructeurs sur les enfants du traumatisme subi après l'enlèvement de leurs parents, souvent parqués sous leurs yeux. Les proches des disparus passent par des phases d'angoisse intense et de recherche obsessionnelle qui constituent au sens propre du mot une torture morale. Dans l'amarantisme et la déraison, les « folles de mal » ont inscrit dans la langue de ce temps la réalité de cette aliénation.

Que peut-on faire contre le fléau ? Peu à peu la communauté internationale se mobilise, notamment avec la très ferme résolution de l'Assemblée générale de l'ONU du 20 décembre 1980. Mais, contre le tacot des Murs, la parole est le seul recours. Crier, révéler, dénoncer, faire que sans cesse des cercles s'élargissent sur le lac noir où a sombré tant de vies, c'est à quoi appelle, plus particulièrement en ce jour, Amnesty International.

PAUL JEAN FRANCESCINI.

● RECTIFICATION. — La Commission des droits de l'homme, dont nous citions, dans nos éditions du vendredi 23 janvier, l'intervention en faveur de Mme Lavrova, nous prie de préciser que son adresse à Genève est au 8, rue Winklerstr. et non pas à l'Office des Nations unies, comme nous l'avons indiqué par erreur. De plus, elle précise que Mme Simonne Weil (contrairement à ce qui était indiqué dans la documentation qui nous a été fournie) n'a pas soutenu cette requête, mais a simplement informé la Commission du vote du Parlement européen en faveur de

cette Soviétique qui fait une grave de l'Etat pour obtenir le droit d'épouser un Français.

● L'Assemblée européenne, à l'initiative de son groupe communiste, a demandé vendredi 22 janvier au président du conseil des Communautés des Dix de tout mettre en œuvre pour obtenir la libération des cinquante-deux syndicalistes de la DSK dont le procès est en cours à Istanbul, et celle des détenus politiques. Les parlementaires réclament également la suspension de toute aide financière à la Turquie jusqu'au rétablissement des libertés et droits de l'homme. — (Corresp.)

Le nouveau secrétaire général de l'ONU affirme son intérêt pour les problèmes humanitaires

New-York (Nations unies). — Le nouveau secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, a tenu, jeudi 21 janvier, sa première conférence de presse.

Homme modeste et diplomate de carrière, M. Perez de Cuellar s'est excusé par avance de rester « neutre ». « Je n'ai ni le droit, ni le pouvoir, ni le mandat de lever l'hypothèque qui avait pesé sur la fin du mandat de son prédécesseur, M. Waldheim, accusé par certains pays occidentaux de faire le jeu du tiers-monde, voire des pays communistes ».

Interrogé sur le rôle des Nations unies en Amérique centrale et du Sud, M. Perez de Cuellar, qui est péruvien, est resté prudent : « Je mets le premier secrétaire général originaire d'Amérique latine, à-t-il dit, je suis donc très sensible à ces questions ». Parlant de la Namibie, il ajouta plus tard qu'« appartenant à une société multiraciale », il était « très sensible aux problèmes de l'apartheid ».

A propos de la Pologne, M. Perez de Cuellar a indiqué que les Nations unies n'avaient recueilli aucune preuve d'intervention étrangère et qu'il n'y avait eu aucune demande d'un Etat membre de porter la question devant le Conseil de sécurité. Le secrétaire général est cependant revenu à plusieurs reprises sur la question des droits de l'homme, soulignant qu'il attacherait une très grande importance aux affaires humanitaires.

Le secrétaire général qui a joué un rôle important quand il était collaborateur de M. Waldheim, dans les tentatives de négociations des Nations unies en Afghanistan et à Chypre, a enfin indiqué qu'un de ses assistants se rendrait prochainement à Kaboul, Téhéran et Islamabad. Un autre pourrait aller en avril à Chypre. A propos du Proche-Orient, M. Perez de Cuellar a jugé prématuré l'envoi de l'un de ses représentants sur le Golan, mais a indiqué que M. Urquhart, secrétaire général adjoint pour les affaires politiques, irait à la fin de la semaine inspecter les forces de maintien de la paix dans la région. — N. B.

Plus de soixante-dix personnes sont mortes dans les prisons turques depuis le coup d'Etat affirme Amnesty International

Plus de soixante-dix prisonniers sont morts dans les prisons turques depuis la prise du pouvoir par les militaires, le 12 septembre 1980, affirme Amnesty International dans le document publié le jeudi 21 janvier, à Londres. L'organisation indique que la torture, notamment les sévices sexuels et l'usage de décharges électriques, continue d'avoir cours en Turquie. Elle précise que sur les dossiers concernant soixante-quatre cas de morts suspectes en prison, les autorités turques ont fourni des réponses pour cinquante-quatre cas. Dans deux de ces cas seulement des policiers ont été emprisonnés pour s'être livrés à des tortures ayant entraîné la mort des prisonniers.

Amnesty International déplore l'interdiction faite aux prisonniers de recevoir leurs avocats et leur famille pendant les quarante-cinq premiers jours de leur détention sans procès.

En ce qui concerne une autre violation des droits de l'homme, à savoir l'impossibilité de faire appel pour les personnes condamnées à des peines de moins de trois ans de prison, le Conseil national de sécurité a annoncé, le jeudi 21 janvier, que cette interdiction n'était bientôt plus d'appliquer qu'aux peines inférieures à six mois de prison.

Deux représentants de la C.G.T. ont été délégués vendredi, à Istanbul, pour suivre le déroulement du procès des cinquante-deux syndicalistes de la centrale DISK contre lesquels la peine de mort a été requise.

Enfin, les docteurs Jean-Luc Devineau et Nanaïck Lanier, membres de Médecins sans frontières, qui ont été incarcérés pendant huit mois dans les prisons turques, ont regagné Paris jeudi. — (A.F.P.)

DENTIFRICE Kontrol

Pâte ou poudre
Des dents encore plus blanches !
Vente exclusive en pharmacie. LAB. STERFA

SONDAGE SOFRÉS/LE NOUVEL OBSERVATEUR: LES 35 QUESTIONS DES FRANÇAIS SUR LES COMMUNISTES.

Une majorité de Français pense qu'il y a des désaccords importants entre les dirigeants du P.C. Vrai ou faux ?

LE NOUVEL
observateur CETTE SEMAINE
Vrai : 31 % seulement croient qu'ils forment une équipe homogène.

Pour votre
DEMEAGEMENT
ODOUL AGENT
16, rue de l'Atlas - 75019 Paris 208 10 30

PERRIER
soldes
3, boulevard Raspail - 75007 Paris

EDITION SPECIALE
4850F.
DU 15 JANVIER AU 20 FEVRIER.

ROCHE-BOBOIS

Etonnant par le prix, ce canapé "tout mou-tout mousse", une Edition Spéciale de Roche-Bobois. Encore plus étonnant, sa couette qui lui donne son aspect plus flou, plus mou. Ce qui le distingue aussi des autres canapés en mousse: son dossier relevable. C'est un piège de douceur dont vous aurez du mal à vous arracher.

* Des marchés programment à l'avance, nous permettant de vous faire bénéficier, pendant un temps limité, d'un prix très préférentiel sur ce modèle.

A Paris, 10 à 18, rue de Lyon - 92-98, bd de Sébastopol - 207, bd St-Germain
52, avenue de la Grande-Armée. En banlieue, Athis-Mons, 37, route de Fontainebleau
Bourg-la-Reine, 73, bd du Maréchal - Melun, 2, rue St-Etienne
Versailles, 6, rue du Petit (pl. du Marché) et dans toutes les grandes villes de France.

Tel Aviv: cinq jours sur sept - 1850 F*

Liaison sans escale en gros porteur. Départ de Paris du mercredi au dimanche à 9 h 45.

Vous plaire, ça nous plaît

TWA

* Tarif Loisirs aller/retour.

Dr. J. L. J. J.

ASIE

Corée du Sud

Le président Chun propose un référendum sur la réunification de la péninsule

Dans un discours à l'Assemblée nationale, ce vendredi 22 janvier, le président Chun Doo-hwan a fait des propositions pour la réunification de la Corée, présentées comme « très importantes » dans les milieux diplomatiques sud-coréens. Le président Chun souhaite la tenue d'une conférence à laquelle participeraient des représentants du Nord et du Sud, « capables d'exprimer les opinions de la population des deux parties » et qui seraient chargés de rédiger un projet de constitution d'une « République démocratique unifiée de Corée ». Ce projet devrait être soumis à un référendum dans toute la péninsule. Ensuite des élections générales auraient lieu pour la formation d'une « Assemblée nationale unifiée ». Les questions telles que les grandes options politiques et le nom à donner au pays unifié, les principales lignes de sa politique intérieure et extérieure seraient traitées lors de cette conférence, dont la date n'est toutefois pas indiquée.

Dans l'immédiat, le président sud-coréen propose la conclusion d'un accord provisoire visant à normaliser les relations entre Séoul et Pyongyang. « Chacune des deux parties devra reconnaître le système politique et les institutions sociales de l'autre », dit le général Chun : « chacune devra respecter tous les traités et accords bilatéraux que l'autre aura conclus précédemment avec d'autres pays ». En clair, Pyongyang devrait cesser de contester la légitimité du régime sud-coréen et accepter, au moins à titre provisoire, la présence au Sud de troupes et même deux camps militaires américains en vertu des accords de défense entre Washington et Séoul visant à prévenir une nouvelle invasion des troupes de M. Kim Il-sung.

Les diplomates sud-coréens qui présentent ce « plan » comme un événement de nature à combler la situation dans la péninsule se font-ils réellement des illusions sur la possibilité de recevoir par le régime communiste du Nord ? Selon eux, il y a dans ce plan des points communs avec les nombreuses propositions de « Fédération coréenne » avancées dans le passé par Pyongyang. Or une brochure, diffusée récemment par les services d'information de Séoul, fait une comparaison entre cette offre et les différentes propositions de « gouvernement national de coalition » ou de « gouvernement unifié » faites par Hanoi tout au long d'un processus qui devait s'achever par l'intégration du Sud-Vietnam et la perte de son identité. « Il n'existe aucune base de confiance mutuelle qui pourrait permettre à l'une ou l'autre des parties de soumettre le contrôle de son armée à un gouvernement central », constate l'auteur de cette brochure. Cette question de la confiance réciproque est au cœur de la politique de réunification.

Ce problème de fond s'est-il modifié depuis le début de l'année ? Rien ne l'indique. La veille même de son discours devant l'Assemblée, le président Chun a estimé devant les responsables militaires sud-coréens que le Nord intensifiait ses préparatifs de guerre. En fait, en proposant que

Inde

LE GOUVERNEMENT CENTRAL INTERDIT LE MOUVEMENT INDEPENDANTISTE MIZO

Le gouvernement indien a interdit, jeudi 21 janvier, le Front national mizo, qui, depuis de nombreuses années a engagé une lutte armée contre le régime central dans le territoire du Mizoram, à l'est de l'Inde entre le Bangladesh et la Birmanie. Le combat pour la formation d'un Etat indépendant comprenant, outre le Mizoram, une partie des territoires voisins de l'Assam, du Tripura et du Manipur, a entraîné la mort de milliers de personnes tribales mizo, de type mogoloidé-tibétain, contrairement à la majorité des Indiens.

Neuf membres du Front, et notamment des proches de son dirigeant, M. Laladenga, ont été arrêtés. M. Laladenga se trouvait à New-Delhi pour négocier avec les autorités locales où il se trouvait ces arrestations. Le P.N.M. a été accusé, dans un communiqué officiel, d'avoir attaqué les forces de sécurité et des représentants de l'administration du Mizoram.

Le 31 juillet 1980, le gouvernement de Mme Gandhi avait conclu avec le front un accord aux termes duquel celui-ci s'engageait à cesser ses activités terroristes et New-Delhi ses opérations de sécurité. D'autre part, nous indique notre correspondant à New-Delhi, Patrick Francis, après trois jours de discussions, les représentants du mouvement hostile à la présence d'unités originelles notamment du Bangladesh et du Népal, dans l'Etat de l'Assam, ainsi que de partis de l'opposition ont approuvé le mercredi 20 janvier un projet d'accord visant à freiner l'entrée de Bangalais. L'Assam est le théâtre d'une campagne d'agitation contre ces « étrangers » qui a donné lieu à de violents affrontements.

Afghanistan

MÉDECINS SANS FRONTIÈRES DÉNONCE LES BOMBARDEMENTS DE SES DISPENSAIRES

L'association Médecins sans frontières (M.S.F.) a dénoncé, mercredi 20 janvier, au cours d'une conférence de presse, à Paris, le bombardement de trois de ses « hôpitaux » en Afghanistan par les forces soviéto-afghanes. Ils sont « systématiquement pris pour cibles par les hélicoptères et les avions », a déclaré le docteur Malhuriet. Ainsi, en novembre 1981, à l'hôpital de « Jorjor » de Jorjor, dans le Hazarajat, a été rasé alors que le reste du village n'a pas été touché. Les médecins français alertés par un précédent bombardement avaient cependant pu évacuer auparavant les malades. Deux autres dispensaires, l'un dans la vallée du Panahir, et l'autre dans le Nangarhar, ont également été détruits dans les mêmes conditions.

Selon le docteur Malhuriet, outre les blessures de guerre, dues en grande partie à l'explosion, de mines se présentant sous forme de jouets ou d'autres objets, la population afghane — en particulier les enfants — est victime de maladies endémiques (tuberculose, lèpre, myxose, malnutrition, déshydratation).

Médecins sans frontières dispose d'équipes médicales en permanence depuis plus d'un an dans l'est de l'Afghanistan, à côté d'autres associations (le Monde daté 27-28 décembre).

(L) 181, boulevard Lefebvre, 75013, Tél. 839-39-81.

■ M. Cousseaux a déclaré, au cours d'un dîner offert, le mercredi 20 janvier, en l'honneur du président pakistanais, le général Tia-Ul-Haq, que la Roumanie n'avait cessé de plaider en faveur d'un règlement politique en Afghanistan, par des négociations directes avec le gouvernement de Kaboul, afin d'obtenir la fin de toute aide extérieure aux forces hostiles au régime Karmal et le retrait des troupes soviétiques. (Reuter.)

AFRIQUE

Le roi Hassan II rencontrera M. Mitterrand le 26 janvier à Paris

Le roi Hassan II du Maroc est attendu en « visite de travail » à Paris, le mardi 26 janvier, à l'invitation de M. François Mitterrand. On ignore encore la durée du séjour en France du souverain marocain, dont la dernière visite à Paris remonte à mars 1981. D'autre part, M. Jacques Delors, ministre français de l'économie et des finances, se rendra à Rabat à la fin de ce mois.

Enrayer la dégradation des relations bilatérales

De notre correspondant

Rabat. — Une rencontre du roi Hassan II avec M. Mitterrand était envisagée depuis l'automne dernier. A cette époque, la crise intérieure, déclenchée par la publication, le 5 septembre, du communiqué du parti socialiste (U.S.F.P.) critiquant les modalités de référendum acceptées par le roi à la conférence de Nahrout au mois d'août et l'arrestation de M. Bouabid, secrétaire général du parti socialiste, et de quatre autres députés de l'U.S.F.P., avait fait ajourner le projet de visite du président français au Maroc. La condamnation, le 24 septembre suivant, de M. Bouabid et de deux de ses compagnons à une peine de prison ferme constituait dès lors un obstacle à une visite éventuelle de M. Mitterrand à Rabat. La seule possibilité pour le roi Hassan II de rencontrer le nouveau chef de l'Etat français était donc de lui rendre visite à Paris. L'entente entre le souverain marocain et le président de la République française se situe après la visite de M. Mitterrand à Alger, en novembre, et avant celle qu'il doit faire à Tunis, où M. Mauroy aura été reçu auparavant, en février. Les Marocains, attentifs à tout ce qui se passe chez leurs voisins, surtout algériens, et toujours prêts à comparer l'état de leurs relations avec la France avec celui des rapports entretenus par Alger et Tunis avec Paris, n'ont pas manqué de ressentir une certaine amertume.

Cette impatience s'est doublée d'une certaine irritation à la suite des critiques formulées par différentes associations ou partis français depuis l'arrestation des dirigeants du parti socialiste marocain. Ces commentaires, assortis de missions d'enquête, ont suscité de la part des journaux de Rabat, de vives répliques qui ont parfois pris la forme de répliques. Les commentaires d'information française et aussi contre le parti socialiste. Ce dernier a même été qualifié dans un éditorial publié en décembre dans le *Matin du Sahara*, journal dirigé par M. Moulay Ahmed Alaoui, ministre d'Etat, de « centre de subversion » contre le royaume chérifien. Le jumelage entre la ville du Mans et la localité sahraoui de Haouza, située dans une partie du Sahara hors du retranchement marocain, a achevé d'irriter Rabat. Mais ni du côté marocain ni du côté français, on n'était disposé

PROCHE-ORIENT

Après le rejet de la résolution sur le Golan au Conseil de sécurité des Nations unies

Satisfaction discrète à Jérusalem

De notre correspondant

Jérusalem. — Il y a déjà bien longtemps que les dirigeants israéliens n'accordent plus une grande attention aux décisions des Nations unies. Ils ont encore observé cette attitude après les derniers débats du Conseil de sécurité sur l'annexion du Golan. Aucun commentaire officiel dans les vingt-quatre heures qui ont suivi, pas même pour apprécier l'intervention des Etats-Unis opposant leur veto à une résolution qui appelait à des sanctions contre Israël. Pourtant, si à Jérusalem on se préoccupe parfois de ce qui se passe au palais de verre de Manhattan, c'est pour mesurer les bonnes et mauvaises dispositions de l'Amérique et des pays européens envers Israël. Cette absence de réaction prouve que le gouvernement de M. Begin n'a fait aucun doute sur le soutien de Washington et se considère comme acquis.

Le veto américain n'est qu'une confirmation de l'amélioration des relations entre Jérusalem et Washington au cours des dernières semaines. Le différend causé en décembre par la condamnation américaine de la loi sur le Golan semble appartenir au passé. La violence contre M. Begin, dénonçant les sanctions de principe prises par Washington — notamment la suspension d'un accord de coopération stratégique — paraît oubliée (le Monde du 22 décembre). Déjà, lors de la visite à Jérusalem du secrétaire d'Etat, M. Alexander Haig, les 14 et 15 janvier, il n'avait plus du tout été question des divergences existant entre les deux alliés.

Dependant, dans la presse israélienne, observateurs et éditorialistes manifestent quelques réserves à propos de l'indulgence américaine, en soulignant que celle-ci ne serait qu'apparente et n'aurait pour but que de ménager M. Begin par crainte de nouvelles initiatives impétueuses de sa part, les dirigeants de Washington redoutant, entre autres, une opération militaire israélienne au Liban, et désavantant que rien ne vienne entraver l'évacuation du Sinaï en avril. Mais les membres du cabinet de M. Begin font comme s'il n'y avait plus guère de difficultés entre Jérusalem et Washington et se montrent bien davantage inquiets de l'état des relations entre Israël et l'Egypte.

Il est récemment relevé une série de déclarations égyptiennes qui, à leurs yeux, indiquent que le gouver-

L'abstention de la France

a profondément déçu les pays arabes

Si le veto américain (le Monde du 22 janvier) au projet de résolution du Conseil de sécurité menaçant Israël de sanctions s'il maintenait l'annexion du Golan syrien était attendu dans les capitales arabes, l'abstention dans ce débat de pays européens « amis de la nation arabe », et principalement de la France, a suscité des commentaires amers. Même Raïd-Riad a appelé les Arabes à « reconsidérer leurs relations » avec les Etats comme la France, le Royaume-Uni et le Japon.

A Damas, on déclare que « le veto américain encourage Israël à violer la charte des Nations unies et à spolier la nouvelle terre arabe, et qu'il réduit à néant les chances de paix ». Quant à l'organisation de la libération de la Palestine, elle a invité depuis Damas, tous les Arabes à suivre « une politique de confrontation face aux Etats-Unis et à leurs intérêts dans la patrie arabe ».

A Paris, M. Yazid, représentant de la Ligue arabe en France, a, pour sa part, insisté sur « l'abstention des pays industrialisés (qu'il mérite réflexion sur leurs intentions réelles dans leurs rapports avec le Sud et le tiers-monde ».

Sévère condamnation à Alger

Cependant, c'est à Alger, nous le rappelle notre correspondant Daniel Junqua, que l'attitude d'Israël comme la France a été le plus sévèrement commentée. Le porte-parole des affaires étrangères a ainsi dénoncé l'ambiguïté du vote de certains membres du Conseil de sécurité, notamment ceux qui déclarent des responsabilités particulières dans le maintien de la paix et de la sécurité internationale. Il a fait remarquer que le problème soumis à cette instance concernait « une violation flagrante du droit international et de la charte des Nations unies puisqu'il s'agit de l'acquisition de territoires par la force ». Il appartenait dès lors, a-t-il conclu, à la communauté internationale dans son ensemble d'assumer pleinement sa responsabilité devant les dangers qui découlent de l'attitude sioniste et de la complaisance de certains pays membres du Conseil de sécurité.

FRANCIS CORNU.

■ RECTIFICATIF. — C'est par erreur que, dans nos éditions du 21 janvier, nous avons écrit que l'Egypte avait été placée sous mandat britannique. En réalité, ce pays a été occupé sans statut juridique particulier, de 1952 à 1954, par la Grande-Bretagne, qui a ensuite exercé sur lui son protectorat formel de 1914 à 1922.

A TRAVERS LE MONDE

Cuba

■ LIBERATION DE QUATRE RESSORTISANTS AMERICAINS. Ces quatre détenus font partie d'un groupe de vingt-deux ressortissants américains (dont cinq jouissent de la double nationalité américaine et cubaine) maintenus en prison à La Havane pour être entrés illégalement à Cuba, la plupart en possession de drogues. Leur libération, attendue le vendredi 22 janvier, fait suite à la visite à La Havane de trois membres du Congrès de Washington qui ont été reçus par M. Fidel Castro. Le 22 octobre 1980, trente-trois citoyens américains avaient déjà été graciés et expulsés. — (A.F.P.)

Honduras

■ UN PRETRE CATHOLIQUE MENACE DE MORT PAR L'ARMEE. Le père Faustino Milla, curé d'une paroisse

proche de la frontière salvadorienne, a déclaré le jeudi 21 janvier qu'il était menacé de mort par l'armée en raison de ses activités en faveur des réfugiés salvadoriens. Le père Milla a, en particulier, dénoncé le massacre, en 1979, de plusieurs centaines de Salvadoriens sur le fleuve Lempa, au cours d'une opération combinée entre les armées du Salvador et du Honduras. — (A.F.P.)

Iran

■ ASSASSINAT D'UN IMAM. L'imam de la prière du vendredi, de la région de Bessaran au Kurdistan d'Iran, a été assassiné par des éléments du groupe maoïste kurde « Komalah ». Le religieux sunnite, le cheikh Ali Bissarani, se trouvait dans sa mosquée quand il a été abattu par les guerilleros autonomistes. — (A.F.P.)

■ UN APPEL DE LA LIGUE IRANIENNE DES DROITS DE L'HOMME, diffusé à Paris et signé par plus de quatre-vingts intellectuels ou organisations (comme la Fondation Bertrand-Russell pour la paix) de onze pays, dont la France, demande notamment que soient appliqués en Iran les principes de l'égalité entre les sexes et les ethnies, que soit abolie la loi du talion et garantis les droits syndicaux des ouvriers et des étudiants.

Israël

■ LES OBSEQUES DE LEOPOLD TREPPER. — Le chef de l'Orchestre rouge, Leopold Trepper, le plus important des réseaux d'espionnage soviétiques de la seconde guerre mondiale, décédé mardi, à l'âge de soixante-dix-sept ans, a été enterré, le jeudi 21 janvier, à Jérusalem. Une foule peu nombreuse, quelques dizaines de personnes, amis du défunt, ont suivi le cortège, aucune autorité officielle n'étant présente à la cérémonie. — (A.F.P.)

Libye

■ REPORT DU PROCES DE TROIS FRANÇAIS. — Le procès de Mme Denise Dupont et de ses deux enfants, Alain (vingt-quatre ans) et Jean-Claude (dix-sept ans), inculpés depuis vingt et un mois à Tripoli pour « espionnage au profit des Etats-Unis », a été reporté pour la douzième fois le jeudi 21 janvier. Le conseil de France n'a pas été admis dans l'enceinte du tribunal. La prochaine audience a été fixée au 21 février (le Monde du 6-7 septembre 1981).

■ DES CAMIONS AMERICAINS UTILISES PAR L'ARMEE. — Le département d'Etat a confirmé, jeudi 21 janvier, que la Libye avait transformé des camions achetés aux Etats-Unis il y a quatre ans pour les employer à des usages militaires en violation d'assurances écrites. Le *New York Times* a rapporté jeudi que Tripoli avait modifié les 400 camions achetés en 1978 à la firme américaine Oakwood Truck Corporation pour qu'ils puissent transporter des chars. Les Etats-Unis ont désormais interdit toute livraison de nouveaux camions ou de pièces détachées à la Libye. (Reuter.)

Suisse

■ TREVE DES ATTENTATS ARMES EN SUISSE. — L'Armée secrète arménienne de libération a lancé, le jeudi 21 janvier, un appel à ses membres en faveur d'une trêve temporaire en Suisse et contre les institutions suisses à l'étranger. Cette décision peut s'expliquer par la reconnaissance, de la part de la justice genevoise, dans le verdict condamnant à quinze ans de réclusion M. Jamboukjian, accusé du meurtre d'un employé du consulat turc (le Monde du 22 décembre 1981), du génocide arménien par les Turcs en 1915. Le texte du jugement fait, en outre, grief aux autorités turques de persister à nier ce génocide. — (Corresp.)

Le juge pourra refuser la résiliation d'un locataire privé de res...

Une majorité de Français pense que le P.C. n'aurait pas l'administration. Vrai ou faux ?

Une infime minorité de communistes pense que Marchais est un mauvais leader. Vrai ou faux ?

Le NOUVEL observateur CETTE SEMAINE

Faux: ils étaient 4 % à le penser en 76, 11 % en 82.

Au palais du Luxembourg

**SELON M. DAILY UN NOUVEAU RECOURS
EST POSSIBLE QUI NE RETARDERAIT PAS
LA PROMULGATION**

Le nouvel examen en séance publique du projet sur les nationalisations est prévu au Sénat pour le 3 février. Il ne devrait pas durer plus d'une journée, ont indiqué M. Hoeffel (Un. cent., r. s.), président de la commission spéciale, et les rapporteurs de cette commission. M. Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement, s'est félicité « de la rapidité avec laquelle se déroulera la conférence des présidents du Sénat », qui a fixé ce « calendrier ».

L'un des rapporteurs, M. Daillly (C. r. s., Seine-et-Marne), et d'autres, par ailleurs, ont insisté sur les dangers que pourraient présenter au gouvernement si retarder les nationalisations.

L'un des rapporteurs, M. Dailly (Gauche dém., Seine-et-Marne), qui a aussi part prise, déclare que « l'opération de fusion des articles du projet et, a-t-il indiqué, « bien évidemment leur rejet par la majorité sénatoriale », ne saurait être l'œuvre de la commission. Elle sera donc, il en sera pour ce rapporteur l'occasion de rendre hommage au travail du Conseil constitutionnel. Le nouveau projet issu du dernier débat sera soumis au parlement acceptable, sauf en ce qui concerne les trois articles (4, 18 et 30) qui traitent de l'aléation des filiales ou succursales situées à l'étranger.

Le gouvernement, estime en effet M. Dailly, n'a pas tenu compte de l'avis du Conseil constitutionnel qui lui imposait de ne pas faire l'objet de la loi n'a pas fait « les règles selon lesquelles doivent s'opérer ces transferts. Le Conseil décide, souligne-t-il, « qu'il appartient au législateur de définir les règles opérations des règles dont l'application incombera aux auto-

Le gouvernement n'aurait pas les nationalisations.

Ces nationalisations ont été l'objet d'une délibération de la commission sénatoriale des finances, qui a décidé de constituer un sous-comité chargé d'étudier en chargeant six rapporteurs de suivre l'évolution économique et financière des entreprises nationalisées. Les membres du sous-comité (M. Ailler) Compagnie de crédit de Paris et des Pays-Bas et Crédit du Nord; Cluzel (Union-Commer.) Compagnie de Saint-Etienne; Le groupe du Crédit industriel et commercial; Fourcade (R.I. Hauts-de-Seine); Crédit commercial de France et autres banques cotées en Bourse ont pour thème la nationalisation; Compagnie P.P.R. Eure; chiney-Yvonne-Kuhlmann, Saffier et Usinor; Torre (R.I. Ardèche); Rhône-Poulenc S.A. et Compagnie de Saint-Gobain; Molinet (Industrie); Compagnie générale d'électricité et Thomson-Brandt. — A. G.

M. Chirac invitera ses partisans à durcir leur opposition pour préparer l'alternance

Le R.P.R. tient, samedi 23 et dimanche 24 janvier, à Toulouse, ses troisièmes assises nationales depuis sa fondation en décembre 1976. M. Chirac, seul candidat au poste de président du mouvement, retrouvera les fonctions auxquelles il avait renoncé en

Avec les succès remportés dès le premier tour, dimanche 17 janvier, par l'opposition dans quatre circonscriptions législatives, les trois députés bretons du R.P.R. — les assises nationales du mouvement gaulliste vont prendre un tour imprévu et une importance nouvelle. Les deux mille sept cents porteurs de mandats convoqués, samedi 23 janvier, à Toulouse, et les quelques centaines de militants présents le lendemain, n'auront pas à attendre dans la crainte l'issue que leur devoyait incertain d'un second tour qui devait se dérouler au cours de la semaine.

Le coup d'arrêt nuit moins dans diverses élections cantonales et municipales et celles qui n'ont pas confirmé l'échec national du parti gaulliste.

Les dirigeants du mouvement, qui affleurent depuis dimanche une satisfaction bien légitime, s'alignent cependant pas que sur les succès locaux. Ils ont cent pas un échec national à voir. Se garder des effets anesthésiants d'une éphémère tromphisme, ne pas se laisser aller comme compte le faire à Toulouse. M. Charles Pasqua, président du groupe sénatorial, qui

La formalité de la réélection de M. Jacques Chirac — candidat unique — à la présidence du mouvement consacrerait l'autorité en maître de Paris à la tête du mouvement. Mais, à la fin de l'année 1976. Elu alors par 95,50 % des suffrages exprimés, il avait été renouvelé lors des dernières élections, pour le Champmurel de la mairie de Paris, par 95,50 % des voix. Le 3 février 1981, pour préparer sa candidature à l'élection présidentielle, M. Chirac avait demandé formellement au président du mouvement tout en demandant son mentor,

Le R.P.R. a, sans aucun doute, été fortement choqué par son double échec au scrutin présidentiel et législatif. Mais, depuis le début de 1981, les militants gaullistes se sont alors sentis un peu déçus et après tant d'efforts électoraux, ils ont voulu retrouver une municipalité de 1977 — hormis le succès de M. Chirac à Paris, — les législatives de 1978 — gagnées par le R.P.R. — et les municipales les plus proches de 1979 — 10 % seulement pour la liste DIFE, — la présidentielle du 26 avril 1981 — gagnée par M. Chirac — et les législatives enfin — un député R.P.R. battu sur deux sortants.

Malgré ces revers et après quelques mois d'éclipse, l'espoir est revenu dans le camp, surtout après la victoire de la gauche au 1^{er} du parti affirmant que depuis le 10 mai quelque 40 000 nouveaux adhérents ont rejoint les 870 000 membres du parti communiste de la rue de Lille. Ils soulignent que la moitié des secrétaires de circonscriptions ont été remplacés par des gens de gauche, ce qui leur a permis de faire passer le parti à l'heure militante s'est accrue.

Le combat va-t-il maintenant changer d'âme ? Les responsables du R.P.R. n'auront aucun mal à convaincre leurs troupes d'intensifier leur action, et de se lancer dès maintenant à la conquête de la capitale. Ils ont désormais effectué leur mue et, de féaux de l'État, sont bien devenus des prétendants. Les élections législatives partielles auront été du 3^e degré, mais pour le moment, c'est au bouillonnement de la victoire est au bout du bulletin de vote. Le R.P.R. constate également qu'il a relativement bien tenu

● Le bureau politique du parti républicain, réuni le 21 janvier, a dénoncé « la gravité des violations portées envers les institutions françaises par le pouvoir socialiste ». « Cela démontre une nouvelle fois, estime-t-il, la volonté du parti socialiste d'accaparer tous les pouvoirs et même ceux du pouvoir judiciaire pour garantir des libertés ».

« Le bureau politique de l'U.D.F. s'est élevé, jeudi 21 janvier, contre « la campagne de dénigrement dirigée contre le parti communiste ». Cette campagne, selon lui, a «*q'u'a*n objectif : faire oublier que les nationalisations, telles qu'elles ont été décidées puis les nationalisations, ont été réalisées avec un profit plus de deux millions de petits porteurs d'actions ».

« M. Michel Suchod, député socialiste de Dordogne, a souhaité, jeudi 21 janvier, que la durée du mandat des députés du parti constitutionnel soit ramenée de neuf à six ans et que leur renouvellement par tiers s'opère tous les deux ans au lieu de trois ans, afin d'assurer un renouvellement sans cesse, « la majorité ».

● M. Jean-Pierre Fourcade, sénateur (R.I.) des Hauts-de-Seine et président des clubs Persistance et P.S. de France, a déclaré :

Les membres R.P.R. et U.D.F. de la commission spéciale de l'Assemblée nationale chargée des nationalisations ont tenu jeudi matin un conseil à Paris.

Au sein duquel Jean Viovy (R.P.R., Maine-et-Loire) a rappelé que les décisions du Conseil constitutionnel n'imposent toutes les nationalisations qu'à titre facultatif. Il a insisté sur le fait que le gouvernement qui répond par de véritables injures... « Le gouvernement, le 1-11 août, s'est appliqué à faire passer la loi sans que le gouvernement s'est placé dans une mauvaise posture et il est victime de ses mauvais choix ». A propos de cela, il a déclaré : « Le gouvernement a tenté un coup d'arnaque en voulant payer les

sapropriés au motard privé ». Pour sa part, M. Charles Millon (U.D.F., Ain) a estimé que « les rectifications qu'il apportées aux lois de nationalisation du gouvernement doit tenir compte avaient été toutes déjà présentes par l'opposition ».

M. Jacques Chirac (R.P.R., Rhône), « les attaques socialistes contre le Conseil constitutionnel prouvent la volonté du P.S. de changer la Constitution », a-t-il dit.

François d'Aubert (U.D.F., Mayenne), ayant rappelé que le groupe U.D.F. déposerait une motion de censure, M. Noir a indiqué que si le Conseil constitutionnel R.P.R. devait décider jeudi après-midi de coignier celle-ci.

P.R. DE TOULOUSE

pour opposition pour préparer l'alternance

février 1981. Il se propose d'inviter ses partisans à durcir leur opposition et à préparer, sans plus attendre, l'alternance.

Le Comité central sera renouvelé. Les trois motions qui seront soumises aux congressistes porteront sur les thèmes de la « liberté », de la « nation » et du « progrès ».

l'épreuve de huit mois de pouvoir de la gauche, M. Chirac s'est affirmé dans son opposition devenue une loi de son régime.

[illegible]

Et bien que ce comportement soit d'usage chez les nationaux polonais, il est confirmé par la réalité : la vocation d'être à toute éventualité à la pointe (chanceuse) de son parti. Chacun d'eux s'affirme ne pas préjurer au leadership unique de la contestation politique. La question, selon eux, est prématrice et réside dans la mesure où ils ont fait leur auto-proclamation. Mais il ne fait pas de doute que tout sera fait pour que les choses se passent ainsi. Les mots se ventent pour que les choses se passent ainsi.

bore M. Crespy, président de l'agence de publicité Synergie, ancien président de la Fédération française de la publicité, vont tous dans ce sens.

Les principes du gaullisme

Les assises de Toulouse ont leur place dans ce dispositif général des discours de clôture du Congrès. Elles ont le signe de force du nouveau « projet politique » que sa condition d'opposant impose au R.P.R. et qu'il défend aux principes fondamentaux du gaullisme : fort affaibli et vulgairisé ces dernières années, le gaullisme se renouvelle à Paris, une nouvelle actualité au regard du comportement du pouvoir, une nouvelle éthique, l'Eutok, du respect des institutions, de la protection des libertés, du progrès économique et social et de la défense de la politique nationale. De l'Europe nationale, les créateurs gaullistes trouveront dans les décisions et dans les discours de Toulouse l'inspiration à indiquer, à dénoncer, à mise en garde.

■ Ils dénoncent aussi le caractère fallacieux, selon eux, de l'image de « force tranquille » que M. Mitterrand a voulu donner de lui avant le 10 mai pour l'opposer aux « bouleversements » que sa politique provoquerait dans l'ordre politique et social de la France. Ils ont, de Toulouse, en appel au « rassemblement des républicains », l'opposition pour suggérer, sans ambiguës, que ceux-ci ne sauraient se reconnaître dans la majorité. Bien que l'ancien premier ministre ne puisse pas considérer que le débat mitterrandien n'apparaît comme « l'homme d'une calme volonté pour un projet existant », ainsi qu'on le défend autour de lui, en ajoutant

Les décisions du Conseil constitutionnel et le nouveau débat sur les nationalisations qui en découlent illustrent le double rôle que le parti socialiste et ses députés sont en mesure de jouer à l'égard du pouvoir. Lorsque les députés socialistes et la direction du P.S. dénoncent le caractère « politique », à leurs yeux, de la décision des neuf « sages » et estiment que ces derniers défendent des intérêts privés plutôt que l'intérêt national, ils expriment un jugement que l'exécutif ne peut se permettre de formuler. L'indignation exprimée par les socialistes ne gêne en aucune manière le président de la République et le premier ministre, qui continuent de se soumettre au Conseil constitutionnel, ne sont pas fâchés d'entendre d'autres qu'eux contester l'impartialité des neuf sages.

Les députés socialistes et le P.S. jouent également le rôle qui est le leur lorsqu'ils contestent plusieurs dispositions du nouveau projet gouvernemental, et notamment celle qui prévoit que dix-huit sociétés non cotées ne seront nationalisées qu'à compter du 1^{er} janvier 1983. Mais les positions qu'ils défendent ne sont plus, à l'inverse des précédentes, complémentaires de celles de l'exécutif. Elles expriment plutôt un rapport conflictuel et conduisent les partenaires à une négociation dans laquelle le parti et ses députés ne disposent d'aucun moyen de pression... J.-Y. L.

Le parti socialiste a décidé, jeudi 11 janvier, de lancer une campagne nationale destinée à affirmer la nécessité de mettre en œuvre rapidement les nationalisations. Cette campagne, dont l'ampleur n'a pas encore été déterminée, sera conduite par des délégués à nouveau « les manœuvres de la droite » qui selon lui s'efforce de freiner le change-

nisme, ne devraient être nationalisés que le 1^{er} janvier 1983, « soient immédiatement, au même titre que les autres sociétés concernées. Ils considèrent, d'autre part, que les banques mutualistes ne devraient pas être nationalisées contrairement à ce que prévoit le projet conformément aux décisions du Conseil constitutionnel.

ment. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat chargé de l'extension du secteur public, a expliqué la position du gouvernement. Jeudi, devant le secrétaire national du P.S. (largi au deuxième tour), la direction du parti est en accord avec ses députés pour faire pression sur le gouvernement afin qu'il accepte le principe qu'il est possible, le rythme de mise en œuvre des nationalisations. Elle a soutenu les commissaires socialistes, spécialistes à l'Assemblée nationale, pour leur action, dans les négociations qu'ils ont menées, jeudi 21 janvier, avec M. Le Garrec et M. Mauroy afin d'obtenir l'adoption du projet qui sera soumis, mardi 22 janvier, à l'Assemblée.

Les députés socialistes souhaitent cependant que les dix-minutés socialistes, non seulement qu'ils, selon le nouveau texte gou-

vernemental, puissent être protégés, mais aussi que l'Assemblée n'aura pas le droit d'amendement puisque le gouvernement a choisi d'engager sa responsabilité sur son projet. Les députés socialistes de M. Mauroy ne se retiennent, à l'Assemblée nationale, que les modifications ayant obtenu son accord préalable. Ils disposent d'un moyen de pression, les dix-minutés, son sont donc réduits à s'en remettre à la bonne volonté du gouvernement.

Enfin, le gouvernement paraissant disposé à satisfaire les députés socialistes en leur permettant de raccourcir le processus de nationalisation, les dix-minutés socialistes ne cèdent pas. En revanche, il maintiennent sa position sur les banques nationalisées. Afin de respecter la constitution, le Conseil constitutionnel.

Rejet de la procédure d'ordonnances pour la Nouvelle-Calédonie

Les sénateurs ont repoussé jeudi 21 janvier, en séance de nuit, l'ensemble du projet de loi autorisant le gouvernement à prendre des mesures d'urgence pour la réforme d'ordre politique, économique et social, nécessitées par la situation en Nouvelle-Calédonie. Cette loi, présentée en discussion opposant la commission des lois et son rapporteur M. Pillet (Un. centr.) à M. Emile Pélissier (P.C.), a été votée par 12 voix contre 10. Les D.O.M. - T.O.M. et (implicitement) cette commission elle-même, qui proposait un texte de loi d'urgence, ont été battus (apparentés R.P.R. et B.O.R. (Villaine), le Sénat, par 158 voix contre 106 (P.C., P.S., M.R.G.) et refusé de cautionner la procédure d'urgence appliquée à ce territoire.

Il avait auparavant répondu à l'amendement transaccionnel de la commission des lois, que cette commission avait l'intention de consacrer d'Etat rapproché à cet amendement son manque de confiance dans les compétences territoriales à prendre des ordonnances municipales, en excluant tout ce qui est de la compétence territoriale. Voir le rapport de la commission des lois sur l'article premier, ce que j'ai dit au Sénat les semaines qui, en effet, ont été faites par la commission des lois. M. Emmanuel aura encore moins de chance puisque l'ensemble de son projet est assésé par la commission des lois.

J'aurais vu l'omnipotence décliner au moment des explications de vote, M. de Bourgoing (Calvados), président des Républicains indépendants, mais comme il est d'un homme qui ne peut pas adopter le texte.

M. M. Millard (Un. contr. Polymère). Cherrier (B.I. Nouvelle-Calédonie) ont vivement combattu la procédure des ordonnances (et leur objet), qui défendaient au contraire les ordres des ministres socialistes, ainsi que M. Cailliez (non-inscrit, Lot-et-Garonne).

de ce jugement dans le journal "Le Monde".

Pour extrait conforme délivré par le Procureur Général, le 12/12/1980, à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition, N° AYANT AFFEL.

Secrétaire des Ministres au Greffe du Tribunal de Grande Instance de Paris,

CONdamnATION FINALE
POUR FRAUDE FISCALE

Par jugement (débat) aujourd'hui définitif en date du 12 décembre 1980, N° Chambre du Tribunal correctionnel de Paris, 1980-10-10-10, le Tribunal de Grande Instance — à la peine de DIX

Les plus violentes critiques, toutefois, sont venues de M. Bourgeois. L'ancien ministre de la défense a notamment accusé le gouvernement de n'être « inspiré par une mauvaise philosophie », et de « méconnaître d'ambigüité le rôle d'ambassadeur que doit tenir le monde et ce que doit être la République ».

Les sénateurs, dans leur séance de l'après-midi, avaient voté, sans le modifier, le projet relatif à l'expulsion du gérant général de la presse de M. Miquelou. Ce projet, qui maintient le gérant de liste majoritaire à deux tours

St. Michael

Levyado perpetuati

**Côte d'Azur: habitez au
ce qui sera introuvable**

UNOFFICIAL COPY

FRANÇOIS BESSE ARRÊTÉ EN ESPAGNE

L'évadé perpétuel

Un coup heureux, vraiment. Les policiers de Valence (Espagne) venaient d'arrêter, le 20 janvier, un truand français de moyenne envergure, Roch Mambri, dit « Rocky ». Agé de trente-six ans, recherché depuis une attaque à main armée commise le 24 juillet 1980, à Cannes, et qui avait rapporté 10 millions de francs à ses auteurs. Ils avaient appréhendé, le même jour, son complice, Patrick Musset, âgé de trente-quatre ans, un petit, lui aussi, et une jeune femme inconnue des fichiers espagnols, Patricia Pompon, âgée de vingt-quatre ans.

Dans leurs filets, ils tenaient aussi un homme de petite taille, timide, pas du tout le physique de l'emploi. Que faisait-il dans cette équipe ? Il a fallu attendre la réponse des fichiers d'Interpol pour comprendre que l'« ennemi public n° 1 », François Besse, âgé de trente-huit ans, consacré par ce titre depuis la mort de Jacques Mesrine, le 2 novembre 1979, François Besse, le « fou de l'évasion », venait de perdre sa liberté, après un an et demi de cavale (nos dernières éditions).

On l'avait un peu publié depuis sa dernière évasion romanesque, en juillet 1979, du palais

de justice de Bruxelles. On le croyait en Inde, tenu par un autre via. On murmure aussi qu'il avait pu se suicider. Il s'éloignait, peu à peu, de la mémoire de ses juges et des policiers qui l'avaient si souvent traqué.

« Aux Etats-Unis, son palmarès lui vaudrait cent cinquante ans de prison », dit son avocat, M^{re} Jean-Louis Pailletier, si souvent sollicité : cinq évocations, dont une de la prison de la Santé, en compagnie de Jacques Mesrine, une bonne vingtaine d'instructions interrompues, en France et en Belgique, pour cause de fuite à l'étranger, autant de « hold-up », avec ou sans Mesrine. Un passé de « truand » apparentement indécidable, mais aussi un fait rarissime dans le milieu du banditisme, une personnalité intelligente et sensible, un homme discret et solitaire, qui avait su vivre dans la clandestinité quelques années solides et un amour pour une comédienne.

Deux membres de l'Office central de répression du banditisme (O.C.R.B.) devaient gagner Valence, ce vendredi, pour interroger François Besse. Les policiers français vont renouer avec une vieille connaissance.

PHILIPPE BOGGIO.

● **Accident du Gevrey-Chambertin : manifestations de cheminots.** — Quelques mille cheminots se sont rassemblés, le 21 janvier, dans la cour de la gare de Dijon-Ville, après la collision survenue, le 18 à Gevrey-Chambertin, entre un train et une camionnette de la S.N.C.F. (il y a eu cinq morts et cinq blessés).

A l'appel de la C.G.T. et la C.F.D.T., les cheminots ont observé un arrêt de travail de deux heures et se sont réunis en assemblée dans la gare. Regras à la direction régionale de la S.N.C.F., deux délégations ont rappelé leurs revendications en matière de sécurité.

● **Jean-Paul Genezac reste en prison.** — La demande de liberté de M. Jean-Paul Genezac, ancien journaliste à L'Espresso, qui signait J.-P. Genezac, incarcéré depuis le 31 octobre 1981 pour infraction à la législation sur les stupéfiants, vient d'être refusée à l'indigné, jeudi 21 janvier, son avocat, M^{re} François Szeftanagel. J.-P. Genezac, qui travaillait notamment des problèmes de la drogue dans L'Espresso, écrit un livre sur « la longue histoire d'un gramme de cocaïne », doit être jugé au mois de février.

LES OBSEQUES DE MARCEL FRANCISCI

L'enterrement d'un « parrain »

De notre envoyé spécial

Ciamannacce (Corse-du-Sud). — La famille de Marcel Francischi avait affrété un Airbus d'Air Charter International pour transporter, jeudi 21 janvier, la dépouille mortelle de ce patron des jeux parisiens « exécuté » dans la nuit du 14 au 15 janvier dans le parking de sa maison à Paris (le Monde daté 17-18 janvier). Un avion pour lui et une centaine d'amis venus de la capitale accompagnèrent jusqu'à sa dernière demeure ce « parrain » ravi de l'affection des siens par un tueur dont le commanditaire est, pour l'instant, inconnu. Aucune cérémonie n'était prévue à l'aéroport Campo del Oro à Ajaccio. Seuls quelques proches étaient venus donner l'accolade aux passagers de ce vol spécial qui a coûté entre 150 000 et 200 000 francs pour rapatrier sur sa terre natale le maire de Ciamannacce.

Le convoi mortuaire a immédiatement pris la direction de la vallée du Tavero dominée par les cimes enneigées. Ciamannacce, petit village d'une centaine d'habitants en hiver, aux solides maisons de granit rose perchées sur une colline, attendait son élu et son bienfaiteur. Premier magistrat de ce lieu d'origine depuis 1978, Marcel Francischi fait l'unité dans la population qui ne tarit pas d'éloges sur ses qualités et l'ouïe ses réalisations. « Un homme remarquable », pour lui ce monde qui veut ignorer l'autre face de ce fils d'un militaire en retraite, qui a fait carrière dans le monde des jeux et que les Américains avaient baptisé « Mister Heron ». En fait, que pourraient reprocher les habitants de Ciamannacce au patron du Cercle Haussmann qui embauchait dans ses salles de jeux les jeunes du pays à la quête d'un emploi ?

Tous étaient venus, en souliers vernis et manteau bien marine ou poil de chameau, rendre un dernier hommage à celui qui reposait maintenant dans son cercueil en bois précieux recouvert d'un drapeau tricolore, sur lequel était placé un coussin où étaient épinglées les décorations reçues lors de la dernière guerre mondiale. Ils étaient plus d'un millier sur cette petite place entre la mairie, avec son drapeau en berne, et l'église Sainte-Lucie trop petite pour accueillir tout le

monde. Parmi eux, ses quatre frères et au premier rang quatre femmes, son épouse Carmen, sa sœur Félicia, conseiller municipal d'Ajaccio et ancien ambassadeur en Côte d'Ivoire, sa fille Françoise, attachée pendant deux ans au cabinet de Mme Alice Saunier-Selb, et sa mère Angèle, âgée de quatre-vingt-sept ans, qui ignore encore que son fils a été assassiné.

La messe, célébrée par trois prêtres, fut chantée, mais il n'y avait aucune fleur près de la bière. Seules trois couronnes, celles du personnel du Cercle Haussmann, du Comité de l'Ordre et une autre anonyme furent déposées au cimetière. Une cérémonie simple au cours de laquelle l'abbé Francischi, curé de Feitro-Bicchissano, parla de la vie de Marcel Francischi qui fut « une symphonie trébuchée ».

Après l'office, marqué par quelques larmes discrètes, le premier adjoint au maire, M. Jean-Claude Burel, la voix émue par l'émotion, s'en remit « au jugement suprême de Dieu », tandis qu'il priait les reporters de quitter les lieux. M. Charles Henni, sénateur et maire d'Ajaccio, rendit hommage à son camarade de collège et M. Jean-Paul de Rocca-Serra, député de la Corse-du-Sud (R.P.R.), souligna l'œuvre du défunt qui a « développé des activités industrielles importantes », précisant que cela ne suffisait pas à remplir sa vie : consacré au « service désintéressé de la collectivité ». Ni M. Jean Bozzi, ancien député R.P.R., proche de Marcel Francischi, ni le représentant du préfet, M. Antoine Orselli, ne prirent la parole pour saluer la mémoire de cet élu, vice-président du conseil général de la Corse-du-Sud, tombé sous les balles d'un tueur à gages en raison de ses activités professionnelles.

Le cortège se rendit ensuite au cimetière avec à sa tête les drapeaux des clubs de football. Quelques photographes furent pris à partie, menacés s'ils continuaient à opérer, et une équipe de télévision fut accompagnée jusqu'au parking. Le cercueil de Marcel Francischi fut déposé dans l'église Sainte-Lucie, du côté de la famille au milieu du talus sur lequel le cimetière est situé. Les herbes folles avaient été enlevées pour la circonstance.

Marcel Francischi reposait définitivement dans sa terre natale après des obsèques qui ne furent ni décorum pour ce « parrain » redevenu par cette circonstance simple citoyen corse. Les incriminations se sont trouvées dans la maison du défunt et les autres dans le bar du village pour prendre un café, arrosé ou non d'alcool. Chacun commentait l'événement, disant que les médias des oreilles étrangères. M. de Rocca-Serra se refusait à toute déclaration, car, en pareil cas, « la règle du silence s'impose ». L'omertà — comme on dit en Sicile — ne sera donc pas violée. Mais, à n'en pas douter, la vengeance était sur toutes les lèvres. A quand les représailles ?

MICHEL BOLE-RICHARD.

DÉFENSE

La France met quatre industriels en compétition pour son choix d'un avion-radar

La délégation générale pour l'armement a adressé, pour le compte du ministère de la défense, une lettre officielle de soumissions à des sociétés aéronautiques françaises et américaines pour une commande éventuelle, par la France, d'avions-radars destinés à améliorer la capacité nationale de détection aérienne à basse altitude.

Dans cette lettre rédigée par le service technique des télécommunications et des équipements aéronautiques, qui dépend de la direction technique des constructions aéronautiques de la délégation générale pour l'armement, il est demandé à Boeing, à Grumman, à l'Electronique Marcel-Dassault et à la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS) de présenter leurs propositions avant le 15 mars 1982.

On sait que la détection des avions volant à basse altitude et à vitesse supersonique — ce qui est le mode le plus fréquent, désormais, des attaques aériennes — est un problème difficile des lors que cette détection, avec des radars au sol, est imparfaite et donne un préavis d'alerte très limité. C'est la raison pour laquelle les pays modernes ont choisi la solution du radar aéroporté.

L'armée de l'air française a laissé entendre, à plusieurs reprises, qu'elle pouvait se contenter d'acheter aux Etats-Unis un avion existant, le Hawkeye E-2C de Grumman, à la condition de l'aménager comme la nécessité en est apparue lors de deux séries d'expérimentations, en 1980 et 1981, à Mont-de-Marsan (Landes).

Dans sa lettre envoyée aux industriels, la délégation générale pour l'armement met néanmoins en compétition Grumman avec la société américaine Boeing, qui a copié le Hawkeye E-2C (Airborne Warning and Control System) pour les Etats-Unis et pour l'OTAN, et deux sociétés nationales : l'Electronique Marcel-Dassault et la SNIAS. A la délégation générale pour l'armement, on explique qu'il s'agit de donner une chance à des constructeurs aéronautiques français.

En effet, la SNIAS a imaginé la possibilité de transformer son avion de transport Transall en avion-radar spécialement équipé, par exemple, d'un radar britannique Marconi. La présence dans la compétition de la société privée Electronique Marcel-Dassault peut s'expliquer par la volonté du gouvernement français de favoriser la mise au point de matériels de détection de conception européenne si la cellule d'un avion étranger était retenue de son côté.

La demande de soumissions a trait, plus particulièrement, au prix et aux performances du système, ainsi qu'à une description détaillée des caractéristiques de l'avion et des équipements à bord. Selon les considérations financières qui emporteront, en dernière analyse, la décision, le nombre des avions pourrait être de quatre à huit.

Avec une remise des offres pour le 15 mars 1982, le choix définitif des autorités françaises devrait être fait avant l'été, et les premiers indices d'une commande devraient apparaître dans le budget 1983.

● **Les exportations d'armements de la Suisse ont progressé, en un an, de 84 %, passant de 340 millions de francs suisses en 1980 à 511,5 millions de francs suisses en 1981 (équivalent de 1 milliard 518 millions de francs français).** Les clients étrangers ont été, principalement, le Nigeria, la République fédérale d'Allemagne, l'Autriche, la Suède, la Grèce et l'Espagne. En 1981, la part des exportations militaires de la Suisse a représenté 0,97 % du total de ses exportations, au lieu de 0,69 % en 1980. — (A.F.P.)

SEPT MORTS DANS L'ACCIDENT D'UN AVION MILITAIRE A NOUMÉA

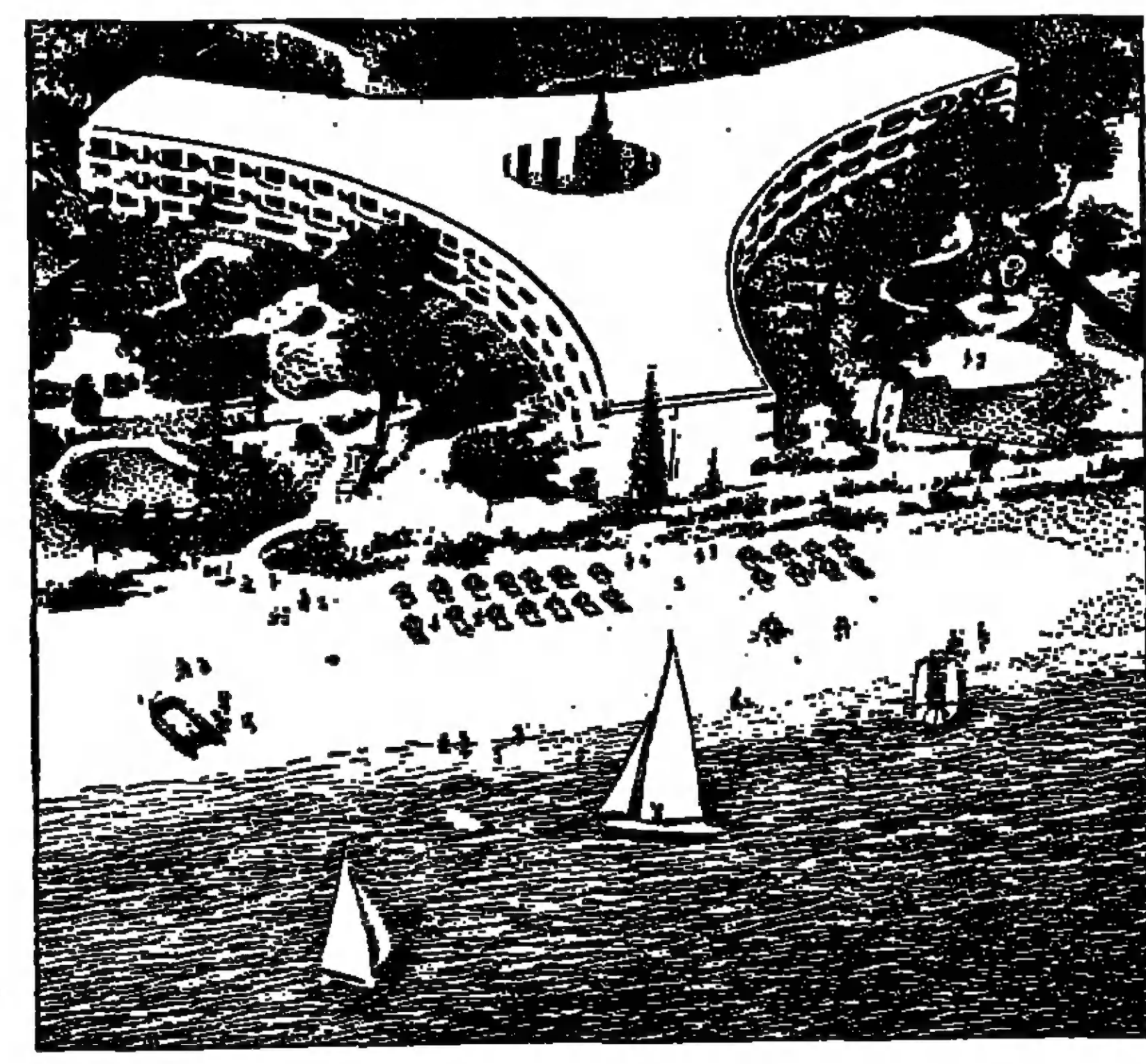
Le ministre de la défense, M. Charles Henni, a ordonné une enquête après l'accident, survenu, jeudi soir 21 janvier, en Nouvelle-Calédonie, d'un avion quadri-moteur DC-4 de l'aéronautique navale française qui a provoqué la mort de sept officiers et officiers-mariniers de la marine.

Peu après son décollage de Nouméa, pour un vol d'entraînement de nuit avec un nouveau pilote à son bord, le DC-4 s'est écrasé à proximité du col de la Pinogre pour des raisons que l'enquête déterminera. Les sept occupants de l'avion : le maître principal Marcel Crussion, chef de bord, le lieutenant de vaisseau Guy Cehon, pilote, le maître principal Monro Podemsk, les premiers maîtres Claude Wulfaert, Jean Decoudre et Bernard Le

Faurat, et le maître Paul Gervard-Fivet, ont péri carbonisés. Les sept membres de l'équipage étaient qualifiés, le plus jeune comptant mille heures de vol et le plus ancien dix mille heures.

Le DC-4 avait été remis à l'aéronavale française en 1988 par le général de Gaulle, auquel il avait été offert, en 1945, par le président des Etats-Unis, Harry Truman au lendemain de la guerre. Il était, depuis, affecté à la flottille 9-S qui est stationnée en Nouvelle-Calédonie et qui est composée d'avions DC-3 et Hélicoptère. Ce DC-4, le seul encore en service dans la marine française, servait à l'entraînement, à des missions de service public (transport pour le compte du territoire) et à des missions de surveillance maritime au-dessus de l'océan Pacifique.

Côte d'Azur : habitez aujourd'hui ce qui sera introuvable demain !



Située à Villeneuve Loubet, à proximité du champ de courses de Cagnes-sur-Mer, la résidence « Les Marines de Villeneuve » est en bord de plage. Dans le cadre prestigieux d'un parc de 2 hectares vous trouverez un nombre limité d'appartements, du studio au 4/5 pièces (plus terrasse et/ou jardin) à partir de 10.900 F le m².

● Plage privée ● Accès direct à la plage ● Piscine d'eau douce et bassin pour enfants ● Services hôteliers à la carte ● Gardiennage toute l'année ● Gestion locative assurée ● Crédit long terme à taux variable.

* Il n'est désormais plus permis de construire directement en bord de plage.

réalisation France Promotion

Veuillez m'adresser sans engagement de ma part votre documentation Les Marines de Villeneuve

Nom _____ Adresse _____

Tél. bureau _____ Tél. domicile _____

A renvoyer à Violette Emerand 6, rue St-Florentin - 75001 PARIS - Tél. (1) 260.04.21

Inspirateur de la loi « Sécurité et liberté »

M. JEAN-CLAUDE SOYER DÉMISSIONNE DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA MAGISTRATURE

En désaccord avec la nouvelle politique pénale du Conseil supérieur de la magistrature, M. Jean-Claude Soyer, vient de démissionner du C.S.M. Professeur de droit, chroniqueur au Figaro sous le pseudonyme de « Jussy », M. Soyer fut l'un des inspirateurs de la loi « sécurité et liberté » que M. Feytaud avait fait voter par le Parlement à la fin de 1980.

M. Soyer s'est expliqué sur les raisons de cette démission dans une lettre au chef de l'Etat, président du C.S.M., et au garde des sceaux, vice-président. « Ma conception de la justice pénale, nous a-t-il déclaré, est en divergence progressive avec la politique que l'on voit se développer, avec les réformes annoncées et avec les hommes qui sont mis en place pour cela. Bien que cette politique ne relève pas de la compétence du Conseil supérieur de la magistrature, je refuse vis-à-vis de l'opinion — de cautionner des idées que je désapprouve et que je considère comme dangereuses ».

M. Soyer, professeur de droit général à l'université de Paris-II, était membre du Conseil supérieur de la magistrature depuis décembre 1979. Chroniqueur au Figaro, il publia depuis sa nomination au C.S.M. des articles sous le pseudonyme de « Jussy ». En juillet 1980, il fit partie de la mission de trois membres désignés par le C.S.M. après la suite de Robert Rollin pour s'assurer, à la demande de M. Giscard d'Estaing, « du statut respect de l'indépendance judiciaire » dans le déroulement de la procédure relative à l'affaire des terrains de Ramatuelle.]

Jorge Semprun

L'Algarabie

roman

L'Algarabie est sans doute le roman le plus ambitieux qui ait été écrit depuis longtemps.

Françoise Xenakis, Le Matin.

Un roman épique au souffle et à l'intelligence exceptionnels.

Gilles Pudlowski, Les Nouvelles Littéraires.

Fayard

ÉDUCATION

La préparation de la rentrée 1982

Le ministère de l'éducation nationale a rendu publiques trois nouvelles circulaires pour la rentrée 1982. Elles concernent les écoles maternelles et élémentaires, les lycées, les lycées d'enseignement professionnel et l'éducation physique. Elles s'ajoutent à celles déjà publiées sur les centres de vacances, les collèges, l'orientation, les personnels non enseignants et les moyens nouveaux (le Monde du 8 janvier). Deux autres textes sont à paraître, portant sur l'enseignement technique et l'intégration des handicapés.

Ces dix textes constituent l'ensemble des directives adressées aux recteurs et inspecteurs d'académie. Le ministère met l'accent sur la lutte contre les inégalités et l'échec scolaire. D'autre part, le département sera désormais le lieu de décision de l'utilisation des moyens attribués au niveau national pour le premier degré.

Écoles maternelles et élémentaires : les seuils d'ouverture et de fermeture des classes seront désormais fixés par les responsables départementaux

En cohérence avec tous les autres textes qui préparent la rentrée prochaine, la circulaire portant sur les écoles maternelles et élémentaires a deux principes de base : lutter contre les inégalités scolaires, ne pas considérer l'échec « comme une fatalité ».

L'exactitude des prévisions des effectifs (1) s'imposera pour atteindre les trois objectifs généraux : développer les capacités d'accueil, améliorer les conditions de travail et de scolarisation dans les maternelles. Ces objectifs se combinent avec les actions dans les autres priorités sans négliger les efforts en faveur du remplacement des maîtres absents, de la formation continue et des décharges pour les directeurs.

La circulaire admet que l'amélioration des taux d'encadrement « pose un problème très délicat de choix » dans les maternelles. A la rentrée dernière, moins d'en-

fants que prévu ont été accueillis. Plusieurs listes d'attente d'enfants de deux, trois, quatre et cinq ans ont été signalées, alors que des classes étaient créées. On a parfois préféré abaisser le nombre d'élèves plutôt que d'en accueillir de nouveaux. La méthode qui devra être utilisée les inspecteurs d'académie se caractérisera par la « transparence », l'équité et la « responsabilité ».

● **TRANSPARENCE** : le ministère communique aux responsables départementaux les documents qui leur permettent d'apprécier la situation scolaire dans leur propre département et dans tous les autres, aux fins de comparaisons.

● **ÉQUITÉ** : « Tous les départements conserveront la totalité de leurs places » (dans le passé, certains étaient dépourvus pour en alimenter d'autres, c'était le redoublement). Les données supplémentaires (trois mille emplois, nouveaux instituteurs)

viseront à rapprocher les départements les plus défavorisés des situations moyennes comparables.

● **RESPONSABILITÉ** : « Le ministère n'imposera plus de normes nationales » pour l'ouverture ou la fermeture de classes : la grille Guichard est officiellement annulée, de même que les textes qui fixaient à quatre-vingt-cinq enfants le seuil maximal des classes maternelles. Chaque département déterminera ses règles dans le respect des objectifs nationaux, mais « sans crainte de remettre en cause le dispositif actuel qui ne saurait en aucun cas être figé ».

Enfin, le texte met un accent vigoureux sur l'obligation, pour l'administration départementale et académique, de recueillir tous les avis nécessaires, de procéder à une « consultation ouverte (...) avec les organisations syndicales, les élus, les délégués départementaux, les parents et associations d'élèves ».

CORRESPONDANCE

REVOLTE A RIMBAUD

A la suite de l'article intitulé « Révolte à Rimbaud » (le Monde du 14 janvier), nous avons reçu de M. Serge Monetti, directeur du cours Arthur Rimbaud, à Paris, le droit de réponse suivant : « Le Cours Arthur Rimbaud, établissement privé bilingue, accueille des élèves dont les parents ont fait un choix d'éducation que personne n'est en droit de contester. Ces élèves ne sont ni « rejetés », ni « enfants gâtés », ni « progéniture » d'une certaine classe sociale, comme vous le laissez entendre, mais des jeunes dont la préoccupation essentielle est de travailler au rythme qui leur convient.

J'aurais aimé que vous reproduisiez intégralement les reproches téléphoniques que je vous ai faites sans abuser du procédé de la reproduction partielle. A votre question (essaie d'apporter à mon sens à l'École de la langue, certains de mes collaborateurs y ont aussi longtemps enseigné et nous n'avons en rien à regretter. » A ce propos, la fondation du Cours Arthur Rimbaud par des « dissidents » du cours Charlemagne est une allusion à mettre à votre seul compte.

A votre question : « Vos résultats au baccalauréat ? », j'ai répondu : « Plutôt mauvais en série C, satisfaisants dans les autres séries, très bons pour l'épreuve anticipée de français. »

PRESSE

M. ROBERT HERSANT ACQUIERT L'HEBDOMADAIRE « FRANCE - AMÉRIQUE »

M. Robert Hersant, propriétaire et président du directeur du Figaro, a annoncé jeudi 21 janvier qu'il venait d'acquiescer l'hebdomadaire France-Amérique, dont le journal « bénéficie des des prochains mois d'une pagination renforcée en liaison avec le développement de la presse de presse française et la progression rapide des investissements industriels et commerciaux aux États-Unis. L'équipe rédactionnelle sera également renforcée.

Seul journal de langue française paraissant aux États-Unis depuis 1937, France-Amérique possède des bureaux à New-York.

RELIGION

● **MISE AU POINT**. — Notre compte rendu du livre de l'abbé Adrien Bouquet, sur Mgr Rodhain (le Monde du 13 janvier) appelle les précisions suivantes, qui nous ont été demandées par des lecteurs : le Secours catholique international a été fondé en septembre 1944 par le Père Roger Brami, jésuite (et diverses personnalités) comme nous l'avons indiqué dans le Monde daté 5-6 avril 1981. Le Secours catholique a été créé en 1946 sous l'impulsion de Mgr Rodhain, qui lui donna rapidement une renommée mondiale, résultant de la fusion du premier Secours catholique et de l'Armée des salomoniers de guerre, des A.T.O. et des déportés, dont Mgr Rodhain fut l'organisateur. Le Père Braun devint alors l'adjoint de Mgr Rodhain : il s'y est occupé du service des étrangers jusqu'en 1956.

POLICE

La commission Belorgey et les contrôles d'identité

Un nombre d'avis propositions contenues dans le rapport de la commission Belorgey sur les orientations nouvelles de la police (le Monde du 23 janvier) figurent la proposition de « renforcer les contrôles d'identité ». Si, pour les auteurs du rapport, il est évident que le contrôle d'identité est une mesure de sécurité, la commission se montre toutefois favorable à leur maintien. « On ne peut pas, cependant, concevoir la police dépourvue de son droit de présentation, qu'on souhaite, lui soit exercé ou non, par la police elle-même, à l'égard de personnes qui ne sont pas sous le contrôle de la police judiciaire. »

Maintenant la possibilité, « en mains dans une certaine mesure, de faire passer des contrôles d'identité en matière de police administrative » semble donc une

nécessité, mais assujettie à certaines nouvelles dispositions. La commission suggère que de tels contrôles soient opérés par des agents de police judiciaire (A.P.J.) intervenant sous l'autorité d'officiers de police judiciaire (O.P.J.) ; elle souhaite voir restreindre à des cas d'urgence, plus précis que la menace d'atteinte à l'ordre public, les contrôles d'identité effectués par les « autorités », et demande qu'une distinction soit faite entre « vérifications » et « contrôles » d'identité.

La commission suggère en outre de limiter à trois heures le délai pendant lequel la personne dont l'identité est vérifiée peut être retenue, ce délai étant renouvelé une fois, par décision d'un magistrat.

Enfin, il devrait être interdit de procéder à quelque opération de fichage, relevé d'empreintes ou photocopie que ce soit à l'occasion des contrôles ou des vérifications d'identité.

JUSTICE

ACCUSÉ D'INTELLIGENCES AVEC UNE PUISSANCE ÉTRANGÈRE

Un physicien de la République fédérale d'Allemagne va être jugé par le tribunal militaire de Paris

La Cour de sûreté de l'Etat dissoute, il revient au tribunal permanent des forces armées de Paris (T.P.F.A.) de juger M. Rolf Dobbertin, quarante-sept ans, physicien allemand. Ainsi en a décidé, en septembre 1981, un arrêt de la chambre criminelle de la Cour de cassation. Le procès a été fixé aux 22 et 23 janvier. Mais déjà M. Dobbertin parle le « procès bidon » et fait savoir qu'il ne paraîtra pas devant ses juges.

« Le T.P.F.A., nous a-t-il écrit, ne représente manifestement pas un tribunal au sens des normes européennes. » Au-delà de cette question de principe, M. Dobbertin se bat, depuis son arrestation, il y a trois ans, pour faire valoir sa vérité. Il n'a, selon lui, pas contrevenu aux règles de la loi et de la morale. Cette vérité est contredite par celle de l'accusation (1).

Les cercles de la vérité

Premier cercle : l'accusation. — Le 18 janvier 1979, M. Dobbertin n'avait sans doute jamais entendu parler du capitaine Werner Stiller, officier des services secrets est-allemands. Cela fait vingt ans qu'il a quitté l'Allemagne de l'Est et opté pour la citoyenneté ouest-allemande, vingt ans qu'il réside en France, vingt ans qu'il mène ses activités de chercheur scientifique. Pendant ces vingt ans, M. Dobbertin s'est marié avec une Allemande de l'Ouest : ils ont eu un enfant. Sa thèse de doctorat a été prolongée par d'autres travaux. Il est attaché au C.N.R.S. Bref, le 18 janvier 1979, M. Dobbertin est encore un chercheur inconnu lorsque le capitaine Werner Stiller, vers 25 heures, s'approche à trahir la R.D.A. en franchissant le mur de Berlin avec, dans ses bagages, « une importante documentation microfilmée ».

Deuxième cercle : la défense. — A l'évidence, les avocats ne peuvent suivre cette accusation tout d'une pièce. Ils ne peuvent laisser peindre M. Dobbertin en « professionnel du renseignement ». A ce portrait en noir et blanc, M. Stiller Lachard et Yves Lachaud, ses avocats, opposent celui d'un homme qui se considère comme un savant animé d'une certaine fidélité à la R.D.A., « ni transige ni espion ». Voilà trois ans que M. Dobbertin est écroué et inculpé d'intelligences avec les agents d'une puissance étrangère, de nature à nuire à la situation militaire ou diplomatique de la France ou à ses intérêts économiques essentiels. Or, voilà trois ans que ses avocats estiment que les informations transmises par leur client, n'ont pas porté atteinte aux intérêts nationaux. Pour prouver de l'amateurisme de M. Dobbertin et de sa bonne foi, ses défenseurs expliquent que celui qui le service spécial est-allemand surmonia l'« Epervier » se refuse à toute idée d'échange avec un espion de bord occidental. M. Dobbertin ne se veut d'aucun manière normale d'échange.

Il n'enlève pas d'endosser la livrée de l'espion, fût-ce quelques secondes. « Je voudrais vous mettre en garde contre une spéculation erronée sur mes intentions, a-t-il écrit au ministère public le 7 décembre 1981. Je n'accepterais aucune solution de compromis qui impliquerait la reconnaissance de la moindre atteinte à la R.D.A. sur moi-même. Mon pays, la R.F.A., l'opposerait formellement à toute compromission dans ce sens. » M. Dobbertin veut donc vivre en France. Avec sa femme et son fils. C'est ce qu'il affirme. M. Friedrich Wolff, autre avocat de M. Dobbertin, mais est-allemand, ne serait constitué que pour représenter sa famille. Inquiète, qu'il vit de l'autre côté du rideau de fer (2).

« Epervier »

Mais le 19 janvier, tout est déjà joué. Le transfuge Stiller a parlé. Il aura suffi de vingt-quatre heures, pour que Bonn prévienne Paris. M. Dobbertin est arrêté par les enquêteurs de la Direction de la surveillance du territoire (D.S.T.). Pour eux, M. Dobbertin n'est plus qu'un nom de code. « Spörber », l'« Epervier ». Avec mille soixante feuilles d'archives réduites sur microfilm, le capitaine Stiller a transmis à la France — via la R.F.A. — la plus importante des requêtes contre M. Dobbertin : la « mémoire » du service du ministère de sécurité d'Etat (M.F.S.) sur l'un de ses agents.

« Admettez, dès lors, d'imaginer le halo d'ombre de ce nom, des démissions et demi-aveux, des explications et digressions. L'accusation accumule froidement des renseignements puisés à bonne source. Résumons : M. Dobbertin a été membre des jeunes communistes. A vingt ans, étudiant à Rostock, il a été informateur politique. Cinq ans plus tard, spécialisé dans la physique des plasmas, il a rejoint son pays avec la bénédiction du parti communiste. Après un internement en R.F.A., il s'installe en France. Pour l'accusation, M. Dobbertin a une double mission : devenir un chercheur de qualité et obtenir de bons renseignements. A ses amis, à ses relations, il doit se présenter comme « un homme de bien ».

La science

« Supranationale »

Troisième cercle : des chercheurs scientifiques. — Ce n'est pas un hasard si, dans les années 1970, la physique théorique a été le théâtre d'une révolution. Les chercheurs tentent de sensibiliser l'opinion publique sur le cas de M. Dobbertin. Auparavant l'accusé lui-même conservait le silence. Mais le 9 octobre 1981, il écrit un mémoire de neuf feuilles adressé à l'intention de la commission physique théorique du C.N.R.S. Depuis, quelques-uns de ses pairs se sont levés. Une réunion circulaire, qui réclame notamment la mise en liberté immédiate, la « totale » complète de la partie du code pénal relative à la sûreté de l'Etat, dont l'article 80-2 et la reconnaissance « dans les statuts des organismes de recherche de la liberté de mouvement, de contacts, d'échange des idées et des publications ».

M. ANDRÉ BRAUNSCHWEIG EST NOMMÉ PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE CRIMINELLE DE LA COUR DE CASSATION

Le mardi matin 21 janvier à Paris, la Cour de cassation a nommé M. André Braunschweig président de la chambre criminelle de la Cour de cassation en remplacement de M. Pierre Mongin qui occupait ce poste depuis la 1976. M. André Braunschweig, 54 ans, est avocat à la Cour de cassation. Il est conseiller à la Cour de cassation (chambre criminelle) depuis le 15 janvier 1976. Il est président de l'Union syndicale des magistrats (U.S.M.), depuis 1974. M. Braunschweig a été, de 1974 à 1976, le président de l'organisation, qui regroupe le plus grand nombre de magistrats syndiqués. C'est sous son impulsion que l'Union syndicale des magistrats, qu'il présidait depuis 1972, s'est transformée en une association en 1974, en accord.

M. Braunschweig, le 15 mai 1976, M. Braunschweig a été nommé à la magistrature en 1952. Prisonnier en Allemagne pendant la seconde guerre mondiale, il a exercé en fonctions de « sous-officier » pendant toute sa carrière dans le régime nazi. Il a été détaché comme « chef d'instruction » à la Cour de cassation en 1952. Avant d'être nommé à la Cour de cassation, M. Braunschweig a été, de 1952 à 1954, chef de cabinet de M. Maurice Faure puis de M. Maurice Faure.

Le 7 février 1952 à Maurice (Chantal). M. Pierre Mongin entre dans la magistrature en 1958. Il est nommé en 1962, substitut à Meaux en 1964, procureur à Meaux en 1966. Il est nommé en 1970, chef de cabinet de M. Maurice Faure puis de M. Maurice Faure. M. Braunschweig a été, de 1974 à 1976, le président de l'Union syndicale des magistrats (U.S.M.), depuis 1974. M. Braunschweig a été, de 1974 à 1976, le président de l'organisation, qui regroupe le plus grand nombre de magistrats syndiqués. C'est sous son impulsion que l'Union syndicale des magistrats, qu'il présidait depuis 1972, s'est transformée en une association en 1974, en accord.

Quatrième cercle : l'accusé. — Il bouscule tout, repousse l'accusation, allant jusqu'à la renverser, et dit. Il n'a, dit-il, jamais consenti à quoi que ce soit de la moindre information secrète ou confidentielle. Les faux procès que la justice va tenter contre lui repose, à le lire, sur deux incompréhensions majeures sur ce qu'est la science. Pour M. Dobbertin, elle est une matière « supranationale ». Et dès lors qu'on lui reconnaît cette qualité, le jeu des barrières, frontières et intérêts nationaux disparaît. Il n'est plus de chercheurs de bloc de l'Est ou de l'Ouest, mais une communauté intellectuelle scientifique qui se moque des nations. L'accusation d'avoir transmis des secrets à la R.D.A. tomberait alors d'elle-même.

L'autre incompréhension concerne les rapports de M. Dobbertin et de son pays d'origine. « Il est certain qu'un étranger raisonne autrement sur ses relations avec son pays qu'un Français », écrit-il. D'où ses liens et liaisons avec la R.D.A. « On aurait tort, précise-t-il, d'interpréter ce sentiment de solidarité avec les populations de la R.D.A. et, surtout, avec les communautés scientifiques, comme un attachement à l'Etat est-allemand. Pour un Allemand, l'Etat n'est pas synonyme de nation. La nation allemande a vécu la plus grande partie de son existence avec une multitude d'Etats (...). » Vous avez votre rôle à jouer, poursuit-il à l'intention des magistrats militaires, dans l'éducation patriotique des jeunes Français, mais il ne vous appartient pas de vouloir faire de moi un patriote ou ouest ou nord ou sud-allemand. C'est sans espoir. « Fort de sa vérité, M. Dobbertin met, donc, ses juges en garde. Tout près d'être jugé, il juge à son tour. Accusé, il est accusateur.



Los círculos de la...

The first part of the document is a list of names and addresses, followed by a section titled "THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY" and a section titled "THE ASTOR LENOX TILDEN FOUNDATION". The document is a scan of a physical document, and the text is somewhat blurry and distorted.

THE UNIVERSITY OF CHICAGO PRESS

SEAL

EXTRACTIONS



Demandez le catalogue ci-contre auprès
des agences de voyages agréées Touring-Vacances et dans
les 230 agences Havas Voyages.

TOURING
Vacances 

٥٥١ من الألف

100-443887-100

Le Monde

LOISIRS ET TOURISME

CATALOGUES AU CRIBLE

Les Français ont découvert la Thaïlande avec un temps de retard sur les GI's américains et sur les voyages organisés allemands. La réputation de l'ancien royaume du Siam résonne-t-elle à ce passé récent ? Il n'empêche : nos compatriotes se rendent en Thaïlande et y retournent, parce que ce pays reste bon marché et encore très exotique.

BANGKOK offre un bel exemple de l'habillage dans lequel évoluent les organisateurs de voyages (et leurs clients), entre les tarifs officiels et les tarifs officieux, entre les prix auxquels ils doivent vendre et ceux auxquels ils peuvent vendre grâce à des négociations discrètes, mais efficaces, avec les transporteurs.

Actuellement, le tarif officiel le moins cher (tarif public accessible à tous) pour un Paris/Bangkok et retour s'élève à 4 250 F. Il faudrait dire à tous ceux qui veulent voyager en individuel qu'ils seraient bien naïfs de payer ce prix à Air France ou à Thai International, puisque cette dernière compagnie vend ses billets entre 3 500 F et 3 900 F, selon les agences auxquelles on s'adresse : Nouvelles Frontières, Air Havas, Pacific Holidays, Delta, Trans Air Charter, Trans Asia, Asie Tour.

Les « standards » ont à leur disposition des tarifs encore moins chers, mais correspondant en général à des offres de moindre qualité. Au départ de Paris, le meilleur rapport qualité/prix revient à Philippines Airlines (3 900 F via Amsterdam ou Francfort), suivi de KLM

(3 600 F via Amsterdam) et d'Alitalia (3 360 F via Rome, mais avec une nuit de transit). Aéroflot, via Moscou, à 3 700 F et Pakistan International (réputée pour son manque de ponctualité), à 3 410 F, sont moins bien placées que Taron à 2 900 francs, en dépit d'une escale de vingt-quatre heures à Bucarest, prise en charge par la compagnie. En partant de Bruxelles ou d'Amsterdam, les tarifs tombent à 2 650 F avec Alia (la compagnie jordanienne offre la nuit de transit à Amman) et Birman Airways (possibilité de stop à Bangkok).

Un coup de chapeau à Nouvelles Frontières, qui offre la plus large palette de vols.

Les voyages organisés : il y a à peine dix ans, la Thaï-

lande lancée par Balader Neukermann (à 1 335 francs) se réduisait encore à Bangkok, que l'on quittait pour sillonner l'Asie du Sud-Est. Aujourd'hui, si Bangkok demeure une bonne plaque tournante (détournée par Kuala Lumpur pour les voyages au Japon et en Corée), la Thaïlande a acquis ses lettres de noblesse en incitant les voyageurs occidentaux à découvrir ses plages du Sud, dont Pattaya n'est pas le plus beau fleuron, sa route du Nord, et son Triangle d'or.

Ces offres touristiques se sont, en très peu de temps, totalement banalisées, et on distingue deux motivations bien différentes, deux pôles d'attraction des voyages organisés, en groupe, ou en individuel : l'itinéraire des anciennes capitales (c'est la route du Nord) et la découverte des tribus montagnardes.

Les expéditions

Pour découvrir les tribus montagnardes réfugiées dans le fameux Triangle d'or (sa base passe par Chiang-Rai et son sommet est le point de rencontre des frontières birmane, thaïlandaise et laotienne), il n'existe qu'un mode de locomotion : la marche. L'expédition pédestre, seule manière d'approcher les villages retirés dans les montagnes, absolument inaccessibles par la route. Tous les villages karen, mao, lissu, yao et autres alphas que l'on atteint en une journée d'excursion en car ou minibus depuis Chiang-Mai sont habités à l'accueil des touristes et, pour intéressants qu'ils soient, constituent des attractions standards. Hormis les nombreux trekkings proposés au départ de Chiang-Mai (qui peuvent fort bien s'organiser sur place), nous n'avons relevé que deux véritables expéditions, organisées depuis Paris : Terres d'Aventure et Camel Expéditions (de 7 000 à 9 000 francs pour deux semaines sur place).

Le voyage Terres d'Aventure est le plus sportif (huit jours et demi de « trek »), tandis que celui de Camel (nettement plus cher, en raison des différences de prestations) fait précéder le trekking de cinq jours par une expédition en Land Rover à l'extrême ouest de la Thaïlande, destinée à acclimater les participants au rythme et à la région.

S'adressant à des publics différents, ces deux programmes semblent irréprochables, tant sur le plan de leur organisation que de l'intérêt de l'itinéraire.

Les circuits classiques

Il n'en va pas de même des circuits classiques, permettant de remonter de Bangkok jusqu'à Chiang-Mai et Chiang-Rai, pour découvrir le cœur de la Thaïlande, les sanctuaires khmers, les anciennes capitales, leurs temples et leurs palais. Que ces itinéraires soit proposés en forfait depuis Paris ou en extension depuis Bangkok, son rythme et ses étapes doivent présenter certaines caractéristiques pour être dignes d'intérêt.

Entre le départ de Bangkok et l'arrivée à Chiang-Mai, toutes visites de ces villes, il doit s'écouler au moins quatre jours, soit trois nuits d'étapes. Ce rythme permet d'équilibrer les visites, la découverte des différents paysages de la plaine et préserver quelques moments de repos à l'arrivée aux étapes. Intégré dans un voyage de deux semaines depuis Paris, il permet de consacrer trois jours au Nord, trois ou quatre jours à Bangkok et trois ou quatre jours de repos sur le plateau.

Les clients de Voyages Conseil qui devront « digérer » en quarante-huit heures 1 000 kilomètres de route, trois anciennes capitales et huit ensembles de temples regretteront de ne pas avoir carrément pris l'avion ; ceux de Transasia auront manqué le site de Pimal, tandis que ceux d'Asie Tours ne pardonneront pas grand coup de Sukhothai et Sri Satchanalai car ils auront dû couvrir plus de 500 kilomètres de route en une seule journée !

A l'opposé, les Amis de l'Orient prennent le chemin des écoles (six jours, cinq nuit d'étapes), alors que Knuoi, Touring Vacances, Orientissimo, Jumbo et Go Voyages sont dans la bonne moyenne.

Il est préférable de consacrer à Ayutthya une journée d'excursion au départ de Bangkok comme le propose Knuoi plutôt que de l'inclure en début de circuit. On peut ainsi aller, ou mieux, revenir en bateau à bord de l'Orientale Queen, et avoir le temps de visiter Bang Pan In. Les amateurs de vieilles pierres et de beaux paysages trouvent leur compte dans cette délicieuse journée. Ni Jet Tours ni Horizons lointains ne prévoient Ayutthya dans leur circuit.

Il est logique de faire un petit crochet vers l'est pour visiter le temple khmer de Pimal, en faisant étape soit à Korat, soit dans le parc national de Khao Yai. Ce dernier ne mérite pourtant le détour qu'en saison de pluies. De janvier à mars, toutes les cascades sont à sec. C'est tout au plus une belle région forestière comme le dit Horizons Lointains. Jumbo est très optimiste en annonçant que les tigres et les ours s'y baladent en liberté. Le plus chanceux des professionnels interrogés n'y a vu qu'un daim effarouché. Lorsqu'on visite Pimal on est très tenté de pousser plus à l'est, sur la route de Surin pour visiter le Wat Phnom Rung et le Muang Tham, temples khmers, relais sur la route d'Angkor. Seul Jet Tours a cette bonne idée, qu'il réalise au pas de charge.

Pour visiter les autres sites, les meilleures étapes sont Kamphaeng-Phet (qui suit la visite du centre archéologique de Lopburi) et Lampang, où un nouvel hôtel (de Garnet Thip, choisi par Touring Vacances, Knuoi et Jumbo) offre un bon repos après une journée consacrée, c'est un minimum, aux sites de Sukhothai et Sri Satchanalai dont l'absence dans un circuit est absolument rédhibitoire (c'est le cas de Voyages Conseil et d'Editeplan). Les meilleurs professionnels prévoient également la visite du temple d'Hariyapochai, peut-être le plus prestigieux du Nord, soit par la route, soit depuis Chiang-Mai.

Le séjour à Chiang-Mai doit être au minimum de deux jours pleins et de trois nuits. Ce n'est le cas que chez Knuoi, Touring Vacances et Go Voyages. A des rythmes différents, toutes les marques proposent les mêmes visites à Chiang-Mai, y compris les trop fameux villages d'artisans, sorte d'hypermarchés de l'artisanat en pleine rue, et de coins de forêt où les éléphants de l'office de tourisme accomplissent un travail totalement inutile pour la seule joie des visiteurs.

A moins de ne s'intéresser qu'aux temples et à l'archéologie, il faut consacrer vingt-quatre heures à Chiang-Rai, tout au nord. La balade est totalement dépayssante par l'approche, très superficielle, des différentes tribus. Les paysages, à eux seuls, méritent le détour.

COLETTE MARAVALL
(Lire la suite page 14.)

IMAGE DE MARQUE

Le redressement du bicentenaire

ALORS qu'elle s'apprête à fêter le bicentenaire de la Fondation de Bangkok et qu'à cette occasion elle se met en frais pour redonner un sentiment de lustre à sa capitale, la Thaïlande connaît en Europe et particulièrement en France, sa mauvaise réputation n'est plus à faire. Ses responsables redoutent qu'à la longue le tourisme n'en pâtisse et que le flot des visiteurs étrangers — plus de deux millions en 1981 — n'en soit découragé.

Au lieu, que dit-on de la Thaïlande qui pulse à l'incroyable, touriste à modifier leurs plans, ou, du moins, à aborder ce pays avec précaution ? On l'accuse continuellement d'un peu tous les péchés du monde. S'y mêlent la prostitution évidemment (presque une institution), le travail des enfants (en fait nécessaire), le trafic des stupéfiants (insoluble), le traitement (plutôt médiocre) des réfugiés indochinois, le calvaire des « boat-people » vietnamiens ranconnés, volés et violés par des pêcheurs en mal de prises, et, d'une manière générale, la progression inquiétante de la criminalité, de l'insécurité et de la corruption.

Si l'on ajoute à ce sombre tableau un climat politique assez vaillant — le dernier coup d'Etat remonte au 1^{er} avril 1981 — la Thaïlande n'offre plus, vue de loin, l'image apaisante et souriante du Siam de jadis, même si, par certains côtés de ses rives, elle attire un bon nombre de visiteurs étrangers en quête de sensations « fortes ».

Ne dit-on pas, en France, dans des cercles officiels, que Bangkok la dévergondée, celle du « Bangkok-fameux », Emmanuel, rassemblée, à s'y méprendre, à La Havane avant l'arrivée au pouvoir de Castro ? On ne peut nier l'évidence, et les autochtones eux-mêmes ne cherchent pas à

la dissimuler. Le sex service occupe environ huit cent mille Thaïlandaises de quelque nom qu'on les surnomme : Escort girls, go go girls, masseuses, etc.

Il se commet, dans le pays, un acte de violence toutes les sept minutes et, depuis 1979, parmi les causes de mortalité, le crime devance le cancer et se place en deuxième position derrière les accidents de la route, précède récemment un journal local.

La Thaïlande compte près de six cent mille drogués. L'héroïne circule sous le manteau. Mais gare aux consommateurs de « powder snitch » qui, la plus souvent par déconscience, se font prendre au collet des procédures judiciaires, le barème des peines et l'univers carcéral sortent ici du commun. L'image de prisonniers chaînes au pied, telle qu'elle est apparue dans le

Birmanie et Népal : les bons exemples

Sur le catalogue des agences de voyages, la Thaïlande est encore à la « une », parmi les destinations exotiques lointaines et bon marché. Mais ce défilé vieux pays touristique a tardé à s'effacer les recettes qui ont fait sa bonne fortune. Il continue notamment de vendre, non sans succès, il est vrai, des produits d'« grande consommation » comme Pattaya, l'héroïne caricature de station balnéaire.

Il lui faut néanmoins trouver un second souffle au moment où des pays voisins comme la Birmanie et le Népal s'ouvrent aux visiteurs étrangers avec un portefeuille de richesses naturelles, historiques et humaines qui, en intérêt, dépassent souvent le sien. Des deux anciennes capitales royales, Pagan la birmane domine en splendeur Sukhothai la thaïlandaise. Et des deux « trekkings », l'un sur les pentes de l'Annapurna, l'autre dans les collines du « Triangle

film d'Antenne 2, Charters pour l'Inde, a choqué plus d'un téléspectateur français. A Bangkok, certains membres du gouvernement ont même reconnu que ce châtiment moyennégeux avait finalement terni la réputation du pays.

Il est vrai aussi que, pour aggraver le tout, la Thaïlande n'est plus ce qu'elle était : victoire sur le monde peut en raconter. Mais, souvent, une histoire finit par en faire tant. En réalité, une promenade nocturne dans Bangkok n'est pas plus dangereuse qu'une descente dans le même quartier après 21 heures. Certes, pour qui la cherche, l'aventure est ici au bout de la rue. Il suffit de ne pas s'y laisser conduire. Si, abandonnant le terrain de la sécurité, l'exigence première du tourisme, l'on se place sur celui de la morale, la vérité oblige à dire que, en matière de respect des droits de l'homme, la Thaïlande ne mérite pas toute l'opprobre dont on la couvre au regard d'images insupportables ou de reportages insultants. Il y a là une certaine vie politique, une certaine liberté de la presse. Surtout, par exemple, que le droit de grève y est reconnu, et exercé, que, selon des sources dignes de foi, le nombre des prisonniers politiques ne dépasserait pas le vingtain.

La situation dans le pays n'est donc pas, comme le prétendent certains, irréparablement pour un visiteur de passage. Plutôt que de se défendre, les autorités locales se replient sur elles-mêmes, se drapent dans leur dignité offensée. Comme s'il était malvenu de la part des étrangers de se mêler d'affaires proprement intérieures. Mais un pays qui vit à ce point du tourisme, peut-il ignorer les critiques justifiées ou non de ceux qui, après tout, sont pour lui une clientèle de choix ? L'année du bicentenaire sera-t-elle pour la Thaïlande une année comme les autres ?

JACQUES DE BARRIN.

BRUXELLES
PONTE-A-PITRE
aller-retour
2790 F
Valable 1 an dans les 2 sens



Navette bus
Paris Bruxelles
120 F AIR

nouvelles frontières
37, rue Volot 75015 PARIS. 578 65 40
35, rue Achille René Bouteau PONT-A-PITRE 83 55 28

Le Monde des PHILATÉLISTES
L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

Dans le numéro de janvier (98 pages)

LES « PERFORÉS »
Autrefois ignorés
Aujourd'hui collectionnés

Pour une nouvelle
rencontre avec des hommes
remarquables

... et les nouveautés
du monde entier

En vente dans les kiosques :
5 francs

11 bis, bd Haussmann, 75009 Paris
Tél. : (1) 346-72-23

ILE DE PAQUES
TAHITI-AUSTRALIE
NOS TOURS DU MONDE 82

1. Du 2 août au 5 sept. 1982
2. Du 18 oct. au 21 nov. 1982

Paris - Rio - Santiago - Ile de Pâques - Tahiti - Moorea Rangiroa - Nouvelle-Zélande - Sydney - Grande Barrière de Corail - Alice Springs - Darwin - Singapour - Paris

PRIX : 26 000 F

LA CROIX DU SUD
5, rue d'Amboise, 75002 PARIS
Tél. : 261-82-70 Licence A 681



REPAS GASTRONOMIQUES
Chaque repas comprendra, en plus de son menu, une coupe de champagne, un vin de France, un dessert, un café.

BOURNE VIEUX VILLAGE
11, rue de la République

LA GRECE

CIRCUIT ORGANISÉ 8 JOURS
LA GRECE CLASSIQUE
A la recherche des mythes antiques, un voyage à travers l'antiquité. Visites d'Athènes du Péloponnèse et de Delphes.

VOLS QUOTIDIENS
ATHÈNES
aller-retour depuis Paris
1395 F

CIRCUIT INDÉPENDANT 8 JOURS
LA GRECE AU VOLANT
Avion - voiture km illimités. 8 jours depuis Paris. Retenue de réservation, 150 F. Billets d'Avion en 150 F.

LA GRECE AU VOLANT 1580 F

AIR GRECE
inscriptions immédiates
260.30.20

Demandez nos brochures gratuites envoyées par le **VOYAGE EN GRECE**, 4, rue de l'Échelle, 75001 PARIS (angle 248, rue St-Honoré). M^{re} PALAIS ROYAL

Nom : _____ Adresse : _____

Ville : _____ Code : _____

Les « Méridien » d'Asie

MÉRIDIEEN pousse ses pions en Asie. Pour l'heure, un seul établissement — le Pacific à Tokyo (mille chambres) — défend, dans la région, les couleurs de la filiale hôtelière d'Air France. Mais, au cours du premier semestre 1982, celle-ci ouvrira deux hôtels à Hongkong, l'un dans le quartier chinois de Kowloon (six cents vingt chambres), l'autre près de l'aéroport (quatre cents cinquante chambres). Un an plus tard, elle plantera son drapeau à Singapour en plein cœur de la ville, le long de la très fameuse Orchard Road (quatre cents trente chambres) et à proximité des pistes du nouveau terrain de Changi (trois cents chambres).

« Nous avons fait le plein en Afrique et au Proche-Orient, à quelques exceptions près », affirment les représentants de Méridien, qui veulent, aujourd'hui, combler les vides de leur réseau, notamment en Asie. Ils entendent ainsi doubler, d'ici à quelques années, à travers le monde, le nombre de leurs établissements (pour quarante à quatre-vingts) de pouvoir se mesurer à leurs concurrents américains.

Pour tenir ce pari, il n'est pas question de changer de cible. « Notre clientèle privilégiée est et restera celle des hommes d'affaires et des touristes à haute contribution », assurent les représentants de la filiale d'Air France, qui prospectent les marchés asiatiques. Deux projets hôteliers semblent en cours de négociations favorables, l'un à Taipei, sur l'île de Taïwan, l'autre à Djakarta, en Indonésie. D'autre part, un accord de franchise, qui porte sur la gestion d'un établissement de quatre

cent cinquante chambres à New-Delhi — plus tard à Bombay ? — est à la signature du gouvernement indien.

Méridien en Chine ? Un hôtel de mille chambres, uniquement financé par des capitaux privés — chinois de Hongkong et banquiers français — est en cours de construction à Canton. Reste à obtenir des autorités de Pékin le droit pour une chaîne étrangère de gérer cet établissement. Les représentants de Méridien « cherchent un partenaire » qui financerait un hôtel à Kuala-Lumpur en Malaisie ; ils « surveillent » d'un œil la Corée du Sud, et « se posent des questions » sur l'utilité d'une présence à Bangkok, en Thaïlande, bien que ce soit là une plaque tournante importante pour Air France. La chaîne hôtelière, il est vrai, s'est fait « souffler » par Hilton, en mars dernier, un terrain de 27 000 mètres carrés sur lequel elle comptait bâtir un établissement de trois cent quatre-vingt chambres. Elle y réfléchit, aujourd'hui, à deux fois avant d'étudier une éventuelle solution de repartir sur un marché qui lui paraît présenter des risques de saturation.

Malgré la concurrence des chaînes américaines et régionales (Peninsula, Mandarin), qui ont leur quartier général à Hongkong, Méridien a bon espoir de gérer, à moyen terme, une dizaine d'hôtels en Asie (entre quatre mille et cinq mille chambres). « Nos interlocuteurs ont une certaine idée de la France et, pour la satisfaire, nous leur proposons des produits non stéréotypés, disent ses représentants. Ce qui facilite notre approche du marché. » — J.-J. B.

La Thaïlande malgré tout

(Suite de la page 13.)

L'idéal est de descendre la rivière Mae Kok comme le font, en quelques heures de pirogues, Touring vacances, Horizons lointains et Jet tours, et de consacrer une journée à circuler à l'extrême nord, même si le « triangle d'or » ne laisse apparaître, dans ces conditions, que son côté touristique et folklorique.

Si vous choisissez un circuit accompagné, assurez-vous de la présence d'un accompagnateur français. Ce service coûte évidemment cher, mais l'accompagnateur « maison » (c'est la règle chez Horizons lointains, Kuoni et Touring Vacances seulement) saura améliorer les commentaires des guides locaux, qui ont tendance à bécoter les visiteurs pour emmener au plus vite les touristes à la boutique toujours proche !

Il saura aussi compléter le programme, pour ceux qui le désirent, par des visites privées en programme. Avec un accompagnateur Touring vacances, vous irez ramasser, à quelques centaines de mètres de Sri Satchanalai des petits morceaux de céramique jonchant le sol autour d'un ensemble de vieux fours, étonnamment conservés. Les gamins du coin vendent fort cher leurs trouvailles, à la sortie du site, que vous retrouverez d'ailleurs plus chères encore, chez les antiquaires de Bangkok.

Si plusieurs tour-opérateurs font étape à Lampang, seul un accompagnateur Kuoni amènera le temps nécessaire pour visiter les Wat Phra Sang et Phra Keo Don Tao et pousser vers Lampang Luang, ignorée des touristes, tout simplement parce qu'en retrait de l'axe routier.

Transasia est le seul à proposer un itinéraire est et nord-est (en individuel) jusqu'aux frontières du Laos.

— Le sud de la Thaïlande : Sans doute moins passionnant que le nord mais si différent, le sud peut faire l'objet d'un second voyage en Thaïlande (Kuoni). Parmi les plages, Pattaya n'a plus la vedette dans le cœur des Français, délaissée par Phuket, qui permet de découvrir la superbe baie de Phang-Nga (Orientissimo).

Hua-Hin, petite station essentiellement fréquentée par la (bonne) société thaï, commence à recevoir les clients de Jet Tours, tandis que Nouvelles frontières lance Baan-Phe, de l'autre côté du golfe de Siam, qui garantit le repos (et le pittoresque) !

La fête : C'est sans doute l'un des visages les plus authentiques de la Thaïlande et — ce n'est pas toujours contradictoire — des plus touristiques. Cette année, le bicentenaire de la ville de Bangkok sera fêté dans tout le pays et les manifestations les plus spectaculaires (elles auront lieu en avril) sont une très bonne raison de choisir ce moment pour partir. Kuoni fête à cet effet un catalogue particulier. D'une façon générale, un tour-opérateur compétent ne saurait omettre de mentionner ses dates de voyage correspondant à des fêtes (fêtes des éléphants, fête des fleurs, fête des lumières, fête de l'eau, etc.).

Le voyage individuel

Il ne faut pas confondre — c'est un piège redoutable — le voyage individuel et le voyage « à la carte ». Ces deux expressions étant plus ou moins volontairement confondues dans les catalogues, alors qu'elles recouvrent des services bien différents (et impliquent, logiquement, des écarts de prix).

Si l'on veut organiser son voyage « librement », en utilisant les différents modules d'excursions ou d'extensions proposés au départ de Bangkok, sans suivre un programme tout organisé de Paris à Paris, on peut, sans problème, bâtir son voyage (en comparant les prix) à partir des brochures Pacific Holidays, Transasia, Orientissimo, Air Tours, Touring Vacances, Go Voyages, Jumbo et Kuoni, ceux dont la palette de voyages « individuels » est la plus riche : vous pourriez, si vous n'y prenez garde, vous retrouver, pour les transferts ou les visites, dans un autobus de quarante-cinq places ou, dans le meilleur des cas, dans un minibus de neuf places.

En revanche, si l'on veut voyager individuellement, en couple ou entre amis, il convient d'être beaucoup plus circonspect. Car,

si tous les tour-opérateurs cités promettent le voyage individuel, très peu le réalisent et un seul le garantit ! Le plupart pratique le « jointour », ou l'individuel regroupé : Qu'en est-il exactement ?

● **Jumbo** : Ses formules de voyage et son système de tarification, selon que l'on s'inscrit à deux, trois, quatre ou six, ne laissent aucun doute sur l'authenticité de ses programmes individuels. Seuls les transferts aéroport/hôtel peuvent, à la rigueur, s'effectuer en groupe.

● **Go Voyages** : Il existe une contradiction entre une présentation de voyage « individuel » (dans l'éditorial) et l'annonce de prix de groupe (où l'on se trouve, accompagné de guides parlant anglais, avec des Allemands, des Australiens, des Scandinaves, etc.).

On trouve cependant l'indication d'un prix « base deux personnes », avec voiture particulière et guide parlant français. Mais si l'on veut partager à trois ou quatre amis les frais de voiture, de chauffeur et de guide, Go Voyages ne considère pas ses prix. Le voyage est alors prohibitif.

● **Pacific Holidays et Transasia** : Le fait que les départs de leurs différents programmes depuis Bangkok aient lieu à dates fixes est la preuve même qu'il s'agit de faux « individuels », à l'exception de certaines offres spécifiques.

● **Orientissimo** : Il pratique également le « faux individuel ».

mais, honnêtement, précise que, les prix étant établis sur la base de deux personnes, les clients existants, lors de leur réservation, des services totalement individuels les obtiendront aux prix « brochure ». Orientissimo avoue que son représentant local peut fort bien prendre l'initiative, une fois sur place, de regrouper les « individuels ».

● **Touring Vacances et Air France** : Le flou règne dans les brochures. Il semblerait que chez Touring Vacances, tous les programmes soient de « faux individuels », sauf l'extension en Birmanie, alors que chez Air France tous les programmes seraient de « véritables individuels », sauf la Birmanie !

● **Kuoni** : Le seul, absolument le seul, à proposer sur tous ses « globe trotters » (extensions) du véritable voyage individuel et à s'engager à le réaliser. Ses prix l'y autorisent. Seule imprécision (imprécision par rapport aux imprécisions des autres catalogues), on ne sait pas exactement si le guide particulier parle français ou anglais.

En conclusion, la profession d'agent de voyages devrait créer un véritable label du « voyage individuel » et une charte qui définisse ses caractéristiques ! En attendant cette garantie, il sera prudent de faire établir un devis par chacune de ces marques, au risque de mécontenter votre agent de voyages. Lisez de votre inscription, exigez que votre bon de commande précise bien le détail des services.

COLETTE MARAVAT

PARTIR

Spécial pieds-noirs

Les pieds-noirs se souviennent. L'Initiative de l'Association nationale des amis de Notre-Dame de Santa-Cruz, aujourd'hui rapatriée à Nîmes, la Compagnie Paquet organise, le 10 au 16 avril, une croisière de l'amitié à destination de l'Oranie. Deux escales : Alcantara et Palma. Animation pied-noir garantie. Trois jours complets à Oran.

★ De 1.980 F à 4.300 F. Dans toutes les agences Havas-Voyages.

Tisser sa toile

On y tisse, l'été, dans la lumière douce du Périgord. Les artisans de la Soie ont décidé de développer, pendant les vacances scolaires de février, de nouveaux stages d'initiation et de perfectionnement à la ta-

piisserie haute-lice et au tissage. Du 8 au 13 février, du 15 au 20 février, du 22 au 27 février.

★ 1.200 F. Les Ateliers de la Soie, 25240 Cougères, tél. : (53) 56-51-40.

La montagne des Amis

L'association Centre de montagne des Amis organise, depuis plus de vingt-cinq ans, à Pélaisy-Nancroix (Savoie), et ce durant toute la saison d'hiver, des stages de ski de piste, ski de randonnée et ski de fond. Les prix de participation s'échelonnent entre 930 francs et 1.100 francs. Ces stages sont destinés aux jeunes de seize à trente-cinq ans.

★ Bénévoles et inscriptions : Centre de montagne des Amis, Pélaisy-Nancroix, 73120 Aime, téléphone : (79) 07-18-79.

RÉSIDENCES

Campagne • Mer • Montagne

BRETAGNE SUD - DAMGAN 55 Grand choix de locations saisonnières pour juin - juillet - août - septembre (nuit complète juillet et août). Lignes sur demande. Tél. : (97) 61-10-84.

A VENDRE : Terrains appartements - maisons. Cabinet G. de LANGAIS R.P. 12 - 56750 DAMGAN

COTE LANGEDEOC 1^{re} ligne a/p. Site classé, appartement de 2 pièces dans immeuble rénové, toutes ap- pareilles, moquette, marbre dans salle de bains, cuisine équipée : 399 000 F.

Direct Promoteur (97) 94-77-36. SIREN, 35250 CLEF D'AGDE

JEUNES

de 18 à 30 ans
desirant effectuer
un voyage d'étude,
de recherche ou d'exploration

DOTATION KODAK GRAND REPORTAGE

date limite de remise des dossiers de participation
1^{er} MARS 1982

Les formulaires doivent être demandés à :
DOTATION KODAK GRAND REPORTAGE
8, rue Villiot - 75594 Paris Cedex 12

Les dossiers sont soumis à un jury
de la Société des Explorateurs et Voyageurs Français.



FONDATION
KODAK-PATHE

A NOUVEAU LE LAOS

Verus au tourisme international depuis 1978, le Laos vient d'accepter de recevoir à nouveau des hôtes étrangers. Kuoni France propose un itinéraire de six jours au départ de Bangkok : Vientiane et le Vat-Phra-Kao.

— Soit un circuit Thaïlande-Laos par le Nord par six jours au Laos. De 13.780 F à 14.730 F avec un guide Kuoni.

— Soit une extension au Laos dans le cadre d'un séjour de

deux semaines à Bangkok. De 9.770 F à 10.270 F comprenant l'hébergement avec petit déjeuner en Thaïlande, la pension complète au Laos et un guide local parlant français.

— Soit un circuit Thaïlande-Laos par le Sud par six jours au Laos. De 13.780 F à 14.730 F avec un guide Kuoni.

★ Kuoni. Dans toutes les agences de voyages.

TUNISIE



Déjeunez
sous les palmiers
Mer bleue et soleil,
farniente et confort,
tennis et voile à volonté...

une semaine à Djerba 1 990 F*

(* Départ Paris - Pension complète)

REPUBLIQUE TOURS des gens précis

1 AV. DE LA REPUBLIQUE 75011 PARIS

TEL: 355 39 30

Ou contactez votre agent de voyages

U.S.A

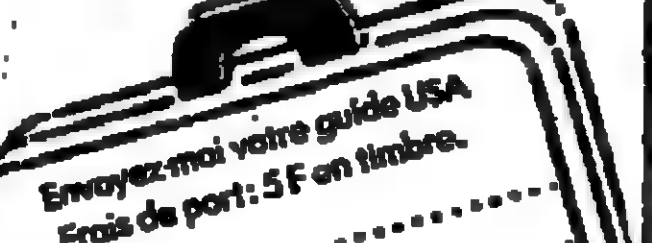
1790 F
DEMANDEZ
NOTRE GUIDE DE VOYAGE
(Il est GRATUIT)

Il comprend :
• Tous les VOLS A PRIX REDUITS
• Des VOYAGES INDIVIDUELS (à la carte)
• Des CIRCUITS EN GROUPE
• Des EXPEDITIONS
• Des RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

PACIFIC HOLIDAYS

163, av du Maine,
75014 PARIS Tél: 539.37.36

Métro Mouton-Duvernet



Envoyez-moi votre guide USA
Frais de port: 5 F en timbre.

ASIE

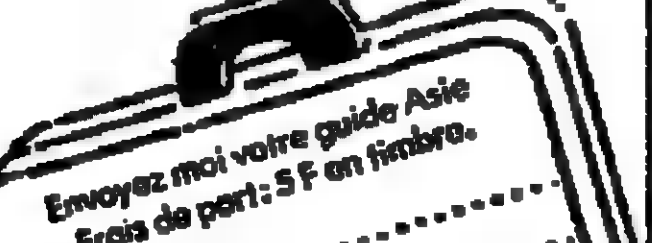
2890 F
DEMANDEZ
NOTRE GUIDE DE VOYAGE
(Il est GRATUIT)

Il comprend, de l'INDE au JAPON :
• Tous les VOLS A PRIX REDUITS
• Des VOYAGES INDIVIDUELS (à la carte)
• Des CIRCUITS EN GROUPE
• Des EXPEDITIONS
• Des RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

PACIFIC HOLIDAYS

163, av du Maine,
75014 PARIS Tél: 539.37.36

Métro Mouton-Duvernet



Envoyez-moi votre guide Asie
Frais de port: 5 F en timbre.

Visitez
L'AMERIQUE en v
fran

JACQUES RIBOUREL EN COLÈRE

« Je suis un promoteur social ! »

Le groupe Ribourel n'affiche pas une santé florissante. Jacques Ribourel, 41 ans, souriant, éblouissant, formules à l'emporte-pièce, goût évident pour la provocation : le célèbre promoteur de l'immobilier de loisirs n'est jamais loin de dire : « Vos questions ne sont vraiment pas difficiles », se gausse-t-il, avant de convenir que, pour lui, il n'existe pas de questions difficiles. Cet estomac, cette santé ou ce dynamisme, comme on voudra, lui permettent d'affronter sans sourciller une conjoncture très mauvaise.

Cet Ribourel S.A. a perdu, en 1980, 25 millions de francs. Son fondateur-propriétaire a dû céder, depuis quatre mois, la moitié de ses actions au Crédit du Nord. Ribourel-la-Franchise : « On ne passe pas en quelques années de 50 millions de francs de chiffre d'affaires à 1 milliard sans connaître de distorsions dans les structures de la société. Nous avons aussi payé le prix de l'extension, car nous avons attaqué pratiquement tous les secteurs : la maison individuelle, la résidence club, la gestion de copropriétés, l'agence immobilière, l'entretien et le nettoyage. Là où nous avons voulu aller trop vite, ça a craqué. Par exemple, nous avons fait un super-bid dans le nettoyage-entretien. C'est pour cela que nous avons eu recours aux services d'Alain Serfaty, ancien directeur du tourisme, afin de nous restructurer. »

Une fois posée cette autocritique, le national offensé revient au galop. Son association avec le Crédit du Nord ? « Étant associé avec une banque nationalisée, donc avec l'État, je suis plus social que les H.L.M. Je revendique le droit de construire des logements sociaux. L'arrivée du Crédit du Nord ne pouvait se transformer en enterrement de première. Je continue à vendre trois cents logements de vacances par mois, n'est-ce pas ? Peut-être débouche-t-on sur la construction de résidences principales. Mon partenaire a pour objectif d'introduire Ribourel S.A. en Bourse. »

Depuis un an et demi, le promoteur a cessé de ne penser qu'à béton. Il avait pressenti, dès 1974, que son fief normand verrait affluer ses collègues parisiens. Donc, cap sur le Langedoc ! Là, il s'est aperçu qu'il ne suffisait pas de vendre du mètre carré. Il convenait de faire tourner les logements, « afin de solliciter les clients en jouant l'apartie-ment qu'ils occupent seulement quelques semaines par an, et aussi pour que les loyers ne restent pas vides. »

Comme les aménageurs des stations modernes de sports d'hiver — MM. Brémont, Boleos, Houbas, — Jacques Ribourel a donc proposé à ses acheteurs de louer leur logement, ce qui voulait dire créer une nouvelle structure. On rachète à Indo-Suez. Le Hemin 75 % de Sertour (trois mille lits locaux) qui servait d'hébergement à la marque Montaner. Celle-ci a pour raison d'être de louer des appartements, reliés dans une même station à un immeuble, où sont organisés des services communs : accueil, dépannage express, salon de télévision, salle de jeux, garderie d'enfants, saunas, etc. Une sorte de club ou de résidence-hôtel « éoliste ».

En 1982, Montaner disposera d'un portefeuille de vingt-cinq mille lits et, en 1983, de cent mille lits. Spot publicitaire : « Nous sommes les seuls à multiplier vingt-cinq mille lits dans vingt-trois stations. Mes concurrents ne disposent de lits qu'à deux hébergements. Pensez ! A n'importe quel moment nous pourrions proposer la mer ou la montagne, Demerville ou les Menestres, Escoul ou Barcarès, Cabourg ou La Grande-Motte. Il y en a pour tous les goûts : hémisphère nord ou sud, de 450 francs à 2 000 francs la semaine. » Une ambition : « Devenir le deuxième club du Club Méditerranée qui en compterait trois. »

Jacques Ribourel affiche, à l'égard des associations, une sollicitude franchement intéressée. Pourquoi diable révertuent-elles à construire des résidences de loisirs ? Ce n'est pas leur boulot. Elles y gaspillent la leur énergie et leur argent. Pour parler clairement, elles se font avoir. « Les lois de construction et de gestion. Nous leur faisons le tour de la loi, nous leur expliquons les règles du jeu, nous leur faisons signer des chartes. Sans oublier que dans le village de vacances des P.T.T., à Barcarès, les pouvoirs se retrouvent entre eux. Chez moi, ils seraient mélangés. Avec mon système, il n'y a pas de ségrégation. »

« Si Jack Lang était au tourisme »

S'il y croit aux loisirs ! Tant que l'immobilier de loisirs restera le meilleur moyen pour se protéger contre l'érosion monétaire, il y croira. D'autant que le Français a adopté un comportement de ration. Plus la macro-sainte propriété, le petit studio à la neige où l'on casse tant bien que mal les meubles de famille ! Déjà, on achète pour placer son capital à un endroit et on va skier ou se baigner dans un autre. En location. Donc, il y croit.

D'ailleurs, il regrette que les principes qui nous gouvernent n'y croient pas plus. « Demain, la France tirera ses ressources de trois domaines : les technologies de pointe telles que le téléphone, l'informatique ou l'aviation ; ensuite l'exportation de savoir-faire de haut niveau ; enfin, le tourisme. Quand je vois que l'industrie tire 45 % de son produit national brut du tourisme, je me dis que la France dispose d'atouts extrêmement importants que ceux de l'Australie. »

Seulement, il faudrait se persuader que le tourisme peut remplacer l'industrie déclinante dans les vallées alpines. Il faudrait redécouvrir la campagne, se souvenir que le tourisme est une industrie machine à redistribuer l'argent vers les régions fran-

çaises dévalorisées. Le tourisme mériterait un ministère à part entière tout comme l'industrie. Le gouvernement à direction socialiste ? « Si nous avions Jack Lang au tourisme, ça irait dix fois mieux. »

A-t-il peur de la gauche au pouvoir ? « Non. J'ai seulement peur qu'on nous enseigne sous les règlements. Il y a eu M. Giscard d'Estaing qui a interdit de construire au-dessus de 100 mètres. Il y a eu ces stupides règles qui interdisent de bâtir avec la même isolation que l'habitat qu'on détruit. Alors, ce n'est pas l'impôt sur la fortune qui m'inquiète. Ce sont plutôt les deux cent mille fonctionnaires supplémentaires qu'on nous annonce. Ça risque de faire deux cent mille embauchements de plus. »

Et quand on empêche M. Ribourel de travailler, il n'est pas d'accord.

ALAIN FAUJAS.

Nouveau départ pour V.V.T.

Village Vacances Tourisme (V.V.T.) renait de ses cendres. Après bien des déboires financiers et une crise de vocation, l'agence de voyages dépendant de l'association Villages-Vacances-Familles (V.V.F.) retrouve de l'attente. Un directeur, M. Maurice Moreau, une boutique et des bureaux avants au numéro 38 du boulevard Edgar-Quinet, à Paris (14^e), des brochures pour l'été ou l'hiver ou pour le troisième âge ; des circuits long-courriers ; les ingrédients semblent réunis pour proposer aux familles, aux enfants comme aux amoureux de déplacement une gamme complète de vacances.

Les résultats de l'année 1981 confirment ce regain. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 64 millions de francs, soit 47 % de mieux qu'en 1980. Le nombre de séjours de vacances a dépassé le chiffre de treize mille (+ 72 %). Quarante-cinq mille personnes ont été transportées (+ 40 %).

Un accord a été signé avec le Touring-Club de France afin que V.V.T. assure la promotion des villages de vacances de celui-ci. Par ailleurs, la Ligue de l'enseignement accueillera les clients de V.V.T. pour des séjours linguistiques ou pour des séjours familiaux.

Afin d'abaisser les coûts et de gonfler les frontières, V.V.T. s'est associé avec des bailleurs de fonds étrangers pour construire des « eurovillages ». Le premier de ces villages de vacances multinationaux ouvrira ses portes — au Cap-d'Agde — cette année. Il sera franco-belge et présentera l'originalité d'avoir été financé sur des fonds sociaux en provenance des deux États.

INVESTISSEUR AMÉRICAIN

La douche écossaise du 10 mai

La France rose ne fait pas peur aux investisseurs américains. Les placements directs effectués par ces derniers avant l'élection de M. François Mitterrand dépassaient 5 milliards de dollars (plus de 47 milliards de francs). Or l'accroissement annuel, d'environ 600 millions de dollars au cours des cinq dernières années, devait être largement dépassé en 1981, après les opérations conclues à Bordeaux par Ford, Hewlett Packard à Lyon ou Holiday Inn à Paris.

Pourtant, un jeune Français de trente-huit ans, M. Gérard Hallier, président de Ramada Inns, la seconde chaîne hôtelière américaine et mondiale par le nombre de chambres (450 millions de dollars de chiffre d'affaires, six cent cinquante hôtels et quatre-vingt-cinq mille chambres), a renoncé à tout investissement direct en France. Un Français devenu patron américain ou doit-il de « faire » plus américain qu'un Américain ?

Interrogé sur les raisons d'une réaction aussi dure, M. Gérard Hallier a expliqué que sa décision était purement politique : « La 11 mai au soir, alors que nous avions des projets très avancés pour des hôtels à la Défense, à Lyon, à Strasbourg, à Lille et sur la Côte d'Azur, j'ai tout arrêté. »

Il est certain aussi que les mesures budgétaires prises par

le gouvernement socialiste — taxation diverse de l'hôtellerie de luxe, des congrès et des frais généraux — n'ont rien arrangé.

Si bien que le gouvernement favorise certaines opérations d'investissements étrangers, le président de Ramada estime que les mesures récentes, ajoutées aux sombres perspectives, selon lui, de l'économie française, ne permettent pas de réunir les conditions de la rentabilité.

Il prévoit donc, pour ne pas abandonner totalement le marché français, qui a connu l'an passé ou connaît cette année l'ouverture de trois hôtels financés par des capitaux étrangers (le Nova Park et le Warwick aux Champs-Élysées et un Holiday Inn place de la République, à Paris), de rechercher des contrats de franchise auprès des propriétaires d'hôtels qui se conformeraient aux critères de qualité — indiscutable — de la chaîne.

D'autre part, Ramada va continuer de développer ses investissements ailleurs en Europe, comme en Allemagne, où les projets de Hambourg, de Düsseldorf et de Cologne sont très avancés, en Grande-Bretagne ou en Suisse. Des valeurs plus sûres qu'une France socialiste baubillonne que la chaîne américaine ne s'est pas sentie prête à accompagner. A quand le retour du fils prodigue ? — O. S.

"To brunch or not to brunch?"

Le Prince de Galles lance une mode à Paris : le brunch*

* Une façon nouvelle de combiner breakfast et lunch en musique pendant le week-end.

Shredded wheat à la Sunny, viennoiseries, saumon fumé, œufs brouillés aux Kiwis, saucisses du Yorkshire, beignets de crabe, steak de gigot, salade César, fromage blanc battu aux fruits, cheesecake, tarte aux fraises, champagne Pommery et Greno, etc., etc.

140 F. pp.

Demi-bouteille de champagne taxe et service compris.

Samedi et dimanche de 11 h 30 à 14 h 30

Hôtel Prince de Galles

33, avenue George-V, Paris

Réservez votre table au 723.55.11

Ou Hôtel Grand Metropolitan

APPRENEZ L'ALLEMAND EN AUTRICHE
UNIVERSITÉ DE VIENNE
Cours d'allemand pour étrangers
3 sessions du 12 juillet
au 25 septembre 1982
pr débutants et avancés (6 degrés)
Laboratoire de langues
Excursions, soirées
Droits de cours et d'inscription
pour : AS 2 100 (env.
146 FF, change décembre 1981)
Prix forfaitaire (inscript., cours,
chambre) pour 4 semaines AS 5 740
(env. 2 140 FF, change déc. 1981)
Programme détaillé :
Wiener Internationale
Hochschule
A 1010 Wien Universität

En forme à tout prix ?
Non ! F 2.970 seulement !
Votre santé n'a pas de prix. Bon. Mais votre remise en forme reste très abordable, en Roumanie, grâce à la physiothérapie, traitement qui utilise des éléments naturels : l'air, l'eau et la lumière. Hydro, électro ou thalassothérapie, joignez l'utile au (très) agréable, avec en prime 15 jours de soleil et de sport au bord de la mer Noire.
* 2 semaines de Paris à Paris en avion, pension complète, traitement inclus, à partir de F 2.970.
Brochure gratuite : COMITOUR, 1, rue Daunou, 75002 PARIS
Tél. : (1) 261.67.08
Nom : Prénom :
Adresse : Code postal : 3

AU FIL DES CANAUX...
BOURGOGNE - MIDI
LOCATION VENTE
PROPRIÉTÉS MULTIPLES
L'océan Atlantique, Port-au-Royal
85000 JOUEUX - Tél. : (06) 82-84-14
SALON NAUTIQUE - Niveau 3 - B. D

Visitez L'AMÉRIQUE en version française
En Amérique, le problème n'est pas l'argent. Soyez rassurés, votre accompagnateur CAMINO le pensera certainement. Grâce à ses compétences, vous comprendrez les États-Unis. CAMINO est le spécialiste des voyages accompagnés aux États-Unis. En 20 ans CAMINO a fait découvrir l'Amérique à plus de 100 000 personnes.
OPTION PREZ GARANTIS
• Si le jour de votre inscription, vous réglez votre voyage au prix sans terme et définitif, quelles que soient les hausses du dollar ou des carburants. Vous pourrez ainsi ne verser qu'un acompte et régler les sommes dues.
DÉPARTS GARANTIS
• sans minimum de participants - Pour 1982, nous vous proposons 6 circuits et plus de 160 départs. Il y a sûrement le votre !
ACCOMPAGNEMENT GARANTI
• nos spécialistes expérimentés vous accompagneront pendant tout le voyage et vous feront l'Amérique.
CAMINO a choisi l'AMÉRIQUE... pour l'Amérique choisissez CAMINO
CIRCUITS ORIGINIAUX
CAMINO vous fait bénéficier de ses vingt ans d'expérience de l'Amérique aux États-Unis. CAMINO est recommandé par la plupart des agences de voyages touristiques habilitées à recevoir vos inscriptions.
L'AMÉRIQUE EN CLASSE Camino
A partir de 6520 F. Par voie régulière AIR FRANCE, service complet de classe touristique (et classe, si vous le souhaitez), vous visiterez l'Amérique avec raffinement dans les meilleurs hôtels, en cars climatisés, et avec de nombreux repas riches.
L'AMÉRIQUE EN CLASSE AMÉCO
A partir de 6520 F. Une nouvelle formule qui réduit d'un tiers le prix de nos circuits sans rien perdre au point de vue du confort, par un choix d'hôtels nouveaux et la suppression des repas.
Compagnie à réserver à CAMINO
21, rue Al. Capotemper - 75017 PARIS
Tél. : 572.03.11
Vite, CAMINO, envoyez-moi gratuitement votre catalogue 1982 des voyages aux USA.
NOM :
ADRESSE :
C.D. 14. 82

L'ESSENTIEL DES LIVRES ESSENTIELS.
Tous les mois
Des théoriciens renommés et des praticiens prestigieux analysent et commentent les principaux ouvrages de sciences humaines et exactes.
La littérature de la réalité sous forme de fiches détachables (120 par an).
Un outil de travail précieux et un instrument permanent d'information.
En Risque
Abonnez-vous en retournant le bon de commande ci-dessous à : Lu, 37, rue des Mathurins 75008 Paris.
BON DE COMMANDE
☐ Je désire m'abonner à "LU".
☐ 2 ans : 260 F (22 ex) dont 10 F de TVA.
☐ 1 an : 160 F (11 ex) dont 6,15 F de TVA.
☐ Je joint un chèque de F (1)
☐ Je réglerai à réception d'une facture.
NOM :
PROFESSEUR :
ADRESSE :
(1) Pour l'étranger, notes cocher.

RÉSIDENCES
campagne • Mer • Montagne

U.S.A.
1790
PACIFIC HOLIDAYS

Dr. J. J. J. J.

Jardinage

Les handicapés aussi

La preuve n'est plus à faire que le jardinage constitue une méthode particulièrement intéressante pour aider les handicapés physiques ou moteurs, à tel point qu'une conférence s'est tenue cet été, et pour la neuvième année, aux États-Unis sur le thème de la réhabilitation par l'horticulture.

Faire pousser des fleurs, des légumes ou des fruits est une occupation créatrice à la fois stimulante pour l'esprit et exigeante d'un certain effort physique. Trouver les solutions les mieux adaptées pour aider ceux que l'âge ou la maladie n'autorisent pas ou plus à se consacrer à leur amour des plantes apparaît comme une tâche importante à bien des égards. C'est essentiellement dans les pays anglo-saxons que des travaux ont été entrepris dans cet esprit afin que le jardinage puisse devenir un loisir vraiment pour tous.

Dès 1967, la Disabled Living Foundation avait présenté à Londres un jardin pour handicapés où les circulations, les types de plantation, le choix des végétaux, l'adaptation de l'outillage avaient été une longue préparation. Elle était le résultat d'études menées par des groupes bénévoles ou se retrouvaient jardiniers, médecins, fabricants et responsables d'associations.

Dix ans plus tard, grâce aux fonds de la Reader's Digest Association, était inauguré à Wisley, au cœur du merveilleux jardin de la Société royale d'horti-

culture, une remarquable réalisation qui se visite toujours et que les années ont embellie. Un modèle du genre et qui a sans doute inspiré bien des amateurs ayant quelques difficultés à se consacrer à leur passion comme les conseillers de jardinage formés par les hôpitaux, les centres de cure, les maisons de repos et de retraite et les écoles spécialisées. Travail exemplaire qui se traduit aussi par la mise à disposition du public d'ouvrages, de listes d'outils et d'idées d'aménagement. Il suffit bien souvent de quelques astuces simples pour rendre travaux jardiniers et déplacements plus aisés.

Au cours de l'année 1982, déclarée par les Nations unies Année des handicapés, un concours organisé par le Sunday Times a permis à un étudiant en architecture, dont la femme vit en chaise roulante, de réaliser un jardin à la fois complet et élégant. Sur un peu plus de 100 mètres carrés, ce lauréat avait regroupé une zone décorative où fleurissent camélias, rosiers, édums, annuelles, bulbeuses, une partie plus importante potagère et fruitière, une petite serre, et surtout fait la preuve des possibilités offertes lorsque l'imagination et le sens pratique se conjuguent. Un jardin d'hiver sert de transition entre la maison et l'extérieur et permet de garder une activité en toute saison.

Dialogue avec les plantes

Pour faciliter le travail, les accès et le cheminement ont été particulièrement étudiés. Mais l'innovation essentielle se trouve dans la conception d'un ensemble de jardins en bois surélevés du sol. Elles constituent les plates-bandes de ce jardin à part et sont conçues pour glisser dessous les genoux sans gêne et permettre à un adulte en chaise roulante de travailler à l'aise face aux plantes.

Comme tout jardin, celui-ci peut se créer en plusieurs années.

Si le potager est privilégié, ce n'est pas uniquement pour le plaisir de cueillir des légumes, mais aussi parce que la rotation des cultures y est plus rapide que dans les plates-bandes de fleurs, donnant au jardinier des possibilités accrues d'interventions et lui offrant ainsi une occupation régulière.

Seule l'infrastructure des circulations dalées exige un investissement de départ indispensable. Les jardinières peuvent être réalisées en ciment ou en brique, mais la plus économique est l'utilisation de lames de parquets passées à la créosote et revêtues intérieurement d'un film plastique. Avec une profondeur de 45 à 50 centimètres, toutes les cultures, ou presque, sont envisageables et le choix des espèces demeure très large.

Les arbres fruitiers seront conduits en formes palissées avec des variétés à faible développement en hauteur et en largeur. Des méthodes de palissage en cordons horizontaux ou en haies comme le système Bouché-Thomson, l'arçure Lepage ou le tricotail Delbard sont d'excellentes solutions permettant un entretien facile et de garder à portée de la main la végétation productive.

L'outillage bien adapté est un élément indispensable pour aider le jardinier. On trouve dans notre pays (Mousses-équijardin) quelques adaptations fort utiles :

semer de précision, divers outils à long manche, tire-racine et pique-irvale pour faciliter le désherbage, genouillères destinées à adoucir une station parfois pénible surtout chez les non-voyants qui travaillent près du sol, sans oublier la brouette Portax (Wolf) munie de deux roues permettant l'utilisation aisée d'une seule main.

Ce sont là les seules contributions apportées par notre pays au jardinage pour handicapés. Cependant, cette année, quelques réalisations ont vu le jour : jardin de senteurs de Mulhouse, sentier botanique pour non-voyants des bois de Brévins, proche de la ville nouvelle de Melun-Sénart, jalonné de vingt et un panneaux en braille décrivant l'environnement, et, enfin, projet bien avancé d'un jardin pour handicapés, ouvert à tous, à Jouy-en-Josas (Essonne). Vraiment de tout petits pas en regard des réalisations britanniques, mais aussi néerlandaises, allemandes et suédoises.

MICHELLE LAMONTAGNE.

ADRESSES

— Le sentier botanique pour non-voyants réalisé par l'Office national des forêts dans les bois de Brévins. Accès libre. Visites guidées organisées pour les non et mal-voyants. Tél. : 03-65-36.

— La Society for Horticultural Therapy, 1000 Valley Way, Promenade, Somerset, BA 11 2DW fournit de nombreuses informations sur les réalisations et recherches. Rédige une revue spécialisée en anglais.

— The Cassette Library for Blind Gardeners, Mrs Kathleen Pinner, 52 Tolcarne Drive Pinner, Middlesex, BA 5 2 DQ (Grande-Bretagne) donne en anglais de nombreuses informations sur les réalisations et recherches. Rédige une revue spécialisée en anglais.

Deux livres, enfin, malheureusement toujours en anglais : « Gardening for the physically handicapped and elderly, de Mary Chaplin, Edit. Batsford Ltd, 1, Tottenham Court Road, W 1 P 0AE.

« The Garden and the Handicapped Child de Patricia Elliott, Edit. The Disabled Living Foundation, 345 Kensington High Street, London W 8 5 NS.

Hippisme

Juments aseptisées

PRINCIPAUX vainqueurs des derniers jours, à Vincennes : Jamblieu, Lapito et Nans le Berger.

Le premier nommé, qu'on n'attendait pas à pareille fête, a remporté le prix de Belgique. Deux chevaux l'y ont sans doute aidés : Jorky, en restant au box à la suite d'une blessure à un pied ; Kain en passant moins, d'évidence, dans les 200 derniers mètres, au poteau qui se dressait devant lui qu'à celui qui s'y trouvait le jour du prix d'Amérique. Jamblieu, Hôte Vert, Joachim, ont par contre, semble-t-il, fait ce qu'ils pouvaient et ce qu'ils pouvaient n'a pas été suffisant.

Lapito a créé, dans le prix Camille-Blaizot, une surprise égale à celle causée par Jamblieu. Il a eu, lui aussi, un allié : Le Loir, grandissime favori à 3/10, qui s'est mis à la faute au moment où il fallait accélérer, à l'entrée du dernier tournant. Ce Le Loir venait de se heurter à Louise De La Tour, qui l'avait battu après lui avoir rendu 25 mètres. Les affrontements avec Louise De La Tour, absent dimanche, laissent décidément des marques. Le Loir n'est pas le premier — et peut-être pas le dernier — à le constater. Lapito, lui, s'était jusqu'ici tenu à l'écart de telles fautes ou n'y avait engagé que l'extrémité d'un sabot. Les 150 000 F du prix Camille-Blaizot ont été, pour une part, le prix de cette anticipation. Le nouveau champion porte les couleurs d'Alfred Lefèvre. Autant dire qu'il s'agit d'un « self made horse » : Alfred Lefèvre, dernier grand marchand de chevaux opérant en France, fournisseur qualifié des haras nationaux en étalons, approvisionneur des derniers régiments montés de plusieurs pays, naguère, grand ordonnateur des fêtes équestres du sacre de Bokassa I^{er}, sait trop, par profession, la fragilité des promesses équestres pour les payer jamais plus cher que ce qu'elles peuvent assurément tenir : leur poids de prophétie. Ainsi était-il devenu propriétaire, voilà quelques années, pour un prix guère supérieur à celui de l'étal, d'une jument qui ne s'était illustrée que par quelques pathétiques victoires dans l'Ouest : Fauvette d'Or.

Gagnant du prix Maurice-De-Gheest, épreuve toujours remportée, dans le passé, par un futur champion, Nans le Berger a gravi un nouvel échelon d'une carrière jusqu'ici sans reproche. Mais, cette fois, le sabot a failli manquer la marche : quelques mètres plus loin, c'est probablement Nans le Berger qui l'aurait emporté. Que voilà, en ces deux jeunes chevaux, de grandes promesses ! Hélas ! l'hiver trotteur est souvent fait de promesses. On sont les gloires d'antan ? Jamais, à deux semaines du prix d'Amérique, l'affiche de Vincennes n'avait autant manqué de relief. On peut régler

cent fois les juments. Elles ne livrent jamais que deux ombres, celles de Jorky et d'Idéal Du Gazeau, le premier absent pour cause de blessure, le second par fidélité à une préparation campagnarde. L'entraîneur de Jorky assure que les annus de son pensionnaire sont mineurs, que, même s'il avait pu prévoir que le terrain fût aussi bon, il l'aurait aligné dans le prix de Belgique, et que, en tout état de cause, il y a toutes chances qu'on le voie dans le prix d'Amérique. Idéal Du Gazeau, quant à lui, est venu mesurer ses futurs copropriétaires (il est en cours de syndication, voir le Monde du 16 janvier) par un parcours public d'entraînement, entre deux courses. Après quoi il a vite repris place dans son van pour retourner à Saint-Jean-le-Thomas. L'impression générale a été bonne ; celle de son entraîneur, excellente. Acceptons le double augure d'une double présence, le 31 janvier. Sinon, Vincennes ne trottera qu'au ras du machefair.

Au galop, l'événement de la semaine est la reprise des exportations de juments vers les États-Unis. Voilà quatre ans, devant la flambée de métrite infectieuse qui s'était répandue en Europe, les États-Unis avaient totalement fermé leurs frontières aux juments autres que celles sortant directement de l'entraînement. Ils viennent de les rouvrir, mais avec l'habitué et soupçonneuse circonspection des Américains en matière de prophylaxie. On n'accepte que des juments aseptisées. Les candidates au visa U.S. doivent subir l'ablation des sinus ostiariens, habituels réservoirs de virus. Ensuite, et sept jours durant, elles sont soumises à un traitement désinfectant. Enfin trois prélèvements effectués à intervalles de trois jours doivent démontrer l'efficacité de l'oxorolone.

Est-ce la rigueur du processus ? Est-ce la bourse des chevaux comme à la Bourse tout court, l'esquive d'un retournement de tendance, notamment après les événements politiques du dernier week-end ? Les parantes ne se bousculent pas sur le quai d'embarquement. On s'attendait à ce que, dès la levée de la barrière sanitaire, les plus grandes juments, celles ayant une valeur internationale, présentent la voie du Kentucky, comme d'autres valeurs internationales celle de la Suisse. Or, à ce jour, quarante-cinq s'y sont engagées. Dix-huit sont encore sur le point de partir et ce sera à peu près tout avant l'automne.

Encore la moitié environ des voyageuses appartenant à elles à des propriétaires américains — notamment à N.-B. Hunt — qui attendent depuis quatre ans la possibilité de les rapatrier. Ce n'est pas encore la confiance, mais ce n'est plus tout à fait la défiance.

LOUIS DENIEL.

L'émotion sans la couleur

Un jardin de senteurs, cela devrait faire tourner les têtes. Encore tout jeune, cet espace fleuri, situé en plein centre de la ville de Mulhouse, mérite vraiment l'attention. Conçu en priorité à l'intention des aveugles et malvoyants comme un lieu de promenade mais aussi de découverte et de formation, cette réalisation, unique en France, est, à plus d'un titre, exemplaire.

De tentatives avortées en ébauches peu concluantes, rien n'avait encore été fait, en ce domaine, dans notre pays. Une lacune regrettable, quand on connaît les créations nombreuses, et souvent fort anciennes, de nos voisins européens.

Ce jardin, inauguré en juin dernier, est le fruit de volontés diverses : l'association Christian Schmidt, initiatrice du projet, les copropriétaires du Centre de l'Europe, qui ont mis à disposition l'espace sur dalle, et, bien sûr, la municipalité de Mulhouse et son service des espaces verts.

Jean-Pierre Raduron, qui a conçu les plans, a fait œuvre à la fois didactique et esthétique. Cela n'avait rien d'évident, et le choix des végétaux n'était pas tout à fait évident, quand on songe aux contraintes multiples de la plantation sur terrasse. « J'ai soulevé, nous a-t-il dit, le voile d'un maximum de plantes, souvent méconnues, aux floraisons réparties au long de l'année et, pour s'en saisir, bien entendu, fleurs ou feuillages odorants. »

Un jardin botaniquement raffiné, déjà plein de charme, qui combine très heureusement le décor avec les nécessités d'une circulation facile et d'une approche aisée des plantes pour les malvoyants. Ainsi, les massifs sont surélevés à 50 centimètres du sol, les pas guidés par des dalles de consistance différente marquant carrefours et chemins simples et efficaces, en langue usuelle et braille, donne le nom des végétaux. De plate-bande exotique en mini-rosaire, du jardin balistique aux plantes de terre de bruyère ou méditerranéennes, il fait bon flâner sur le toit du Centre de l'Europe, à deux pas des vieux quartiers de Mulhouse.

Aux premiers soleils de février, on peut espérer que beaucoup de promeneurs viendront goûter les parfums subtils ou enivrants des hamamélis, lonicères, chimonanthus, sarcocodes, abutilum et autres « curiosités » oubliées dans la conception des jardins.

Jardin de senteurs, planté pour aveugles et malvoyants, certes, mais en aucun cas réservé, car il se veut point de rencontre et de détachement pour tous. Il deviendra aussi un lieu de formation pour les apprentis jardiniers de l'I.M.P., et c'est d'ailleurs un jeune malentendant qui en assure d'ores et déjà l'entretien. En cette Année des handicapés, une création originale, heureuse, qui mérite de faire école. — M. L.



EGYPTE 5990F

CHROISIERS SUR LE NIL
PAR FRANCE-FRANCE, TOUT COMPRENSION COMPLÈTE, TOUTES LES VITESSES, à partir de :
LE NIL EXPRESS 4 JOURS 5990 F **RASSE, MOYENNE ET HAUTE VITESSE 14 JOURS 7460 F**

TOUTE LA HAUTE EGYPTE 7 JOURS 6990 F LA VALLE DU NIL 15 JOURS 8600 F

Vous trouverez d'autres merveilleux programmes de voyages dans le catalogue EGYPT 5990F, que vous pourrez choisir dans les agences de voyages, ou en envoyant le coupon ci-dessous à :

SUPERMARCHÉ VACANCES :
52, rue de Bessono - 75008 Paris. Tél. : 720.2165
10, rue du 4 Septembre - 75002 Paris. Tél. : 296.1606.

NOM _____ PRÉNOM _____
ADRESSE _____ CODE POSTAL _____

RevVacances

(Publicité)

LES PLANTES AROMATIQUES
Hervé CHAUMETON

Le lecteur trouvera dans cet ouvrage les principales plantes aromatiques que l'on rencontre sous nos climats, telles que, ail, anégide, caprier, cerfeuil, cumin, fenouil, menthe, pimprenelle, raifort, safran, thym, verveine ou épices exotiques (cardamome, gingembre, poivre...).

Chaque plante décrite est accompagnée d'une photo pour que le lecteur puisse reconnaître aisément les sept espèces de culture (un certain nombre d'entre elles poussant très bien en pot, sur le balcon ou le rebord d'une fenêtre) afin de permettre au citadin de bénéficier lui aussi des bienfaits des simples. Les principales propriétés sont également indiquées.

Collection SOLARAMA Éditions SOLAR

INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

<p>ALSACIENNES</p> <p>AUBERGE DE RIQUERHUR, 12, rue du Fg-Montmartre (9^e), 770-62-33.</p> <p>ANTILLAISES</p> <p>LE FLAMBOYANT DES ILLES, 56, r. N.-D.-Lorette, 574-02-91. Amb. 577.</p> <p>CUISINE DE FEMME</p> <p>VIOLETTE ET MAUVE, 142, rue de Courcelles, 297-12-32. P. lundi. Déj. Dîners d'affaires.</p> <p>FRANÇAIS TRADITIONNELLES</p> <p>RELAIS BELLEMAN, 31, r. France, 723-54-42. Juss. 22 h. Cadre élég.</p> <p>LA CALOTTE, 6, rue Combout, 261-43-93. Terrines, plats du jour.</p> <p>LAFERDUSSE, 51, quai Gds-Angoulême, 235-98-91. Cadre sup. amb. chère.</p> <p>CHÈZ FRANÇOISE, Adresses des Invalides-7^e, 551-97-20 et 705-48-08.</p> <p>MENU 85 F et Grande Crème de Bordeaux en carafes à 44 F. Ouvert dimanche. P/fund.</p> <p>GRILLADES</p> <p>CREBUS, 28 bis, avenue Daumesnil 307-37-61. Ouv. Juss. 1 h. matin. P/dim. Place boeuf 240 grammes.</p>	<p>LYONNAISES</p> <p>LA FOUR, 2, rue Clément (9^e), P./dim. 323-77-56. Alex aux fourneaux.</p> <p>NORMANDES</p> <p>MANOIR NORMAND, 71, boul. de Courcelles, 227-38-97. P/sam. midi. L'agoutis, poulets au feu de bois. Coupe d'or de la gastronomie internationale.</p> <p>PÉRIGORDINES</p> <p>LE PRÉANT, 40, r. Prinet, 539-59-98. P. dim. Spéc. Périgord et poissons.</p> <p>SARLADAISES</p> <p>LE SARLADAIS, 2, rue de Vienne, 522-72-42. Cassoulet, 55 F. Confit, 55 F.</p> <p>SUD-OUEST</p> <p>AU VIEUX PARIS, 2, pl. Panthéon (5^e), 354-70-22. PARKING. Sa cave. P.M.P. 100 F.</p> <p>LE REPAIRE DE CARTOUCHE, 700-25-94, 8, boulevard Filles-du-Calvaire (11^e).</p> <p>TOURANGELLES</p> <p>L'ESCAPADE EN TOURAINE, 34, r. Traversière, 343-14-36. Spéc. P/dim.</p> <p>FRUITS DE MER ET POISSONS</p> <p>LA BONNE TABLE, 42, rue Prinet, 553-74-51. Spécialité de poissons.</p>	<p>DESSERTS, spécialistes de l'œuf, 9, place Perrera, 227-30-14. Outils et ustensiles. Les préparations de poissons du jour.</p> <p>LE FORT ST-GERMAIN, 135, bd St-Germain (9^e), 75 1 1 546-22-52.</p> <p>VÉGÉTARIENNES</p> <p>AU GRAIN DE FOLIE, 24, rue Lavoisier (19^e), 258-15-97. Pas comme les autres.</p> <p>L'EPIDAUDE, 73, rue Labat (19^e), P/mar. 259-04-52. Mé Ch.-Rouge-L. Canisacour, Menu 24 et 28,50 F. Carte env. 40 F. Graines, Tourtes, Feuilletés, Pâtisseries.</p> <p>VIANDES</p> <p>AU COCHON DE LAXE... à la broche, 7, rue Cornelle, 328-03-85. Fermé dimanche.</p> <p>ARMÉNIENNES</p> <p>LA CAPPADOCIE, 67 bis, quai A-Blanqui, Alfortville, 575-08-30 Dîner dansant avec orch. et duo grecs.</p> <p>BRESILIENNES</p> <p>GUY, 8, rue Maillon, 6. 354-97-61. Prix de la meilleure cuisine étrangère de Paris pour 1978.</p>	<p>CHINOISES</p> <p>FASSEY MANDARIN, 4, rue Bois-le-Vent-10, 228-12-18 ou 527-62-62. Spécialités à la vapeur. Boutique plats à emporter. Pâtisserie, boul. Cuis. Produits exotiques : 528-58-54.</p> <p>DANOISES ET SCANDINAVES</p> <p>COPENHAGUE 1^{er} étage - FLORA DANICA et son agréable jardin. 142, avenue des Champs-Élysées. Tél. 817. 20-41.</p> <p>ESPAGNOLES</p> <p>EL PICADOR, 80, bd Batignolles, 387-22-67. - Jusqu'à 100 couverts.</p> <p>INDIENNES</p> <p>VISHNOU, 31, r. Daubou, 287-56-54. P. Juss. SPÉCIALITÉ : EXQUISISSIMES INDEA, 10, r. Cdt-Biviers, P/dim. 339-46-40. SPÉCIALITÉ : TANDOORI. ASHOKA, 3, rue Dr-Jacquemaître-Clemenceau (19^e), T.I.I. 332-96-46. Cuisine du nord de l'Inde. Spécial. TANDOORI.</p> <p>INDO-PAKISTANAISES</p> <p>MAHARADJAH, 72, bd St-Germain (5^e), Fermé lundi. 354-22-67. Mo. Maubert-Mutualité.</p> <p>JUIVES</p> <p>PURCH-POL, pl. du Marché Sainte-Catherine (4^e), Tél. 277-40-15. Menu rapide midi : 48 F. Perceur d'œuf.</p>	<p>MAROCAINES</p> <p>ALISSA, 5, r. Ste-Beuve, 548-07-52. 20 h à 2 h. 20 F/dim. Juss. 72 F. Couscous. Pastilla. 348. à part 17 h.</p> <p>VIETNAMIENNES</p> <p>MEM 62, 64, rue Lauriston (16^e), 727-74-52. P/dim. Cuisines d'Asie. Grand choix de grillades.</p>
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Salons pour Déjeuners d'affaires et Banquets

LAFERDUSSE, 51, quai Gds-Angoulême, 235-98-04. De 2 à 20 couverts. | LE RUDE, 11, av. Gds-Armées, 500-13-21, P/dim. soir. Juss. 60 couv.

Ouvert après Minuit

ALSACE A PARIS - 222-55-36. 5, pl. St-André-des-Arts, 6^e P/mar. Grillade, Cigou, Foisson, GÂLON. Dégustation d'huîtres et coquillages.

AU PETIT RICHE, 35, r. La-Politesse, 770-98-50. Décor authentique 1880.

MOUTON DE PANURGE, 17, rue Chapon, 748-78-82. P.M.C. 100 F.

LE ZETTER, carref. Alsace, 540-43-43. T. les Jrs. Fruits de mer, fols gras. Bœuf d'hiver. Vina de Lotre.

TOUR D'ARGENT, 4, place Bapille (19^e), 344-32-13. Grillades, poissons.

WEXLER, 14, pl. Orléans, 522-35-28. Bon bœuf d'hiver, ses poissons.

ET DU TOURISME

Plaisirs de la table

Cuisines

MIET

340-05-753

BYSTRO DE LA CITRINE
Les nouveautés d'automne.
38 F 80

LE PETIT ZING
Cuisine de Paris

la boutique

La côte de bœuf

Jeux

échecs N° 953

UN ARGUMENT EN TROIS POINTS

(Memorial Ed. Lasker, New-York, 1901)
Blancs : ADORIAN
Noirs : TIESDALL
Gambit - D. Défense Tarrasch

1. e4 e5 2. f3 f6 3. d4 d5 4. c3 c6 5. f4 f5 6. g3 g6 7. h3 h6 8. g4 g5 9. f5 f6 10. e6 e7 11. d5 d6 12. c6 c7 13. b5 b6 14. a4 a5 15. a3 a4 16. a2 a3 17. a1 a2 18. a0 a1 19. a-1 a0 20. a-2 a-1 21. a-3 a-2 22. a-4 a-3 23. a-5 a-4 24. a-6 a-5 25. a-7 a-6 26. a-8 a-7 27. a-9 a-8 28. a-10 a-9 29. a-11 a-10 30. a-12 a-11 31. a-13 a-12 32. a-14 a-13 33. a-15 a-14 34. a-16 a-15 35. a-17 a-16 36. a-18 a-17 37. a-19 a-18 38. a-20 a-19 39. a-21 a-20 40. a-22 a-21 41. a-23 a-22 42. a-24 a-23 43. a-25 a-24 44. a-26 a-25 45. a-27 a-26 46. a-28 a-27 47. a-29 a-28 48. a-30 a-29 49. a-31 a-30 50. a-32 a-31 51. a-33 a-32 52. a-34 a-33 53. a-35 a-34 54. a-36 a-35 55. a-37 a-36 56. a-38 a-37 57. a-39 a-38 58. a-40 a-39 59. a-41 a-40 60. a-42 a-41 61. a-43 a-42 62. a-44 a-43 63. a-45 a-44 64. a-46 a-45 65. a-47 a-46 66. a-48 a-47 67. a-49 a-48 68. a-50 a-49 69. a-51 a-50 70. a-52 a-51 71. a-53 a-52 72. a-54 a-53 73. a-55 a-54 74. a-56 a-55 75. a-57 a-56 76. a-58 a-57 77. a-59 a-58 78. a-60 a-59 79. a-61 a-60 80. a-62 a-61 81. a-63 a-62 82. a-64 a-63 83. a-65 a-64 84. a-66 a-65 85. a-67 a-66 86. a-68 a-67 87. a-69 a-68 88. a-70 a-69 89. a-71 a-70 90. a-72 a-71 91. a-73 a-72 92. a-74 a-73 93. a-75 a-74 94. a-76 a-75 95. a-77 a-76 96. a-78 a-77 97. a-79 a-78 98. a-80 a-79 99. a-81 a-80 100. a-82 a-81 101. a-83 a-82 102. a-84 a-83 103. a-85 a-84 104. a-86 a-85 105. a-87 a-86 106. a-88 a-87 107. a-89 a-88 108. a-90 a-89 109. a-91 a-90 110. a-92 a-91 111. a-93 a-92 112. a-94 a-93 113. a-95 a-94 114. a-96 a-95 115. a-97 a-96 116. a-98 a-97 117. a-99 a-98 118. a-100 a-99 119. a-101 a-100 120. a-102 a-101 121. a-103 a-102 122. a-104 a-103 123. a-105 a-104 124. a-106 a-105 125. a-107 a-106 126. a-108 a-107 127. a-109 a-108 128. a-110 a-109 129. a-111 a-110 130. a-112 a-111 131. a-113 a-112 132. a-114 a-113 133. a-115 a-114 134. a-116 a-115 135. a-117 a-116 136. a-118 a-117 137. a-119 a-118 138. a-120 a-119 139. a-121 a-120 140. a-122 a-121 141. a-123 a-122 142. a-124 a-123 143. a-125 a-124 144. a-126 a-125 145. a-127 a-126 146. a-128 a-127 147. a-129 a-128 148. a-130 a-129 149. a-131 a-130 150. a-132 a-131 151. a-133 a-132 152. a-134 a-133 153. a-135 a-134 154. a-136 a-135 155. a-137 a-136 156. a-138 a-137 157. a-139 a-138 158. a-140 a-139 159. a-141 a-140 160. a-142 a-141 161. a-143 a-142 162. a-144 a-143 163. a-145 a-144 164. a-146 a-145 165. a-147 a-146 166. a-148 a-147 167. a-149 a-148 168. a-150 a-149 169. a-151 a-150 170. a-152 a-151 171. a-153 a-152 172. a-154 a-153 173. a-155 a-154 174. a-156 a-155 175. a-157 a-156 176. a-158 a-157 177. a-159 a-158 178. a-160 a-159 179. a-161 a-160 180. a-162 a-161 181. a-163 a-162 182. a-164 a-163 183. a-165 a-164 184. a-166 a-165 185. a-167 a-166 186. a-168 a-167 187. a-169 a-168 188. a-170 a-169 189. a-171 a-170 190. a-172 a-171 191. a-173 a-172 192. a-174 a-173 193. a-175 a-174 194. a-176 a-175 195. a-177 a-176 196. a-178 a-177 197. a-179 a-178 198. a-180 a-179 199. a-181 a-180 200. a-182 a-181 201. a-183 a-182 202. a-184 a-183 203. a-185 a-184 204. a-186 a-185 205. a-187 a-186 206. a-188 a-187 207. a-189 a-188 208. a-190 a-189 209. a-191 a-190 210. a-192 a-191 211. a-193 a-192 212. a-194 a-193 213. a-195 a-194 214. a-196 a-195 215. a-197 a-196 216. a-198 a-197 217. a-199 a-198 218. a-200 a-199 219. a-201 a-200 220. a-202 a-201 221. a-203 a-202 222. a-204 a-203 223. a-205 a-204 224. a-206 a-205 225. a-207 a-206 226. a-208 a-207 227. a-209 a-208 228. a-210 a-209 229. a-211 a-210 230. a-212 a-211 231. a-213 a-212 232. a-214 a-213 233. a-215 a-214 234. a-216 a-215 235. a-217 a-216 236. a-218 a-217 237. a-219 a-218 238. a-220 a-219 239. a-221 a-220 240. a-222 a-221 241. a-223 a-222 242. a-224 a-223 243. a-225 a-224 244. a-226 a-225 245. a-227 a-226 246. a-228 a-227 247. a-229 a-228 248. a-230 a-229 249. a-231 a-230 250. a-232 a-231 251. a-233 a-232 252. a-234 a-233 253. a-235 a-234 254. a-236 a-235 255. a-237 a-236 256. a-238 a-237 257. a-239 a-238 258. a-240 a-239 259. a-241 a-240 260. a-242 a-241 261. a-243 a-242 262. a-244 a-243 263. a-245 a-244 264. a-246 a-245 265. a-247 a-246 266. a-248 a-247 267. a-249 a-248 268. a-250 a-249 269. a-251 a-250 270. a-252 a-251 271. a-253 a-252 272. a-254 a-253 273. a-255 a-254 274. a-256 a-255 275. a-257 a-256 276. a-258 a-257 277. a-259 a-258 278. a-260 a-259 279. a-261 a-260 280. a-262 a-261 281. a-263 a-262 282. a-264 a-263 283. a-265 a-264 284. a-266 a-265 285. a-267 a-266 286. a-268 a-267 287. a-269 a-268 288. a-270 a-269 289. a-271 a-270 290. a-272 a-271 291. a-273 a-272 292. a-274 a-273 293. a-275 a-274 294. a-276 a-275 295. a-277 a-276 296. a-278 a-277 297. a-279 a-278 298. a-280 a-279 299. a-281 a-280 300. a-282 a-281 301. a-283 a-282 302. a-284 a-283 303. a-285 a-284 304. a-286 a-285 305. a-287 a-286 306. a-288 a-287 307. a-289 a-288 308. a-290 a-289 309. a-291 a-290 310. a-292 a-291 311. a-293 a-292 312. a-294 a-293 313. a-295 a-294 314. a-296 a-295 315. a-297 a-296 316. a-298 a-297 317. a-299 a-298 318. a-300 a-299 319. a-301 a-300 320. a-302 a-301 321. a-303 a-302 322. a-304 a-303 323. a-305 a-304 324. a-306 a-305 325. a-307 a-306 326. a-308 a-307 327. a-309 a-308 328. a-310 a-309 329. a-311 a-310 330. a-312 a-311 331. a-313 a-312 332. a-314 a-313 333. a-315 a-314 334. a-316 a-315 335. a-317 a-316 336. a-318 a-317 337. a-319 a-318 338. a-320 a-319 339. a-321 a-320 340. a-322 a-321 341. a-323 a-322 342. a-324 a-323 343. a-325 a-324 344. a-326 a-325 345. a-327 a-326 346. a-328 a-327 347. a-329 a-328 348. a-330 a-329 349. a-331 a-330 350. a-332 a-331 351. a-333 a-332 352. a-334 a-333 353. a-335 a-334 354. a-336 a-335 355. a-337 a-336 356. a-338 a-337 357. a-339 a-338 358. a-340 a-339 359. a-341 a-340 360. a-342 a-341 361. a-343 a-342 362. a-344 a-343 363. a-345 a-344 364. a-346 a-345 365. a-347 a-346 366. a-348 a-347 367. a-349 a-348 368. a-350 a-349 369. a-351 a-350 370. a-352 a-351 371. a-353 a-352 372. a-354 a-353 373. a-355 a-354 374. a-356 a-355 375. a-357 a-356 376. a-358 a-357 377. a-359 a-358 378. a-360 a-359 379. a-361 a-360 380. a-362 a-361 381. a-363 a-362 382. a-364 a-363 383. a-365 a-364 384. a-366 a-365 385. a-367 a-366 386. a-368 a-367 387. a-369 a-368 388. a-370 a-369 389. a-371 a-370 390. a-372 a-371 391. a-373 a-372 392. a-374 a-373 393. a-375 a-374 394. a-376 a-375 395. a-377 a-376 396. a-378 a-377 397. a-379 a-378 398. a-380 a-379 399. a-381 a-380 400. a-382 a-381 401. a-383 a-382 402. a-384 a-383 403. a-385 a-384 404. a-386 a-385 405. a-387 a-386 406. a-388 a-387 407. a-389 a-388 408. a-390 a-389 409. a-391 a-390 410. a-392 a-391 411. a-393 a-392 412. a-394 a-393 413. a-395 a-394 414. a-396 a-395 415. a-397 a-396 416. a-398 a-397 417. a-399 a-398 418. a-400 a-399 419. a-401 a-400 420. a-402 a-401 421. a-403 a-402 422. a-404 a-403 423. a-405 a-404 424. a-406 a-405 425. a-407 a-406 426. a-408 a-407 427. a-409 a-408 428. a-410 a-409 429. a-411 a-410 430. a-412 a-411 431. a-413 a-412 432. a-414 a-413 433. a-415 a-414 434. a-416 a-415 435. a-417 a-416 436. a-418 a-417 437. a-419 a-418 438. a-420 a-419 439. a-421 a-420 440. a-422 a-421 441. a-423 a-422 442. a-424 a-423 443. a-425 a-424 444. a-426 a-425 445. a-427 a-426 446. a-428 a-427 447. a-429 a-428 448. a-430 a-429 449. a-431 a-430 450. a-432 a-431 451. a-433 a-432 452. a-434 a-433 453. a-435 a-434 454. a-436 a-435 455. a-437 a-436 456. a-438 a-437 457. a-439 a-438 458. a-440 a-439 459. a-441 a-440 460. a-442 a-441 461. a-443 a-442 462. a-444 a-443 463. a-445 a-444 464. a-446 a-445 465. a-447 a-446 466. a-448 a-447 467. a-449 a-448 468. a-450 a-449 469. a-451 a-450 470. a-452 a-451 471. a-453 a-452 472. a-454 a-453 473. a-455 a-454 474. a-456 a-455 475. a-457 a-456 476. a-458 a-457 477. a-459 a-458 478. a-460 a-459 479. a-461 a-460 480. a-462 a-461 481. a-463 a-462 482. a-464 a-463 483. a-465 a-464 484. a-466 a-465 485. a-467 a-466 486. a-468 a-467 487. a-469 a-468 488. a-470 a-469 489. a-471 a-470 490. a-472 a-471 491. a-473 a-472 492. a-474 a-473 493. a-475 a-474 494. a-476 a-475 495. a-477 a-476 496. a-478 a-477 497. a-479 a-478 498. a-480 a-479 499. a-481 a-480 500. a-482 a-481 501. a-483 a-482 502. a-484 a-483 503. a-485 a-484 504. a-486 a-485 505. a-487 a-486 506. a-488 a-487 507. a-489 a-488 508. a-490 a-489 509. a-491 a-490 510. a-492 a-491 511. a-493 a-492 512. a-494 a-493 513. a-495 a-494 514. a-496 a-495 515. a-497 a-496 516. a-498 a-497 517. a-499 a-498 518. a-500 a-499 519. a-501 a-500 520. a-502 a-501 521. a-503 a-502 522. a-504 a-503 523. a-505 a-504 524. a-506 a-505 525. a-507 a-506 526. a-508 a-507 527. a-509 a-508 528. a-510 a-509 529. a-511 a-510 530. a-512 a-511 531. a-513 a-512 532. a-514 a-513 533. a-515 a-514 534. a-516 a-515 535. a-517 a-516 536. a-518 a-517 537. a-519 a-518 538. a-520 a-519 539. a-521 a-520 540. a-522 a-521 541. a-523 a-522 542. a-524 a-523 543. a-525 a-524 544. a-526 a-525 545. a-527 a-526 546. a-528 a-527 547. a-529 a-528 548. a-530 a-529 549. a-531 a-530 550. a-532 a-531 551. a-533 a-532 552. a-534 a-533 553. a-535 a-534 554. a-536 a-535 555. a-537 a-536 556. a-538 a-537 557. a-539 a-538 558. a-540 a-539 559. a-541 a-540 560. a-542 a-541 561. a-543 a-542 562. a-544 a-543 563. a-545 a-544 564. a-546 a-545 565. a-547 a-546 566. a-548 a-547 567. a-549 a-548 568. a-550 a-549 569. a-551 a-550 570. a-552 a-551 571. a-553 a-552 572. a-554 a-553 573. a-555 a-554 574. a-556 a-555 575. a-557 a-556 576. a-558 a-557 577. a-559 a-558 578. a-560 a-559 579. a-561 a-560 580. a-562 a-561 581. a-563 a-562 582. a-564 a-563 583. a-565 a-564 584. a-566 a-565 585. a-567 a-566 586. a-568 a-567 587. a-569 a-568 588. a-570 a-569 589. a-571 a-570 590. a-572 a-571 591. a-573 a-572 592. a-574 a-573 593. a-575 a-574 594. a-576 a-575 595. a-577 a-576 596. a-578 a-577 597. a-579 a-578 598. a-580 a-579 599. a-581 a-580 600. a-582 a-581 601. a-583 a-582 602. a-584 a-583 603. a-585 a-584 604. a-586 a-585 605. a-587 a-586 606. a-588 a-587 607. a-589 a-588 608. a-590 a-589 609. a-591 a-590 610. a-592 a-591 611. a-593 a-592 612. a-594 a-593 613. a-595 a-594 614. a-596 a-595 615. a-597 a-596 616. a-598 a-597 617. a-599 a-598 618. a-600 a-599 619. a-601 a-600 620. a-602 a-601 621. a-603 a-602 622. a-604 a-603 623. a-605 a-604 624. a-606 a-605 625. a-607 a-606 626. a-608 a-607 627. a-609 a-608 628. a-610 a-609 629. a-611 a-610 630. a-612 a-611 631. a-613 a-612 632. a-614 a-613 633. a-615 a-614 634. a-616 a-615 635. a-617 a-616 636. a-618 a-617 637. a-619 a-618 638. a-620 a-619 639. a-621 a-620 640. a-622 a-621 641. a-623 a-622 642. a-624 a-623 643. a-625 a-624 644. a-626 a-625 645. a-627 a-626 646. a-628 a-627 647. a-629 a-628 648. a-630 a-629 649. a-631 a-630 650. a-632 a-631 651. a-633 a-632 652. a-634 a-633 653. a-635 a-634 654. a-636 a-635 655. a-637 a-636 656. a-638 a-637 657. a-639 a-638 658. a-640 a-639 659. a-641 a-640 660. a-642 a-641 661. a-643 a-642 662. a-644 a-643 663. a-645 a-644 664. a-646 a-645 665. a-647 a-646 666. a-648 a-647 667. a-649 a-648 668. a-650 a-649 669. a-651 a-650 670. a-652 a-651 671. a-653 a-652 672. a-654 a-653 673. a-655 a-654 674. a-656 a-655 675. a-657 a-656 676. a-658 a-657 677. a-659 a-658 678. a-660 a-659 679. a-661 a-660 680. a-662 a-661 681. a-663 a-662 682. a-664 a-663 683. a-665 a-664 684. a-666 a-665 685. a-667 a-666 686. a-668 a-667 687. a-669 a-668 688. a-670 a-669 689. a-671 a-670 690. a-672 a-671 691. a-673 a-672 692. a-674 a-673 693. a-675 a-674 694. a-676 a-675 695. a-677 a-676 696. a-678 a-677 697. a-679 a-678 698. a-680 a-679 699. a-681 a-680 700. a-682 a-681 701. a-683 a-682 702. a-684 a-683 703. a-685 a-684 704. a-686 a-685 705. a-687 a-686 706. a-688 a-687 707. a-689 a-688 708. a-690 a-689 709. a-691 a-690 710. a-692 a-691 711. a-693 a-692 712. a-694 a-693 713. a-695 a-694 714. a-696 a-695 715. a-697 a-696 716. a-698 a-697 717. a-699 a-698 718. a-700 a-699 719. a-701 a-700 720. a-702 a-701 721. a-703 a-702 722. a-704 a-703 723. a-705 a-704 724. a-706 a-705 725. a-707 a-706 726. a-708 a-707 727. a-709 a-708 728. a-710 a-709 729. a-711 a-710 730. a-712 a-711 731. a-713 a-712 732. a-714 a-713 733. a-715 a-714 734. a-716 a-715 735. a-717 a-716 736. a-718 a-717 737. a-719 a-718 738. a-720 a-719 739. a-721 a-720 740. a-722 a-721 741. a-723 a-722 742. a-724 a-723 743. a-725 a-724 744. a-726 a-725 745. a-727 a-726 746. a-728 a-727 747. a-729 a-728 748. a-730 a-729 749. a-731 a-730 750. a-732 a-731 751. a-733 a-732 752. a-734 a-733 753. a-735 a-734 754. a-736 a-735 755. a-737 a-736 756. a-738 a-737 757. a-739 a-738 758. a-740 a-739 759. a-741 a-740 760. a-742 a-741 761. a-743 a-742 762. a-744 a-743 763. a-745 a-744 764. a-746 a-745 765. a-747 a-746 766. a-748 a-747 767. a-749 a-748 768. a-750 a-749 769. a-751 a-750 770. a-752 a-751 771. a-753 a-752 772. a-754 a-753 773. a-755 a-754 774. a-756 a-755 775. a-757 a-756 776. a-758 a-757 777. a-759 a-758 778. a-760 a-759 779. a-761 a-760 780. a-762 a-761 781. a-763 a-762 782. a-764 a-763 783. a-765 a-764 784. a-766 a-765 785. a-767 a-766 786. a-768 a-767 787. a-769 a-768 788. a-770 a-769 789. a-771 a-770 790. a-772 a-771 791. a-773 a-772 792. a-774 a-773 793. a-775 a-774 794. a-776 a-775 795. a-777 a-776 796. a-778 a-777 797. a-779 a-778 798. a-780 a-779 799. a-781 a-780 800. a-782 a-781 801. a-783 a-782 802. a-784 a-783 803. a-785 a-784 804. a-786 a-785 805. a-787 a-786 806. a-788 a-787 807. a-789 a-788 808. a-790 a-789 809. a-791 a-790 810. a-792 a-791 811. a-793 a-792 812. a-794 a-793 813. a-795 a-794 814. a-796 a-795 815. a-797 a-796 816. a-798 a-797 817. a-799 a-798 818. a-800 a-799 819. a-801 a-800 820. a-802 a-801 821. a-803 a-802 822. a-804 a-803 823. a-805 a-804 824. a-806 a-805 825. a-807 a-806 826. a-808 a-807 827. a-809 a-808 828. a-810 a-809 829. a-811 a-810 830. a-812 a-811 831. a-813 a-8

MARIGNY
Ce soir vendredi première

FRANÇOIS PÉRIER
ROMAN POLANSKI

amadeus

de PETER SHAFFER
Texte français : POL QUENTIN
Décors et costumes : ANTHONY POWELL

Mise en scène : ROMAN POLANSKI

GEORGES ATLAS - RAYMOND BAILLET
MARC DUDICOURT
CUIY KERNER - NAËL KEROVAS
JACQUES MAURY - GEORGES MONTILLIER
BERNARD MUSSON - JEAN-PIERRE RAMBAL
SONIA VOLLEREAUX

LOCATION OUVERTE

U.G.C. Champs-Élysées, v.o. - U.G.C. ODÉON, v.o. - MAGIC
CONVENTION, v.o. - MONT-PARNASSE BIENVUE, v.f.
U.G.C. CAMÉO, v.f. - MISTRAL, v.f.

"La meilleure comédie de l'année" Pariscope
"Une overdose de rire" 7 à Paris
"Un immense plaisir" Téléstar

Arthur

Une comédie
des 10 meilleurs
films de l'année
par la critique
Américaine

CLAUDE MONTY - UZA MINNELI - JOHN GIELGUD

PUBLICIS CHAMPS-ÉLYSÉES, v.o. - PARAMOUNT ODÉON, v.o. -
PARAMOUNT MONT-PARNASSE, v.o. - GAUMONT LES HALLES, v.o.
STUDIO MÉDICIS, v.o. - PARAMOUNT MAILLOT, v.f. - PARAMOUNT
OPERA - PARAMOUNT MONT-PARNASSE, v.f. - PARAMOUNT
MONTMARTRE, v.f. - PARAMOUNT ORLÉANS, v.f. - CYRANO
VERSAILLES

Un chef-d'œuvre (Le Figaro)
Prodigieux (Le Matin)
Une œuvre importante (France-Soir)
L'effet de choc (L'express)
Admirable (Nouvel Observateur)
Un film vertigineux (Nouvelles Littéraires)
À voir absolument (Le Point)

LE PRINCE DE NEW YORK

Produit par ROBERT ALTMAN
Scénario de ROBERT ALTMAN et ROBERT HARRIS
Distribué par ROBERT ALTMAN et ROBERT HARRIS

21 - 31 JANVIER
BROCANTE
de
PARIS
160 antiquaires
et brocanteurs
Porte
Champerret

THEATRE NATIONAL
DE L'OPERA DE PARIS

Lundi 25 janvier à 18 h.

Conférence autour de
« **LOHENGRIN** »
par Claude SAMUEL

PALAIS GARNIER
Grande salle
Entrée libre

22 JANVIER
GAVEAU 18 h 15

ERATO
LODEON

NOUVEL AN
CHINOIS
Dance du Lion
SPECTACLE GRATUIT

LUNDI 25 JANVIER A 11 H
devant
6, RUE DE LA PÉPINIÈRE 8°
organisé par le restaurant
CHINA TOWN (Tél. 622-86-90)

OPERA
PALAIS GARNIER
LUNDI 25 JANVIER
A 20H
RÉCITAL
THEO
ADAM
piano : JÖRG DEMUS

PLACES : 10 A 150 F
LA LOCATION EST OUVERTE
TOUTS LES JOURS DE 11H A 18H30

CHAILOTT
THEATRE
NATIONAL

Débat public sur
TOMBEAU POUR
CINQ CENT MILLE
SOLDATS
d'après le livre de Pierre GUYOTAT
(éditions Gallimard)
mise en scène d'Antoine Vitez
Grand Foyer
dimanche 24 janvier à 17 h 15

CONCERT
Ensemble Musique Vivante
Musiques choisies par Z. Krausz
Théâtre Garnier
lundi 25 janvier à 20 h 30

Chaque semaine
dans le Monde Dimanche
UNE PAGE
L'ACTUALITÉ DU DISQUE
Classique - Jazz - Rock - Variétés

JEAN-LUC BIDEAU EST UN COCHON

dans
« **STRATEGIE**
POUR 2 JAMBONS »
de Raymond Cousse

Mise en scène Marcela Bideau

dès le 26 janvier
à 22h
à l'**ESPACE-GAITE**
Promotion : STARMEDIA

35, rue de la Gaîté 75014 Paris Tél. : 327.95.94

SPECTACLES

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
- **LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES** -
704.70.20 (lignes groupées)
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Vendredi 22 janvier 1982

théâtres

LES SPECTACLES
NOUVEAUX

PROTÉE, Emman (278-46-42),
SPAGHETTI BOLOGNESE, Saint-
Denis, théâtre Gérard-Philipe
(243-00-59), 20 h 30.
L'ORAGE, Artistic-Athénée (355-
27-10), 20 h 30.
LA PATTEMOUILLE, Michodière
(742-95-22), 20 h 30.
UN JETÉ ET DEUX BOUCLES,
Comédie (277-41-40), 20 h 30.
AMADEUS, Marigny (256-04-41),
20 h 30.

Les salles subventionnées

Comédie-Française (206-10-20), 20 h 30 :
Le Drame chez Maxim.
Chaillet (277-81-15), 20 h 30 : Tombeau
pour 500 000 soldats ; salle Gémier,
20 h 30 : Le Songe d'une nuit d'été ;
Grand foyer, 18 h 15 : Entrées avec
M. Sidi Hamadi.
Odéon (325-70-32), 20 h 30 : Le Palais de
justice.
Petit Odéon (325-70-32), 18 h 30 : Dorsal
et moi ; 21 h 30 : Le Nœud de Ramona.
Téa (797-96-06), 20 h 30 : Le Grand Mé-
gic Circus (le Bourgeois gentilhomme).
Petit Tép (797-96-06), 20 h 30 : Marion-
nette Richard Bruchmann.
Centre Pompidou (277-12-33), Théâtre,
20 h 30 : El Joglar olympic man.
Carre Silvia Mounfort (531-28-34),
20 h 30 : Le jeune ballet classique.
Théâtre de la Ville (274-22-77), 18 h 30 :
Beaux Arts Trio, 20 h 30 : Quoi qu'on
fasse, on casse.
Théâtre musical de Paris (261-19-83),
20 h 30 : Ballets français (Hos-
mann à Dischinger).

Les autres salles

Antoine (208-77-71), 20 h 30 : Potiche.
Ardor (606-49-34), 21 h : Le Nœud.
Bouffes du Nord (235-34-50), 20 h 30 : La
Tragédie de Carmen.
Bouffes parisiens (296-97-03), 21 h : Die-
le d'homme.
Carnegie (308-39-74), 20 h 30 : Les
20 h 30 : Ecrits contre la Commune.
Théâtre du Soleil (374-24-86), 18 h 30 :
Richard II ; Théâtre de la Tempête
(328-36-36), 20 h 30 : L'Étranger dans la
maison.
Cité Internationale (589-38-69), Galerie,
20 h 30 : La Religieuse ; Grand Théâtre,
20 h 30 : Le Divin Comte ; Res-
sac, 20 h 30 : Ce titre, tu ne le sais pas.
Comédie Caennaise (742-43-41), 21 h :
Reviens dormir à l'église.
Comédie des Champs-Élysées (720-
06-24), 20 h 45 : Le Jardin d'Épinoie.
Comédie Italienne (321-22-22), 20 h 30 : La
Servante amoureuse.
Comédie de Paris (281-00-11), 20 h 30 : Le
Château d'opéra.
Dames (261-69-14), 21 h : La vie est trop
courte.
Dix Perles (361-49-92), 20 h 30 : Les
Femmes Confidantes.
Espace Marais (271-10-19), le Minus-
théâtre ; 22 h 30 : Motus et Paillasson.
Fondation Desjardins de la Mouslin
(261-42-16), 20 h 30 : Vin et mort du roi
boiteux.
Festaine (874-74-40), 20 h 30 : Les Trois
Jours.
Gai Montparnasse (322-16-18), 20 h 15 :
Ça fait mal quand je touche ; 22 h : En-
ce que les fous jouent-ils ?
Grand Théâtre Montparnasse (233-80-78), Di-
alogues d'immigrés.
Huchette (326-39-99), 20 h 30 : La Can-
traine chauve ; 21 h 15 : Le Lapon.
La Bruyère (874-76-99), 21 h : Le Divan.
Laurénaire (544-75-34), Théâtre Noir,
18 h 30 : Yerma ; 22 h 15 : Elle lui dirait
dans l'île ; Théâtre Rouge, 18 h 30 : Don
Quichotte ; 20 h 30 : Mlone ; 22 h 15 : Le
Combat de la Monnaie ; Petite salle,
18 h 30 : Paroles françaises.
Madelaine (265-07-09), 20 h 45 : Du vent
dans les branches de masques.
Maison des Américains (366-42-17),
20 h 30 : Arctique.
Marie Stuart (508-17-80), 20 h 30 : L'Es-
prit des châteaux ; 22 h 15 : Pourquoi la robe
d'Anne ne vent pas redécouvrir ?
Marigny, salle Gabriel (225-20-74), 21 h :
Le Garçon d'appartement.

LES SPECTACLES

Mathurins (265-90-00), 18 h 30 : Le Grain
de sable ; 21 h : Jacques et son maître.
Michel (265-35-02), 21 h 15 : On dit en
il.
Montparnasse (320-89-90), 21 h : Tradi-
tion ; petite salle, 20 h 30 : Les Archi-
vistes.
Nouveautés (770-52-76), 21 h : Ferme les
yeux et pense à l'Angelique.
Œuvre (874-42-52), 20 h 30 : Ordis-
chaus.
Palais-Royal (297-59-81), 20 h 45 : Pau-
vre France.
Petit Forum (297-53-47), 20 h 30 : Toute
bonne tuc.
Piscine (320-00-06), 20 h 45 : Prius et
Sœur.
Pêche (344-50-21), 21 h : Baron barons.
Roquette (805-71-51), Petite salle,
20 h 30 : Il faut s'en aller.
Saint-Georges (878-63-47), 20 h 45 : Le
Châliant.
Studio des Champs-Élysées (723-35-10),
20 h 45 : Le Cour sur le toit.
Studio Fortin, 21 h : Touche pas à ma
casquette.
Théâtre d'Edgar (322-11-02), 20 h 30 :
Vampyre en possession ; 22 h : Nous ne
fais pas ça on nous dit de faire ; 23 h 15 :
Vinci avait raison.
Théâtre en rond (387-88-14), 20 h 30 :
Méli-mélomanie.
Théâtre de l'Épicerie, (271-51-00),
20 h : Ecritures I.
Théâtre du Marais (278-03-53), 20 h 30 :
Henri IV.
Théâtre Noir (797-85-15), 20 h 30 : Les
Joies de la vie ? Paroles Montparnasse.
Théâtre de Paris (633-08-80), 20 h 30 :
Écoute le vent sur la lande.
Théâtre Présent (203-02-53), 20 h 30 : Le
Grand Bilan, II, 21 h : Alma.
Théâtre Quatre-Cent-Cinquante
(633-01-21), 20 h 30 : Christophe Co-
lomb.
Théâtre du Rond-Point (256-70-80),
20 h 30 : L'Amour de l'Amour ; petite
salle, 20 h 30 : Virginia.
Théâtre 18 (226-47-47), 22 h : Gaspard.
Tristan-Bernard (522-08-40), 21 h : Une
jeune femme.
Variétés (233-09-42), 20 h 30 : Chéri.
Le music-hall

Boléro (322-74-84), 20 h 45 : P. Font et
P. Val ; Rion-Pouchain.
Espérance (277-95-94), 20 h 15 : M. Be-
nin ; 22 h : G. Pichon chante G. Coust.
Festaine (874-74-40), 22 h : La-
combe-Anselin.
Gymnase (208-77-71), 21 h : Le Grand Or-
chestre de l'Épicerie.
Lacourrière (544-57-34), 21 h : Manolo Mo-
reno.
Olympie (742-35-49), 21 h : Renaud.
Odeon Night (296-63-56), 20 h 30 : Les
Les show.
Palais des Glaces (607-49-93), grande
salle (20 h 30) : Les Étoiles.
Palais des Sports (828-00-90), 20 h 30 :
France Gall.
Pochette (261-42-53), 20 h 45 : Alex Mé-
tayer.
La Taverne (566-94-23), 20 h 45 : Philippe
Borhant ; 22 h 30 : B. Ruiz.
Théâtre de la Plaine (250-15-65), 20 h 30 :
Ensemble Karumata.
Trocadero de Buenos Aires (260-44-41),
21 h : R. Calderella, Jacinta.

Les concerts

Salle Pleyel, 20 h 30 : Trio R. Pasquier,
R. Fédor, J.-C. Pommier, R. M. Lan-
dry, D. Baldwin, M. Beroff (Debussy,
Poulenc, Ravel).
Salle Gaveau, 18 h 15 : F. Leduc, D. Ho-
wer (Debussy, Ravel).
Salle Cortot, 20 h 45 : O. Pietsch, C. Chazet
(Britten, Haydn, De Falla, Rodrigo).
Radio-France, Auditorium 106 : 18 h 30 :
M. Faguer, H. Sola (Miles, Sor) ;
Auditorium 105 : 20 h 30 : Jeunes com-
positeurs et interprètes du Conservatoire.
FIAP, 20 h 30 : C. Cheret, L. Lamus (Bar-
tók, Hindemith, Prokofiev).
Eglise Saint-Théodore-d'Aquin, 20 h 45 : A.
Bedois, N. Anouso (Monteverdi).
Sorbonne, Amphithéâtre, 12 h 30 : J.-Y.
Thibault (Schumann, Ravel).
Maison des Américains, 20 h 30 : G. et C. An-
drian, M. Gulkovsky (Liszt, Chopin).
Eglise Saint-Germain-des-Près, 20 h 30 :
Nouvel orchestre philharmonique de
Radio-France, dir. U. Segal ; Chœurs de
Radio-France, dir. J. Joumann (Mendels-
sohn).
Jazz, pop, rock, folk
Bollinger (273-87-82), 21 h : M. Wander,
L. Fuentes, G. Nemeth.
Cercle de la Huchette (326-65-05),
21 h 30 : D. Dorzi, Z. Zand.
Crocus d'Or (303-47-59), 21 h : Jacques
Higelin.
Crypte Solato-Agala, (296-88-32), 21 h :
Sidi.
Dunlop (584-72-00), 20 h 30 : B. Tocana,
J.-P. Thirault, L. Cugny, M. Saulnier.
L'Écomie (542-71-16), 20 h 30 : Parica.
Festine (271-33-41), 22 h 30 : Trio R. Ur-
trep.
Globe (700-78-88), 22 h : Tarpenline.
Jazz Unité (776-44-36), 21 h 30 : E. Wil-
kins.
Maison Musicale (238-05-71), 21 h : Sak.
New Meeting (523-51-41), 21 h : Eddie
Moore Quartet ; M. White.
Petit Journal (326-28-59), 21 h 30 : Soul
quartet.
Petit Opéra (256-01-36), 23 h : D. Phi-
rely, P. Allard, D. Lussac, E. Derivis.
Slow Club (233-84-30), 21 h 30 : C. Luter.

En région parisienne

Aubervilliers, Théâtre de la Commune
(833-16-16), 20 h 30 : Sina.
Boulogne, T.B.E. (603-60-44), 20 h 30 :
Thérèse Raquin.
Boulogne-Bellou, C.A.E. (663-76-96), 21 h :
Les grands ballets d'Afrique noire.
Choisy-le-Roi, Théâtre P.-Eluard
(890-89-79), 21 h : Ballet-théâtre de
Vaucou.
Cléry, A.R.C. (270-03-18), 20 h 30 : le Bel
Indifférent ; la Paix chez soi ; le Fantôme
de Marseille.
Évry-Montesson, Théâtre (642-
70-91), 21 h : Oul.
Lavallois, M.J.C. (737-44-98), 21 h : les Co-
gites du cabaret.
Meudon, Centre P.-Baillet (920-57-04),
21 h : le Four solitaire.
Meudon, C.C.M. (626-41-20), 20 h 30 :
Night Club.
Neaumesnil, Théâtre des Américains
(721-18-81), 21 h : la Chambre d'écho.
Neaumesnil, Dépot-vent (637-31-87), 21 h :
les Alligateurs.
Neaumesnil, Théâtre G.-Philippe
(304-15-07), 21 h : Jacques Villard.
Sartroville, Théâtre (914-23-68), 21 h :
A. Ionatos.
Versailles, Théâtre Montancier (950-
71-18), 21 h : Domini.
La Vierge, C.A.I. (976-32-75), 21 h Boris
Supervin.
Villiers-sur-Seine, C.A.C. (462-49-97), 21 h : le
Folion.

La danse

American Center (321-42-20), 21 h :
M. Moretto.
Asile de l'Odéon-Vingts (307-98-97),
21 h : L. Mankin.
Centre amadeus (589-01-60), 20 h 45 :
Raga, danse-théâtre masqué.
C.S.P. (343-19-01), 20 h 45 : Création.
Danse de la Ville (274-22-77), 18 h 30 :
Théâtre de Paris (280-09-30), 20 h 30 :
l'Ensemble du Pécin.
Théâtre 18 (226-47-47), 20 h : Lolita.

Les comédies musicales

Porte Saint-Martin (607-37-53),
20 h 30 : Violettes impériales.

Les cafés-théâtres

An Bec fin (296-29-35), 20 h 15 : Tobi Ba-
hut ; 21 h 30 : le Président ; 22 h 45 : Des
bigoudis à l'intérieur de la tête.
Blanc-Manteaux (887-15-84),
20 h 15 : Arouh & M.C. ; 21 h 30 : les
Démons de Lénine ; 22 h 30 : Des bulles
dans l'océan ; 23 h 15 : Jeanne Ri-
bochon arrive ; 21 h 30 : Qui a tué Betty
Grundy ?
Café d'Edgar (322-41-02), L, 20 h 30 :
Tien, voilà deux bouillottes ; 21 h 45 :
Mangoues d'homme ; 23 h 15 : Demain,
l'ennemi le noir. - II, 21 h 45 : C'était ça
ou le chantage.
Café de la Gare (278-52-51), 20 h 15 :
Qu'est-ce qu'il y a dedans ? ; 22 h 15 : Le
Casseur d'ombre.
Comédie (277-41-40), 22 h 30 : Sur les
traces de D. Reinhardt.
Coupe-Chou (272-01-73), 20 h 30 : le Petit
Prince ; 22 h : Feydeau-Courtois-
Lalonde.
La Petite Casse (278-36-50), 21 h :
Doubly... be good ; 22 h 15 : T'es pas vu
mes bananes ?
Palais Virgile (278-67-03), 20 h 15 : Ça
s'agit ; 21 h 30 : De retour sur les bords ;
22 h 30 : les Chocottes.
La Soupe (278-27-54), 18 h 30 : le Mur
mort ; 21 h 30 : C. Régner.
Spectacle Saint-Martin (208-21-93),
20 h 30 : 22 h : Papy fait de la réa-
lisme.
Le Tintamarre (887-33-82), 19 h : C. Epé-
nal, D. Bourdon ; 20 h 30 : Phédo ; 22 h :
Annonces matrimoniales.
Théâtre de Dix-Heures (606-07-48),
20 h 15 : Connaissez-vous cet esci-
meur ? ; 21 h 30 : Il en est... de la police ;
22 h 30 : Telenov.
Vingt-deuxième heure (439-36-59), 21 h :
Théophile ; 22 h : R. Crowl.

Les chansonniers

Cercle de la République (278-44-45),
21 h : Achard-François.
Dix-Neuf (606-10-26), 21 h : C'est pas
tout rose.

MERCREDI

DERNIER
CAPRICE
un film d'OSU



du 13 au 31 janvier
SCARFACE ENSEMBLE
ANTOINE & CLEOPATRE
tragédie musicale d'après
SHAKESPEARE

MAISON DES ARTS
ANDRÉ MALRAUX - CRÉTEIL
TEL. 699.94.50

cinémas

cinémas

DOU CAMILO

RADIO-TÉLÉVISION

Après la publication des décrets sur les radios privées

M. Georges Fillioud, ministre de la communication a installé jeudi 21 janvier la commission chargée d'attribuer les dérogations au monopole de la radio et qui doit maintenant étudier le cas des quelques huit cents radios libres qui ont fait jusqu'à présent la demande. « Organiser le désordre » sera la tâche de la commission, a dit M. Fillioud. « Ce sera long et compliqué, car en matière de communication, les choix ne sont jamais simples. »

Le décret fixant la composition de la commission, celui fixant les conditions d'application de la loi de novembre 1981 sur les radios libres, celui enfin précisant les « charges générales » que ces

radios doivent respecter étaient parus dans la matinée de jeudi. Ils ont d'ores et déjà suscité les réactions de plusieurs associations, ainsi que celle du sénateur Dominique Pado qui met en cause la validité des décrets.

Un problème essentiel reste posé : celui du financement de ces radios auxquelles est interdit tout recours à la publicité. M. Fillioud a estimé cependant devant la commission qu'il y aura les ressources des associations, les aides des collectivités, des subventions, et il a évoqué le « fonds de péréquation annoncé par le président de la République, et qui sera mis en place dans le cadre de la future réforme de l'audiovisuel ».

Les réactions des associations

Après la mise en place officielle de la Commission nationale consultative de dérogation au monopole d'Etat, la Fédération nationale des radios libres (F.N.R.L.) a exprimé sa « satisfaction ». Les radios locales associatives vont pouvoir enfin être légalisées pour la majeure partie d'entre elles, écrit, dans un communiqué, la Fédération qui rappelle toutefois que « le problème du financement reste le problème primordial », bien qu'elle continue de défendre un financement non publicitaire.

La F.N.R.L. « prend acte de la déclaration du ministre de la communication, annonçant la mise en place du fonds national de péréquation issu d'une partie des recettes publicitaires provenant des chaînes du service public » et propose qu'une structure officielle puisse se mettre en place « afin de cerner les données permettant d'évaluer un pourcentage de la situation des radios et d'avancer des solutions de financement à court terme ». C'est pourquoi celle-ci propose le 6 février la réunion « d'états généraux des radios libres afin d'arriver à un processus de regroupement et de fusion, permettant à un plus grand nombre de radios associatives d'avoir accès à la modulation de fréquence ».

Dans un autre communiqué, le co-

mité régional Ile-de-France de la Fédération Nationale des radios et télévisions locales et indépendantes (F.N.R.T.L.I.), déclare qu'il importe « à toutes les radios d'exprimer de définir le contenu et les services qu'elles entendent proposer aux populations de la région parisienne et affirmer ainsi la vocation de service public face aux radios à caractère local ».

Le comité souhaite donc que « les animateurs des différents projets puissent trouver une structure d'échange d'informations qui permettrait d'aboutir à des arrangements entre stations visant les mêmes objectifs » et dans cet esprit, s'associe à l'initiative de la Fédération nationale des radios libres de convoquer à des états généraux l'ensemble des stations de la région parisienne.

Le Syndicat interprofessionnel des radios et télévisions indépendantes (S.I.R.T.I.), animé par Patrick Meyer, responsable de R.F.M. - radio dont l'émission est supérieure aux normes - s'est déclaré en revanche « indigné » d'avoir été exclu de la commission de répartition des fréquences. « Le S.I.R.T.I. note avec regret que seules trois fédérations ou associations représentatives des stations soient présentes alors que la loi en prévoit cinq, dit-il. Le ministre de la communication a exclu notre syndicat interprofessionnel sans qu'à aucun moment, nous n'ayons pu dialoguer avec les pouvoirs publics. Nous regrettons qu'aucun véritable professionnel de radio ayant eu l'expérience du fonctionnement de stations en vraie grandeur ne fasse partie de cette commission et déplorons qu'aucun représentant des industries du son et des fabricants de matériels de réception radio n'ait été invité à siéger au sein de cette commission. »

Le S.I.R.T.I. qui estime « qu'aucun critère sérieux ou professionnel ne semble avoir été retenu pour arbitrer des attributions de fréquence affirme par ailleurs que la puissance autorisée pour les émetteurs ne permettra pas un confort d'écoute suffisant en milieu urbain, compte tenu des bruits et parasites industriels ambiants ». Le S.I.R.T.I. déplore enfin qu'aucune proposition de ressource soit faite pour les nouvelles stations privées locales. « Comment les collaborateurs vont-ils pouvoir être rémunérés ? Comment les auteurs et compositeurs vont-ils pouvoir être rémunérés ? Pour l'avenir de l'audiovisuel, nous n'attendons pas seulement des mesures restrictives mais des mesures plus constructives », conclut le S.I.R.T.I.

M. Dominique Pado, sénateur (U.C.D.P.) de Paris, vice-président de la délégation parlementaire pour la radiotélévision française, a pris connaissance « avec stupeur » de la publication au Journal officiel du décret du 20 janvier 1982 fixant le cahier des charges générales applicables aux radios privées locales. « Ce texte, pour être valable, aurait dû être soumis à l'avis de la délégation parlementaire, conformément à la loi du 7 août 1974, qui oblige le gouvernement à la consulter sur tous les projets de décrets portant dérogation au monopole de la radiodiffusion », indique-t-il dans un communiqué. « La non-respect de ces prescriptions législatives par le gouvernement entache le décret d'un vice de forme qui entraîne sa nullité de plein droit », affirme-t-il.

M. Dominique Pado saisira la délégation parlementaire de cette affaire, lors de sa prochaine réunion le mercredi 27 janvier, « se réservant au demeurant de lui donner les suites contentieuses qu'elle appelle ».

M. G. Fillioud à Antenne 2

La « limitation physique » des fréquences

« Il faut que les initiateurs de projets de radios libres s'entendent entre eux », a déclaré, jeudi, M. Georges Fillioud, sur Antenne 2, en rappelant la « limitation physique » de la bande de fréquence. Le ministre de la communication a établi une différence entre la situation à Paris et en province. « Dans quatre-vingt-sept départements, a-t-il dit, il y a un espace disponible pour des fréquences qui peuvent être attribuées à l'ensemble des initiatives. »

En revanche, a souligné le ministre, dans la région parisienne, il y a « un problème difficile à résoudre ». Les radios de cette zone ne pourront pas toutes recevoir une fréquence pour elles-mêmes. Mais, estime M. Fillioud, toutes n'ont pas forcément besoin de vingt-quatre heures d'émission. Le ministre avait, auparavant, souligné qu'il n'y avait pas une seule opération policière contre les radios privées depuis le 10 mai (1).

(1) La seule opération policière a concerné une télévision libre, Canal 35 (le Monde du 15 et du 19 janvier).

GRÈVE

A FR 3-AQUITAINE

Les personnels techniques, administratifs et journalistes de la station FR 3-Aquitaine ont observé toute la journée de mercredi une grève à l'appel des syndicats C.G.T., S.N.J. et F.O. pour « dénoncer » notamment l'absence de concertation entre la station et la direction nationale de FR 3. L'assemblée générale a voté mercredi en fin d'après-midi la reprise du travail à 24 heures mercredi. Cependant, l'intersyndicale C.G.T.-S.N.J.-F.O. doit déposer un nouveau préavis de grève pour le 28 janvier, à l'indiquer un de ses représentants. Pour sa part, la C.F.D.T. avait décidé mercredi matin de se retirer, à partir de 11 heures, du mouvement de l'intersyndicale.

Elle avait toutefois demandé à ses adhérents de suivre le mot d'ordre jusqu'à mercredi 24 heures, pour « respecter le contrat moral pris en intersyndicale », la veille. En conséquence de cette grève, la diffusion est différée par FR 3 de la deuxième émission de « Ciné-Parade », de Claude Villers, qui devait être réalisée mercredi à Bordeaux, ne pourra avoir lieu, indique-t-on à la direction de FR 3-Aquitaine. En outre, la radio FR 3-Aquitaine a passé un programme de musique ininterrompue, et il n'y a pas eu de magazine régional pour les quelque 1,2 million de téléspectateurs d'Aquitaine.

Vendredi 22 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Théâtre : le Double Inconscience. Une épisode de la Comédie-Française, mise en scène J.-L. Boute, réal. J.-R. Cadet. Avec J.-P. Rousillon, P. Kerbrat, F. Seigner, D. Constant...
22 h 50 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 35 Série : Les nouvelles brigades du Tigre. Made in U.S.A., réal. V. Vicia.
21 h 35 Apostrophes. Magazine littéraire de B. Pivot. Histoires de décadence. Avec E. Arroyo (Proust et le Brown), A. Boquet (L'effort que tu fais), J. Roth (Yovel), J. Scarpura (L'Algarabie), H. Troyat (Le Pain de l'étranger).
22 h 55 Journal.

22 h 05 Ciné-club (cycle Wim Wenders) : Faux Mouvement. Film allemand de Wim Wenders (1974-1975), avec R. Vogler, H. Schlegel, M. Hoppe, P. Kars, H.-C. Bloch, J. Demy, N. Nakyszynski (v.o. sous-titré). Un jeune homme qui veut devenir romancier entreprend un voyage à travers l'Allemagne (de l'Ouest). En cours de route, divers personnages se joignent à lui. Le roman de Goethe, Les années d'apprentissage de Wilhelm Meister, transposé, de nos jours, par Peter Handke. Sous la forme d'un récit poétique, Wim Wenders a réalisé, d'une façon rigoureuse, un « film d'errance » traduisant le crise d'identité, l'équilibre instable de la nouvelle génération allemande, en République fédérale.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20 h 30 Le nouveau vendredi : Kidnapping légal, les enfants déchirés. Une émission de R. Périot. Reportage : J.-M. Perle. Plus d'un millier d'enfants sont enlevés, chaque année, par l'un de leurs parents divorcés, la moitié partant alors vers les pays du Maghreb, où la police est impuissante pour les retrouver. Le recours aux détectives privés est souvent nécessaire. Un excellent reportage.
21 h 30 Divertissement : Bishore ! Billogagnée ! ou le cinquième mousquetaire. Une émission de R. Traub et P. Neel. Un divertissement : une version parodie « écrite » par le cinquième mousquetaire à partir des versions de Paul Féval, Roger Niolet et Alexandre Dumas.
22 h 25 Journal.
22 h 45 Magazine : Thalassa. En direct du Salon nautique à Paris.

FRANCE-CULTURE

20 h. Rencontre avec les éprouvants, par R. Rigotard.
21 h 30, Black and blue : Éloge de Ray Charles.
22 h 30, Nuits magiques : Riquas de turbulences.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert : « Concerto pour clarinette et orchestre en la mineur » de Mozart, « Symphonie n° 7 en sol mineur » de Mahler, par l'Orchestre symphonique de la radio de Stuttgart, avec U. Rodenhäuser, chef d'orchestre, dir. B. Goller.
22 h 15, La nuit sur France-Musique : 23 h 5, Écran : Bernard Herrmann (1^{re} partie) 0 h 5, Musiques traditionnelles (L'incroyable et long histoire d'un tambour et sa mémoire).

Samedi 23 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h Trente millions d'armes. Les infirmiers du ciel ; Reykjavik : cité interdite... pour les chiens.
11 h 30 La maison de TF 1.
13 h Journal.
13 h 30 Le monde de l'accordéon.
13 h 50 Fugues à fugain. Kiki, Raoul, la moto et autres : Phano d'Elan ; Maya Fabrice ; Archibald ; Tormeg ; 16 h, Sergeant Anderson ; 17 h, Chapeau melon et bottes de cuir ; 18 h 05 La séquence du spectacle.
18 h 45 Magazine auto-moto.
19 h 05 Tout va très bien (I.N.C.).
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Vous pouvez compter sur nous.
20 h Journal.
20 h 35 Droit de réponse. Une émission de Michel Polak.
22 h 5 Série : Dallas.

J.R. engage un détective pour suivre Sue Ellen et apprend des choses bien désagréables.
22 h 55 Magazine d'actualité : sept sur sept. Une émission de J.-L. Burgat, E. Gilbert et F.-L. Boulay. Le Rhénan, l'indépendance et les autres : Images de la semaine ; Les informations télévisées vues par les télévisions étrangères.
23 h 55 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
11 h Journal des sourds et des malentendants.
12 h La vérité est au fond de la marmite. Pain briclé.
12 h 30 Domus (et à 13 h 35).
13 h 45 Journal.
14 h 05 Série : Pilotes.
Le coq. Une jeune fille kidnappée au cours du baptême de l'air.
14 h 55 Les jeux du stade. Automobile : arrivée du Grand Prix d'Afrique du Sud ; Rugby : l'Angleterre-Galles (en direct de Dublin) ; Judo : le tournoi de Paris.
17 h 30 Récit A2. Watso-watto ; La bande à Bédé ; la révolte irlandaise.
18 h Les carnets de l'aventure. De la hache de pierre au magnétoscope.
18 h 15 P.D. Chicago. La découverte du petit village de Telich au cœur de la Nouvelle-Gélande.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 C'est une bonne question.
20 h 35 Variétés : Champs-Élysées.
De M. Drucker. Daniel Balavoine, Hervé Cristiani, Catherine Lara, Roger Hanin...
21 h 40 Série : Les enquêtes du commissaire Maigret. Le voleur de Maigret, de G. Simonon, réal. J.-P. Saisy. Avec J. Richard, E. Swann, V. Monier. Le commissaire Maigret voit est appelé au secours par son voleur : une jeune fille a été assassinée à bout portant.
23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 55 Dessin animé : Ulysse 31. Nérée ou la vérité angloise.
20 h Les jeux.
20 h 30 La Chartreuse de Parme (5^e partie). D'après Stendhal. Réal. M. Boigod. Avec M. Keller, A. Occhipinti, G.-M. Volante, etc. La Saint-Étienne prend conscience de son amour passionnel pour Felien qui rencontre Clélia dans la chapelle de la prison.
21 h 30 Variétés : 45^e Gaie de l'Union des artistes. Réal. : G. Polgar. J. Greco, P. Nicod, E. Anderson, C. Vaud.
22 h 30 Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Médiane : La fiscalité 82 ; La communication sociale ; L'odyssée.
8 h, Les chemins de la connaissance : Regard sur la science.
8 h 30, Comprendre aujourd'hui pour vivre demain : Quel dialogue Nord-Sud ?
9 h 7, Médiane des musées contemporains.
10 h 45, Démarches avec... Rupert Lucot : « Phanor les années ».
11 h 2, La musique grand in parole : Le récit opératique (« Le Chaperon à la Rose », de R. Strauss).
12 h 5, Le Point des arts.
14 h, Sans : Fêtes de la vigne à Dijon.
14 h 15, L'été de l'été.
16 h 20, Le livre d'or : Le quatuor Arnone et G. Dupré, clarinette au Festival d'été de Paris (Ravel, Dutilleul, Mozart).
17 h 30, Les marches de paix.
18 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 15, La Radio et les radios privées : Les raisons de la loi, par J. Adot.
20 h, Kala la grégorien, de J. Kobrynski.
21 h 26, Musique enregistrée.
22 h 55, Ad 88, avec M. de Bréville.
23 h, La lune de minuit.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Samedi matin, Œuvres de Schmitt, Schmitt, Fauré, Martin, Rodrigo et Kodaly.
8 h 2, Tous en scène : Broadway.
11 h 7, Actualité de disque : 11 h, Le tribune des critiques de disques, « Quatuor à cordes », de Beethoven.
14 h, L'été de l'été : Œuvres de J.B. Lully.
16 h, Vingt-cinq heures concours international de guitare : Œuvres de Giuliani, Ponce et Moreno Torroba.
16 h 30, Studio-concert (en direct de l'auditorium 105), musiques traditionnelles de Lasc.
18 h, Le disque de la tribune : « Quatuor à cordes », de Beethoven (dernière partie).
19 h, Haste indéfinie.
20 h, Médiane des rééditions : « Les pêcheurs de perles » (de Philippe Morin).
20 h 30, Concert (donné le 13 août 1981 au festival de Ludwigsburg) : « Sonate en ut majeur », de Haydn, « Sonate n° 13 en ut mineur », et « Sonate en sol mineur », de Beethoven, « Fantaisie », de Schumann, « Saint François d'Assise prêchant aux oiseaux », et « Saint François de Paul marchant sur les flots », de Liszt, avec A. Brendel au piano.
23 h, La nuit sur France-Musique : 23 h, Samedi minuit.

TRIBUNES ET DÉBATS

SAMEDI 23 JANVIER

Le philosophe M. Raymond Aron est l'invité du journal inattendu sur R.T.L. à 13 heures.

DIMANCHE 24 JANVIER

M. Jacques Chirac, maire de Paris, ancien président du R.P.R., participe à l'émission « le Grand jury R.T.L. - le Monde » sur R.T.L. à 18 h 15.
M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, est reçu au « Club de la presse » sur Europe 1 à 19 h.

CORRESPONDANCE

« L'avenir de FR 3 Limoges »

A la suite de l'article de Georges Chatain sur « L'avenir de FR 3 » (le Monde du 1^{er} janvier), nous avons reçu une lettre de la section S.I.R.T.I.-F.C.D.T. et S.N.J. de Poitiers dont nous publions ici les principaux éléments : « L'article de votre correspondant limousin évoquait l'avenir de FR 3 Limoges, centre de production, dont l'existence est remise en cause par le rapport Moynet. En réponse à ce projet, votre correspondant écrit : « Limoges se sent capable de continuer à jouer ce rôle de production ». Une affirmation que la section S.I.R.T.I.-F.C.D.T. et le S.N.J. de Poitiers ne remettent pas en cause dans son principe. Mais, pour argumenter cette affirmation, Georges Chatain soutient que le Centre d'actualités télévisées (CAT) de Poitiers aurait mis une sourdine à ses revendications d'indé-

pendance par rapport à Limoges. C'est faux !

Ces propos sont la preuve de la tutelle exercée par la direction régionale sur le CAT de Poitiers. En effet, votre correspondant n'a pas ressenti la nécessité de s'adresser au personnel de Poitiers pour vérifier ses dires. (...) Poitiers a souffert ces dernières années de cet autoritarisme qui prend trop souvent en compte les intérêts de Limoges au détriment du CAT de Poitiers (il faut noter que la densité de population et la superficie de la région de Limoges sont nettement inférieures à celles de la région Poitou-Charentes). Une situation face à laquelle le personnel de Poitiers ne cesse de réclamer une liberté de gestion et du contenu de l'information afin de rendre au Poitou-Charentes la place qui lui est due. »

Le collectif de soutien à Radio-Soleil organise, samedi 23 janvier, à la faculté de Paris-VIII-Saint-Denis « Quatre heures d'informations et de débats sur la liberté des radios », de 14 à 18 heures. Cette initiative a été prise à la suite du jugement de référé qui a ordonné, le 29 décembre dernier, à Radio-Soleil (une radio lancée principalement en direction des travailleurs immigrés) de suspendre ses émissions sur 98,2 mégahertz pour « nuisances » (le Monde du 2 janvier). Les responsables de Radio-Soleil, qui n'ont pas arrêté leurs émissions, sont en principe astreints à une amende de 1 000 francs par jour. Plusieurs personnalités et des responsables d'autres radios libres devraient participer aux débats.

RECTIFICATIF. - C'est M. Dominique Semo, et non, comme nous l'avons écrit (le Monde du 19 janvier), M. Simon qui assure la défense des deux responsables de Canal 35.

Le Monde

Au sommaire du numéro du 24 janvier

- La cocaïne, drogue des riches.
- La sociologie mondiale de Georges Balandier.
- Dossier : Les aides à la création d'entreprise.

- Vocabulaire : Mon Jules, ma nénette...
- Signes : L'instituteur et la télé.
- L'enfant, victime ou espoir du couple franco-étranger.
- Femmes : Passer le cap de la cinquantaine.
- Les défis sociaux de l'informatique.
- Québec : Les radios communautaires et la tentation de la publicité.
- Histoire : La soule ou le jeu de la guerre.

L'actualité du disque

Une nouvelle de Mohammed Dib
« L'œil du chasseur »

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75007 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4287-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE-D.O.M.-T.O.M.
273 F 442 F 611 F 780 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
483 F 962 F 1 241 F 1 620 F

ÉTRANGER
(par mandat)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
313 F 522 F 731 F 940 F

II - SUISSE, TUNISIE
386 F 667 F 940 F 1 230 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

VIVRE A PARIS

Les nouvelles mesures d'aide sociale

L'allocation « Ville de Paris » versée aux personnes âgées, aux handicapés, aux veufs et aux veuves pour compléter leurs revenus va être augmentée, a annoncé M. Jacques Chirac, maire de Paris, qui soumettra aux édiles de la capitale, le 26 janvier, ces différentes mesures qui concernent notamment plus de trente-quatre mille Parisiens âgés.

● PERSONNES AGÉES. — Le 1^{er} janvier 1982, le montant des avantages minimum de vieillesse accordés par l'Etat aux personnes âgées a été augmenté et porté à 2 000 F par mois. Afin que cette augmentation ne se traduise pas pour les bénéficiaires de l'allocation « Ville de Paris » par une diminution de ressources, la municipalité a décidé de relever son plafond d'attribution.

C'est ainsi que cette allocation est portée pour une personne seule de 2 085 F à 2 385 F par mois. Compte tenu de la prise en charge du loyer (600 F), la Ville de Paris garantit donc des ressources égales à 2 985 F par mois. Cette mesure concerne les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans (ou de soixante à soixante-cinq ans en cas d'invalidité au travail) qui sont domiciliées dans la capitale depuis plus de trois ans et qui perçoivent toutes les aides légales auxquelles elles peuvent prétendre.

Pour les personnes âgées qui demeurent à Paris depuis moins de trois ans et qui ne perçoivent pas toutes les aides prévues, l'allocation « Ville de Paris » est portée de 1 805 F par mois pour une personne seule à 2 105 F. Compte tenu de la prise en charge du loyer (300 F), la Ville de Paris garantit donc des ressources égales à 2 405 F par mois.

A propos de l'attribution de ces avantages, les services de la mairie de Paris indiquent qu'« il n'est plus effectué d'enquête auprès des enfants au titre de l'obligation alimentaire » avant de constituer le dossier nécessaire pour le versement de l'allocation.

● HANDICAPÉS. — Les mesures sont les mêmes que pour les personnes âgées. C'est-à-dire que l'allocation « Ville de Paris » est portée de 2 085 F à 2 385 F (habitant la capitale depuis plus de trois ans) et de 1 805 F à 2 105 F (résident à Paris depuis moins de trois ans).

● VEUF ET VEUVE. — Depuis le 14 septembre 1981, le minimum garanti par la Ville aux veufs et aux veuves parisiens, domiciliés dans la capitale depuis au moins trois ans, était de 2 085 F par mois. La municipalité a décidé d'appliquer à l'allocation « Ville de Paris » versée à ces personnes une augmentation identique à celle de l'allocation versée aux personnes âgées et handicapées, à la suite des mesures prises par l'Etat.

C'est ainsi que, désormais, la garantie de ressources qui leur est assurée est portée à 2 985 F par mois (dont 600 F de prise en charge du loyer). Pour les veufs et les veuves de moins de cinquante-cinq ans l'allocation est versée pour une durée maximale d'un an. Pour ceux qui sont âgés de plus de cinquante-cinq ans elle est versée sans limitation de durée et ils peuvent en bénéficier sans être tenus de demander une mise à la retraite anticipée.

L'autre volet des mesures décidées par la mairie concerne l'aide à la réinsertion professionnelle. C'est ainsi que, dans la limite de 5 000 F, le bureau d'aide sociale de la Ville peut accorder une prise en charge de frais de stage, cela sans aucune condition de ressources.

C'est le bureau d'aide sociale de la Ville, dont une antenne existe dans chaque mairie d'arrondissement, qui est chargé de l'application de ces mesures.

M. PIERRE MOINOT EST ÉLU A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

L'Académie française a élu M. Pierre Moinot de justesse au fauteuil de René Clair. Il est vrai qu'il avait affaire à forte partie et que le professeur Jean Hamburger avait de chauds partisans. Tout s'est joué en deux tours de scrutin après la lecture traditionnelle par M. Jacques de Bourbon-Busset du « remerciement » qu'il

doit prononcer jeudi prochain sous la coupole et celle de la réponse de M. Michel Déon, chargé de l'accueillir. C'est dire qu'il y avait fait sa « communion privée », selon ses propres termes, le successeur de Maurice Genevoix a pu participer au vote. Au premier tour avaient obtenu : Mme Ka-

thia Granoff 1 voix, le professeur Hamburger 13 voix, M. Roger Ikor 6 voix, M. Pierre Moinot 11 voix, et on a recueilli un bulletin blanc qui s'est retrouvé au second tour où M. Moinot l'a emporté sur le professeur Hamburger par 16 voix contre 15.

Un grand commis, un écrivain de race

Aux yeux d'un public sensible avant tout à l'actualité immédiate, le nom de M. Pierre Moinot risque de ne rappeler que la commission à laquelle il est lié et dont le fameux rapport doit préparer la loi réorganisant l'audiovisuel. C'est oublier que, plus encore que le grand commis, l'Académie française a tenu à reconnaître l'écrivain — un écrivain de race qu'elle avait déjà récompensé dès 1957 en lui décernant son Grand Prix du roman. Ce prix ne passe-t-il pas pour être souvent le premier pas qui mène vers la Coupole ?

M. Pierre Moinot est né le 28 mars 1920 à Fresnes, dans les Deux-Sèvres, de parents instituteurs, d'une famille comptant un notable contingent d'enseignants. En 1937, il remporte un premier prix de français au Concours général, et sa copie sera publiée. En khâgne au lycée Henri-IV, il prépare l'Ecole normale supérieure, sans succès. Il est vrai que deux ou trois jours après le premier concours — la guerre vient d'éclater — il est mobilisé.

Il est fait prisonnier, s'évade, se réfugie à Grenoble, où il s'inscrit pour une licence, tout en participant aux activités de la Résistance. On l'en-

voie au Maroc comme professeur. Là, il est à nouveau mobilisé. Il suit la 1^{re} armée, fait la campagne d'Italie, celle de France, est blessé dans les Vosges. Cette expérience lui fournira la matière de son premier roman. N'anticipons pas...

Démobilisé, il entre à la Cour des comptes, où il fera toute sa carrière, qui n'est pas terminée : auditeur de seconde classe en 1946, de première classe en 1947, conseiller référendaire de deuxième classe en 1950, de première classe en 1956, président de chambre enfin.

Au sein de cette juridiction, ou en détachement, il exerce de nombreuses charges : commissaire du gouvernement de la région des ventes de la manufacture de Sèvres, membre de la commission de réorganisation de la même manufacture, rapporteur à la commission de vérification des comptes des entreprises publiques à caractère industriel et commercial.

Après l'installation de la V^e République, les fonctions de M. Pierre Moinot vont s'exercer dans le domaine culturel. De février 1958 à oc-

tobre 1961, il occupe le poste de conseiller technique au cabinet d'André Malraux, plus particulièrement chargé de la direction du théâtre, du cinéma (promulgation de la loi d'aide au cinéma) et de l'action culturelle. De septembre 1966 à mars 1969, il succède à Gaston Picon à la direction générale des arts et lettres. Il se voit confier une mission d'information des services culturels de la rue Saint-Dominique qui aboutira, sorte de *hara-kiri*, à la suppression du poste.

Le romancier

M. Pierre Moinot a tout de même trouvé le temps, lorsque ses devoirs de haut fonctionnaire le lui permettaient, de faire lui aussi acte de créateur.

C'est son passé de combattant, avons-nous dit, qui lui a fourni le thème de son premier roman, *Armes et bagages*, qui lui a valu en 1952 le prix international Charles Veillon.

Ses souvenirs de chasseur, mêlés à ceux de ses deux grands-pères, habités l'un et l'autre par la même passion, sont à l'origine de la *Chasse royale*, ce livre de nature tout imprégné des mystères et des senteurs de la forêt vosgienne où il a transplanté ses héros. Il est significatif que l'unique voix qu'il ait recueillie au Goncourt ait été celle de Colette. Du moins a-t-il été doublement couronné, et par le prix Sainte-Beuve et par l'Académie. Un film en a été tiré par Leterrier.

Vient ensuite la *Blessure* (1956), le *Sable vif* (1963), distingué par le Prix des libraires, le *Guetteur d'ombres* (1979), qui a remporté le prix Femina. Sa première pièce de théâtre, *Héliogabale*, a été créée le 27 juillet 1971. Citons encore le scénario du film *La Griffe et la dent* et un Mazarin écrit pour la télévision.

Ecrivain d'inspiration toute classique, M. Pierre Moinot use d'une langue sensible, précise, nuancée. Son œuvre de romancier ne compte sans doute encore que six titres, mais distingués par cinq prix littéraires. Tous les espoirs sont permis.

Académie des sciences morales et politiques

LA POLITIQUE DE DÉFENSE DE LA FRANCE

Le général d'armée africaine François Maurin a présenté, récemment, à l'Académie des sciences morales et politiques une « vision synthétique sur la politique de défense de la France ».

« En face de l'Union soviétique, dont l'énorme puissance militaire vise d'abord à garantir le pacte de Varsovie, à maintenir l'unité de l'U.R.S.S. et à aider, à des fins de propagande, le tiers-monde, l'orienteur analyse notre système défensif, la force et les faiblesses de l'O.T.A.N., les accords défensifs passés entre la France et un certain nombre de

pays, les atouts dont nous disposons : forces nucléaires stratégiques, forces nucléaires tactiques, force classique de manœuvres, forces d'intervention et d'assistance.

Puis il énumère les mesures, à la fois modestes et coûteuses, nécessaires pour assurer cette politique. En conclusion, le général Maurin dénonce les dangers que fait courir au monde actuel le surarmement et pense que les forces militaires ne suffiront pas à maintenir l'ordre et la paix. Il faut aussi la volonté politique et l'appui des populations.

On sait que, à la demande du premier ministre, M. Pierre Moinot préside la commission d'orientation et de réflexion sur l'audiovisuel créée le 6 juillet 1981.

Dans sa réponse à M. Pierre Mauroy, il a souligné l'ampleur et la difficulté des tâches de la commission et souhaité que les programmes de télévision en train d'être décidés avant le vote de la loi soient conçus dans un esprit de liberté, d'invention et de création.

Le rapport Moinot est publié le 15 octobre 1981. Trois mots le résumant : autonomie, décentralisation, incitation à la création. Il préconise la création de huit nouveaux organismes ou structures, la mise en place d'une haute autorité de l'audiovisuel aux pouvoirs très étendus qui définirait les cahiers des charges, ré-

LOTTO TIRAGE N° 3 DU 20 JANVIER 1982

11 23 24 27 46 47

NUMERO COMPLEMENTAIRE 49

6 BONS NUMEROS	5	2 450 088,70 F
5 BONS NUMEROS	45	136 116,00 F
5 BONS NUMEROS + numero complementaire	1 592	11 542,50 F
4 BONS NUMEROS	113 990	161,20 F
3 BONS NUMEROS	2 421 204	10,90 F

PROCHAIN TIRAGE LE 27 JANVIER 1982

VALIDATION JUSQU'AU 26 JANVIER 1982 APRES-MIDI



l'homme le plus long s'habille chez CAPEL

CERGY-PONTOISE

Résidence des Bourgognes

STUDIOS à partir de **146.000 F***

2 PIECES à partir de **246.000 F***

Renseignements et vente sur place: Avenue de la poste, tous les jours de 14 h à 19 h sauf le mardi. Tél. 030.00.51.

* Prix valeur décembre 81.

Envoyez une documentation à: Nom: _____ Tél: _____ Adresse: _____

Investissement ☐ Habitation principale ☐ Nombre de pièces recherchées: _____

FRANK ARTHUR
134, Bd Hausmann, 75008 Paris
362.01.69

Prix champion!

785 par mois

Citroën Visa II

BOULEVARD DE LA LIBÉRATION

CITROËN TOTAL

L'ADMINISTRATION ROUVRE LE DOSSIER

A qui doit appartenir la Sologne ?

ملفوظات امیر المومنین

Le Monde

économie

NATIONALISATIONS

Des commissaires du gouvernement, dotés de pouvoirs étendus, seront nommés dans les banques dont les actions ne sont pas cotées

Outre le nouveau mode de calcul de l'indemnisation destinée aux actionnaires de sociétés nationalisables, lequel ne constitue qu'une confirmation, le fait nouveau des articles remaniés, dont nous publions ci-dessous les principaux extraits, réside dans la nomination de commissaires du gouvernement auprès des banques nationalisables non cotées en Bourse de Paris.

NATIONALISATION DES CINQ SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES

Compagnie générale d'électricité : Compagnie de Saint-Bas ; Pechiney - Ugine - Kuhlmann ; Thomson-Brandt.

Art 4
En attendant l'entrée en vigueur de la loi organisant les transferts éventuels du secteur public au secteur privé, le gouvernement, après avoir constaté que les législations ou les pratiques propres à certains pays ou que l'intérêt des sociétés le rendent nécessaires, peut autoriser par décret, l'administrateur général prévu à l'article 7 ou le conseil d'administration des sociétés visées à l'article premier, à aliéner tout ou partie des participations majoritaires détenues par les sociétés dans des filiales ainsi que certaines de leurs succursales, exerçant leurs activités en dehors du territoire national.

Art 6
La valeur d'échange des actions de chacune des sociétés est égale à la somme, majorée de 14 %, — du produit du nombre d'actions émises au 31 décembre 1981, par la moyenne des premiers cours cotés sur le marché du terrain ou à défaut du cours le plus élevé de celles de chacun des six mois d'octobre 1980 à mars 1981. Les cours sont ajustés pour tenir compte des opérations ayant affecté le capital de la société considérée au cours de cette période ; — et du montant des sommes distribuées sous forme de dividendes au titre de l'exercice 1980.

La valeur d'échange de chaque action est égale à la somme ainsi déterminée divisée par le nombre d'actions émises au 31 décembre 1981 éventuellement augmenté du nombre de titres attribués gratuitement aux actionnaires entre le 1^{er} janvier 1982 et la date de publication de la présente loi. Les dividendes et les acomptes sur dividendes éventuellement versés au titre de l'exercice 1981 aux actionnaires seront déduits de cette somme.

NATIONALISATION DES BANQUES

Art 13
I. — Sont nationalisées les banques inscrites sur la liste du Conseil national du crédit en application de l'article 9 de la loi du 13 juin 1941, dont le siège social est situé en France, dès lors qu'elles détenaient, à la date du 2 janvier 1981, un milliard de francs ou plus sous forme de dépôts à long ou de placements à long ou à court terme en France et en devises au nom de résidents, selon les définitions adoptées par le Conseil national du crédit.

Toutefois, ne sont pas nationalisées : — les banques ayant le statut de sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie fixé par l'ordonnance n° 98-537 du 28 septembre 1967 ou le statut de maison de récolement fixé par le décret n° 90-438 du 12 février 1967 ; — les banques dont la majorité du capital social appartient directement ou indirectement à des personnes physiques ne résidant pas en France ou à des personnes

morales n'ayant pas leur siège social en France.
II. — Sont nationalisées dans les conditions prévues à l'article 14 les banques suivantes :
a) Banques inscrites à la cote officielle : Banque de Bretagne ; Crédit commercial de France ; Crédit industriel d'Alsace et de Lorraine (C.I.A.L.) ; Crédit industriel et commercial (C.I.C.) ; Crédit industriel de Normandie ; Crédit industriel de l'Ouest ; Crédit du Nord ; Hervet (Banque) ; Rothschild (Banque) ; Société bordelaise de crédit industriel et commercial ; Société centrale de banque ; Société générale alsacienne de banque (Sogenal) ; Société lyonnaise de dépôts et de crédit industriel ; Société marseillaise de crédit ; Société nantaise de crédit industriel et marin-Bernier ; Société séquanaise de banque ; Worms.

b) Banques non inscrites à la cote officielle : Banque centrale des coopératives et des mutualités ; Banque corporative du bâtiment et des travaux publics ; Banque fédérative du crédit mutuel ; Banque de crédit coopératif ; Banque de la Seine ; Banque de l'Indochine et de Suez ; Banque industrielle et mobilière privée (B.I.M.P.) ; Banque de Paris et des Pays-Bas ; Banque parisienne de crédit au commerce et à l'industrie ; Banque régionale de l'Ain ; Banque régionale de l'Ouest ; Banque de l'Union euro-

En poste jusqu'au 31 décembre 1982, ceux-ci seront dotés de pouvoirs très étendus par rapport aux possibilités d'investigation dont disposaient les chargés de mission désignés précédemment par le gouvernement dans les groupes industriels et les principaux établissements bancaires concernés.

Quant à la valeur d'indemnisation de chaque action cotée,

généralement supérieure à celle du texte initial, elle reflète des distorsions selon les cas considérés, ce que déplore l'U.D.D.A.P. (Union pour la défense et le développement de l'actionnariat privé), regretant que n'aient pas été pris en considération « les éléments objectifs reflétant les comptes consolidés des entreprises concernées ».

La nouvelle rédaction des articles contestés par le Conseil constitutionnel

personne ; Châtr (Banque) ; Crédit chinquois ; Lazardier (Banque) ; Monod-Francaise de Banque ; Odier-Bungerer Courvoisier (Banque) ; Sofinco ; la Seine ; Tarnaud (Banque) ; Vernes et commercial de Paris (Banque) ; Union de banques à Paris.

Art 18
même principe que l'article 4
Art 18-1
même formulation que l'article 6
Art 18-2
Pour les sociétés mentionnées à l'article 13-II-b, il est constitué une commission administrative nationale d'évaluation composée du premier président de la Cour

des comptes, président du gouverneur de la Banque de France, du président de la section des finances du Conseil d'Etat, du président de la chambre commerciale de la Cour de cassation et d'un membre du Conseil économique et social désigné par le président de cette assemblée.

Cette commission est chargée de fixer au 31 décembre 1982 la valeur d'échange à cette date des actions de ces sociétés. A cet effet, elle détermine la valeur de négociation des actions de chaque société au 31 décembre 1981 à partir de l'actif net et du bénéfice net en tenant compte des rapports constatés entre, d'une part, la valeur boursière moyenne des actions et, d'autre part, l'actif net et le bénéfice net des banques mentionnées à l'article 13-II-a. Cette valeur de négociation est actualisée pour tenir compte des événements qui l'auront affectés pendant l'année 1982.

Art 18-3
A partir du 1^{er} janvier 1983 et jusqu'à la réunion du nouveau conseil d'administration désigné sans délai conformément à l'article 20, un administrateur gé-

néral est nommé dans chaque banque mentionnée à l'article 13-II-b par décret en conseil des ministres. Il assure l'administration et la direction générale de la société et dispose des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société. Les présidents des conseils d'administration, les administrateurs, les directeurs généraux uniques, les membres du directeur ou du conseil de surveillance restent en fonction jusqu'à la nomination, dans les plus brefs délais, de l'administrateur général.

Les organes représentatifs des salariés restent en fonction et exercent la plénitude de leurs droits jusqu'à leur renouvellement. Les commissaires aux comptes demeurent en fonction jusqu'à la réunion de la première assemblée générale qui suit le 1^{er} janvier 1983.

Art 20
même principe que l'article 4
Art 20-1
même formulation que l'article 6
Art 20-2
A partir du 1^{er} janvier 1983 et jusqu'à la réunion du nouveau conseil d'administration désigné sans délai conformément à l'article 20, un administrateur gé-

néral est nommé dans chaque banque mentionnée à l'article 13-II-b par décret en conseil des ministres. Il assure l'administration et la direction générale de la société et dispose des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société. Les présidents des conseils d'administration, les administrateurs, les directeurs généraux uniques, les membres du directeur ou du conseil de surveillance restent en fonction jusqu'à la nomination, dans les plus brefs délais, de l'administrateur général.

Pour que la pierre rapporte ne mettez pas tous vos cailloux dans le même panier!

Si vous achetez un appartement pour le louer et que votre locataire s'en aille... plus de revenus! Ou bien ce sont les peintures à refaire, la moquette à changer... Certes votre capital prend de la valeur, mais les sommes qu'il vous rapporte sont irrégulières. Et si vous comptiez sur cet argent, par exemple, pour améliorer votre retraite...

Une solution: acheter 10 appartements?

Ainsi, quand un locataire s'en va ou ne paie pas, le mal est moindre: vous touchez les loyers des autres appartements. Mais qui peut acheter 10 appartements? Maintenant, imaginez que ces 10 appartements forment un tout et que ce tout soit divisé en 100 ou en 200 parts. Imaginez aussi que vous puissiez acheter 1,25 ou 10 de ces parts, ou davantage?

Revenus-Pierre, le nouveau « placement pierre » de la Compagnie Bancaire est né de cette observation très simple.

L'art de couper un gâteau en tranches.

Le patrimoine de Revenus-Pierre est composé d'immeubles

sélectionnés avec l'aide des spécialistes de la Compagnie Bancaire (UCB, CFEC, LOCABAIL, CETELEM,...). Ce patrimoine est divisé en parts. Vous pouvez acheter le nombre de parts que vous voulez.

Ces immeubles de grand rapport que les particuliers ne peuvent pas s'offrir.

Ces immeubles-là (bureaux, commerces, entrepôts) sont d'un prix unitaire important, mais les loyers y sont élevés et les locataires stables. Revenus-Pierre vous en ouvre l'accès.

En 1981, une part de Revenus-Pierre achetée 1620 F a procuré dès la première année des revenus de l'ordre de 110 F. Ces revenus proviennent de loyers indexés, ils progresseront donc avec le temps.

De même, la valeur de vos parts augmentera avec celle des immeubles.

Votre argent travaille. Et tous les 3 mois, un chèque.

Aucun souci de gestion. L'entretien des immeubles, le recouvrement des loyers, les négociations avec les locataires sont assurés par les services spécialisés de la Compagnie Bancaire.

Chaque trimestre, vous touchez votre revenu. Il correspond à votre quote-part de loyers, déduction faite des frais de gestion et d'entretien. Il est sûr et régulier, car les locataires sont nombreux.

Revenus-Pierre: un succès auprès des spécialistes.

Nous avons lancé Revenus-Pierre, voici un peu plus de 2 ans.

Les spécialistes de l'investissement ont été aussitôt intéressés et plusieurs centaines d'entre eux ont choisi ce « placement pierre » sans souci de gestion, où capital et revenus grossissent simultanément.

Pour en savoir plus sur Revenus-Pierre, retournez ce coupon-réponse ou téléphonez-nous au 501.30.00. Vous recevrez une documentation gratuite.

Revenus-Pierre
compagnie bancaire
5, avenue Kléber
75798 Paris Cedex 16
Tél: 501.30.00

Revenus-Pierre est une société civile de placements immobiliers dont la note d'information a reçu de la C.O.B., le visa SCPI n° 81-04 du 11/2/81.

La nouvelle base d'indemnisation

SOCIÉTÉS	Val. estim. d'après le texte initial (en F.)	Nouv. val. estimative (en F.)
C.G.E.	336,15	408,48
FCF	104,64	124,24
Edisat-Pontons	135,98	161,85
Saint-Gobain	156,18	174,61
Thomson-Brandt	255,71	304,97
Fairbas	218,70	262,44
Suez	327,35	402,11
Banque Rothschild	246,97	297,19
C.I.F.	163,76	194,43
C.I.A.L. (Nancy)	249,32	298,15
C.I.C.	159,71	192,32
C.I.O. (Grenoble)	132,25	157,09
C.I.O. (Grenoble)	101,26	122,57
Crédit du Nord	163,27	194,08
Société lyonnaise (Lyon)	255,91	306,79
S.N.V.B. (Nancy)	476,61	572,72
Credit lyonnais	765,77	918,47
Société générale	838,48	1006,65
Alsacienne de banque	295	352,51
Banque de Bretagne (Rantes)	143,20	171,83
Banque Hervé	203,74	244,11
Banque Worms	132,50	157,13
Bordelaise C.I.C. (Bordeaux)	61,97	74,33
R. Scalbert-Dupont (Lille)	146,89	174,27
Crédit ind. de Normandie	125,51	150,69
Marseillaise de crédit	166,44	200,76
Société centrale de banque	194,59	233,53
Séquanaise de banque	287,14	344,53

N.B. — Ces calculs sont effectués à partir des indications communiquées par la Chambre syndicale des agents de change et de nouvelles dispositions.

Demande de documentation.

à retourner à Revenus-Pierre, 5 avenue Kléber, 75798 Paris Cedex 16

Sans aucun engagement de ma part, je désire recevoir gratuitement une documentation qui me permette d'en savoir plus sur Revenus-Pierre.

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____ Code postal _____

Ville _____ Tél. (domicile) _____ (bureau) _____

2001 MON

APR 10 1982

100-443887-100

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDERS

2. GAULISTES EN RUPTURE DE BAN : « Le genre des dans », par Philippe de Saint-Robert ; « Particularité en tout genre » par Jacques de Montalvo ; « Pour une force réellement tranquille », par Léo Hamon.

ÉTRANGER

- 3. EUROPE : La « normalisation » en Pologne et ses répercussions.
- 4. AMÉRIQUES : ÉTATS-UNIS : la nouvelle droite marque sa cécité.
- 5. DROITS DE L'HOMME : La 23 janvier, « Journée mondiale des disparus ».
- 6. AFRIQUE : Le roi Hassan II rencontrera M. Mitterrand à Paris le 25 janvier.
- 7. PROCHE-ORIENT : Le rejet de la résolution sur le Golue au Conseil de sécurité des Nations unies.
- 8. ASIE : CORÉE DU SUD : le président Chun propose un référendum sur la réunification de la péninsule.

POLITIQUE

- 7. A l'Assemblée nationale : le juge pourra refuser la résiliation du bail d'un locataire privé de ressources.
- 8. La visite du ministre des transports en France-Comté.
- 9. Le débat sur les nationalisations.
- 10. Les assises R.P.R. de Toulouse.

SOCIÉTÉ

- 9. François Besse arrêté en Espagne.
- 10. Les obsèques de Marcel Francisci.
- 11. DÉFENSE.
- 12. ÉDUCATION : la préparation de la rentrée 1982.
- 13. JUSTICE : accusé d'intelligence avec une puissance étrangère, un physicien de la République fédérale d'Allemagne va être jugé par le tribunal militaire de Paris.
- 14. MÉDECINE : une équipe scientifique chinoise réussit la synthèse chimique d'une substance biologique.

LOISIRS ET TOURISME

- 13. CATALOGUES AU CRIBLE : le Thaïlande malgré tout ; image de marque : le redressement du bicentenaire.
- 14. Jacques Riboulet en colère : « Je suis un promoteur social ».
- 15. À 18, Jandino ; Hippisme ; Plaisirs de la table ; Philatélie ; Jeux.

CULTURE

- 19. VARIÉTÉS : l'ouverture du Midem.
- 20. RADIO-TELEVISION : les réactions après la publication des décrets d'application de la loi sur les radios privées.
- 21. INSTITUT : M. Pierre Moineau est élu à l'Académie française.

EQUIPEMENT

- 26. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : les deux Normandes s'entendent pour promouvoir la Basse-Seine.
- 27. ENVIRONNEMENT : à qui doit appartenir la Sologne ?
- 28. TRANSPORTS : la toilette des paquebots Paquet.

ECONOMIE

- 27. NATIONALISATIONS : la nouvelle rédaction des articles contestés par le Conseil constitutionnel.
- 28. SOCIAL.
- 29. ÉTRANGER.

RADIO-TELEVISION (22)

INFORMATIONS « SERVICES » (24-25) : Vivre à Paris ; Loto ; Journal officiel ; Météorologie et bulletin d'enseignement.

Annouces classées (23-24) : Carnet (12) ; Mots croisés (13) ; Programmes spectacle (20-21) ; Bourse (22).

TELEVISIONS

PRIX FABULEUX : Magnifiques TV N.B. 3 ch. à partir de 150 F ; Magnifiques TV couleur RADIOLA ou THOMSON à partir de 350 F ; Reproduction des anciens téléviseurs ; Garantie totale pièces et main-d'œuvre jusqu'à 6 mois ; Tél. : 01-45-25-191-00-49.

Le numéro de « Monde » daté 22 janvier 1982 a été tiré à 552 193 exemplaires.

A B C D E F G

La Commission européenne envisage l'arrêt des ventes à prix réduit de produits alimentaires à la Pologne

La Communauté se cherche une doctrine en matière de commerce agricole extérieur. En premier lieu, la Commission européenne envisage d'arrêter les ventes à prix réduits de produits alimentaires à la Pologne. La proposition en sera faite lundi 25 janvier aux ministres des affaires étrangères des Dix. Elle s'explique par le fait que la Commission qui avait demandé des assurances sur la destination des livraisons communautaires n'avait reçu que très partiellement satisfaction. La Commission proposera que le crédit de 35 millions d'eus (28 millions de dollars) destiné à financer initialement le rachat de 15 % sur les cours mondiaux consenti à la Pologne soit utilisé, en tout ou partie, pour des dons alimentaires. Ces dons transiteront par des organisations gouvernementales qui les remettront à l'Église polonaise. Cette proposition concerne la dernière tranche de livraison décidée en octobre et sur laquelle la France a déjà réalisé une partie des marchés qui lui incombent. En revanche, la Commission n'envisage pas d'empêcher la vente de produits alimentaires au prix normal à la Pologne.

Cela tient au fait, et M. Dalsager, le commissaire européen à Berlin-Ouest, que la C.E.E. ne peut envisager d'écarter l'exportation de certains produits agricoles, en particulier de ceux pour lesquels elle a pu créer une demande sur le marché mondial. Pour ce faire, le commissaire européen envisage un rapprochement progressif des prix communautaires avec les prix des principaux concurrents céréaliers de l'Europe verte. Ce qui ne fera pas l'affaire des céréaliers européens, dont le président, le britannique Chris Lighton, est allé expliquer ses colères au conseil, réuni en congrès à Washington, que « l'Europe n'avait nullement l'intention d'apporter des changements radicaux à sa politique agricole commune ». Selon les représentants de l'Association des producteurs de

M. PISANI : réduire la production sucrière.

La C.E.E. importe des pays A.C.P. 1,3 million de tonnes de sucre par an, à un prix que les pays en développement jugent insuffisant, mais dans le même temps, la C.E.E. est devenue elle-même excédentaire en sucre. Pour harmoniser les politiques agricoles et de développement de la Communauté, M. Pisani ne préconise pas moins que la réduction de la production sucrière en Europe : « Il n'y a pas à cela d'obstacles techniques, les agriculteurs européens peuvent remplacer la production de betteraves par d'autres cultures comme le maïs, par exemple, pour lesquelles la C.E.E. est déficitaire ».

Une politique de prix incitative pour produire des protéines, réduire les surfaces de betteraves, développer les exportations de céréales, ce pourrait être le fil conducteur des prochaines négociations pour la fixation des prix agricoles pour la campagne 1982-1983. Mais ces prix ont aussi pour devoir d'assurer un revenu aux paysans, ce qui ne va pas forcément de pair. Un conseil restreint consacré à cette négociation se tient ce vendredi sous la présidence de M. Mitterrand.

Directeur de l'information et adjoint au P.-D.G.

M. JEAN HUTEAU DEMANDE À ÊTRE RELÉVÉ DE SES FONCTIONS À L'A.F.P.

M. Jean Huteau, directeur de l'information à l'Agence France-Presse et adjoint au P.-D.G., M. Henri Pigeat, a demandé à être déchargé de ses fonctions. Il a annoncé sa décision vendredi, à la conférence rituelle du matin.

Un conseil d'administration de l'A.F.P. est convoqué pour le mercredi 27 janvier au cours duquel le remplacement de M. Huteau sera évoqué, dans le cadre d'une réorganisation de la direction générale de l'Agence. Une réunion du comité d'entreprise est prévue le même jour.

M. Jean Huteau serait appelé à prendre la responsabilité d'un bureau de l'A.F.P. à l'étranger.

Né en 1919, M. Jean Huteau assure, à partir de 1961, la correspondance du Monde et de France-Presse, et de l'Agence France-Presse, il y coupe plusieurs postes à l'étranger, notamment, en 1977, comme chef de bureau de Washington.

Devenu rédacteur en chef, M. Jean Huteau est nommé directeur de l'information en 1979, puis adjoint au P.-D.G. en 1980.

NOUVELLES BRÈVES

● François Weyerans, l'auteur de *Macaire le copiste* (Gallimard), a obtenu jeudi 21 janvier le prix des Deux-Magots, au premier tour, par six voix contre quatre à Christian Giudicelli pour son livre *Une affaire de famille* (Seuil). François Weyerans est né en Belgique en 1941. *Macaire le copiste* est son quatrième livre après *Le Pâtre*, *Berlin mercredi* et *Les Fugitifs*.

● Le Grand Prix de littérature fantastique d'Agora est été attribué au roman *Les Queues de Kallianos*, d'Hubert M. Neill et Jean-Jacques Pauvert (Ramsay).

● Un appel du 8^e régiment d'infanterie, Pascal Jégo, est mort à l'hôpital de Besançon des suites de ses blessures reçues lors de l'explosion de sa grenade défensive lors d'une séance d'entraînement, mercredi 20 janvier, au camp du Valdahon (Doubs). Le moniteur de tir, le sergent-chef Gérard Solin, gravement blessé à la tête et au thorax, a été hospitalisé à Besançon.

● Une fillette âgée de onze ans est décédée, le mardi 19 janvier, d'une forme grave d'hépatite virale, à l'hôpital Edouard-Berriot de Lyon. Ce décès est considéré à une épidémie larvée, qui sévit depuis le mois de septembre dernier dans deux quartiers d'Aubenas (Ardèche). Un enfant âgé d'une dizaine d'années était déjà décédé dans les mêmes circonstances, à la fin du mois de décembre, à l'hôpital d'Aubenas. Au total, onze cas d'hépatite virale ont été diagnostiqués. A la direction départementale de l'action sanitaire et sociale, on penche pour l'hypothèse d'une hépatite virale de type A (forme alimentaire), compte tenu des examens biologiques effectués.

● La Fédération des jeunes chefs d'entreprise (F.J.C.E.) a élu président pour trois ans M. Michel Finhas, membre du comité directeur du Centre des jeunes dirigeants (France).

● Le skieur américain Bill Koch a remporté, vendredi 22 janvier, les 30 kilomètres de Brusson (Val d'Aoste). Le Français Jean-Paul Pierrat, deuxième, prend la première place au classement général provisoire de la Coupe du monde de ski nordique.

Le président de la République juge «intolérables» les «écoutes» organisées en France par des services tchécoslovaques

La France a émis le 23 décembre dernier une « très ferme protestation » auprès de la Tchécoslovaquie contre les écoutes illicites pratiquées sur le territoire français à la rédaction de la revue *Témoignage* éditée en langue tchèque à Paris par M. Pavel Tigrid (le Monde des 13-14 décembre). Cette protestation a été révélée par une lettre de M. Mitterrand, datée du 20 janvier et adressée à M. Arthur London, président du Comité de défense pour les libertés en Tchécoslovaquie. Celui-ci avait informé le président de la République de cette affaire dès qu'elle avait été connue, par la diffusion de ces enregistrements, soigneusement truqués, par la radio tchécoslovaque et par leur publication par la presse tchèque.

M. Mitterrand écrit notamment qu'il « est tout à fait intolérable que de tels procédés illégaux aient été employés sur le territoire français à l'encontre de toutes les règles de droit de notre pays et des principes des libertés publiques. J'ai donné instruction au ministre des relations extérieures d'élever auprès de l'ambassade de Tchécoslovaquie à Paris une très ferme protestation concernant les écoutes auxquelles il a été procédé et l'utilisation qui en a été faite à la radio tchécoslovaque. J'ai demandé à M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, de marquer auprès du gouvernement tchécoslovaque le caractère inacceptable de telles pratiques. Vous avez bien voulu m'attacher pour la défense du rétablissement des droits de l'homme. J'estime qu'une action doit être menée avec rapidité afin que les États de toutes natures soient amenés à la prendre en compte et à les respecter ».

Cette lettre a été rendue publique par son destinataire lors d'une conférence de presse sur la situation en Tchécoslovaquie à l'heure de l'état de guerre en Pologne, à qu'il a tenu jeudi 21 janvier à Paris avec M. Michel Brond, du Comité des mathématiciens. Participaient notamment à cette conférence de presse Mme Véronique Neiertz, députée socialiste française et le chef de file de l'opposition socialiste tchécoslovaque à l'étranger, M. Jiri Pelikan, aujourd'hui député européen du parti socialiste tchèque.

Ces écoutes et leur utilisation font partie des tentatives des autorités tchécoslovaques pour discréditer l'opposition. Ainsi, en Italie de fausses lettres de M. Pelikan avaient été envoyées aux partis d'extrême gauche et d'extrême droite, et dont le contenu visait en fait à le désigner comme l'homme à abattre.

En Tchécoslovaquie, même depuis les événements de Pologne les méthodes utilisées par la police contre les défenseurs des droits de l'homme sont devenues plus violentes. Et le comité de M. Mitterrand et d'autres organisations préparent une vaste campagne à ce sujet.

A Paris

UN RESTAURATEUR ORGANISATEUR DE MATCHES DE BOXE EST SÉRIEUSEMENT BLESSÉ PAR DEUX INCONNUS

Un propriétaire de plusieurs restaurants dans la région parisienne et du restaurant l'Horizon du casino de Dieppe a été blessé lors d'une agression à main armée, vendredi 22 janvier, vers 4 heures du matin, à Paris. Les faits ont eu lieu avenue Kleber (système d'arrosage) sur la porte palière du domicile de M. Monnet Malahard, âgé de trente-quatre ans. Les agresseurs de M. Malahard étaient deux et ont atteint, selon les premières informations recueillies, leur victime de deux balles dans le dos. M. Malahard, qui dans un état sérieux, est soigné à l'hôpital Laennec.

Ce propriétaire de restaurants qui venait de reprendre le 1^{er} janvier, l'établissement l'Horizon à Dieppe, est également organisateur de matches de boxe. Il a notamment organisé le match qui opposait, jeudi 21 janvier, le Français Louis Acarès à l'Américain Oscar Alvarado. M. Malahard est entré dans le « boxing business » depuis quelque temps et a déjà organisé plusieurs matches.

LE PREMIER MAGASIN DE TISSUS, A DROITE, EN REMONTANT LES CHAMPS-ÉLYSÉES... SOLDÉS D'HIVER

DE VRAIES TROUVAILLES ET DES BONNES AFFAIRES !

TISSUS «COUTURE» : Lainages pour manteaux et ensembles, tweeds, écossais, rayures, pour robes et jupes, coupons, etc.

Imprimés d'hiver, étamines, soies, jerseys, lamés, tissus habillés, etc.

TISSUS D'AMEUBLEMENT : Imprimés «décoration» velours, crant, coupons, coupons et fin de séries.

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A AIX-EN-PROVENCE

Mobilisation des Arméniens pour l'ouverture du procès de Max Kilndjian

De notre envoyé spécial

Aix-en-Provence. — Accusé d'avoir tenté d'assassiner le 6 février 1980, à Berne, l'ambassadeur de Turquie en Suisse, M. Dogan Turkmen, M. Max Kilndjian, Français de nationalité mais Arménien de cœur, comparait depuis ce vendredi 22 janvier devant la cour d'assises des Bouches-du-Rhône présidée par M. François Brunet.

Pour la communauté arménienne ce procès doit être la première tribune politico-judiciaire donnée en France à une cause qui, depuis plusieurs années, a attiré l'attention, et particulièrement par une multiplication d'événements qui ne sont pas toujours commandés par les mêmes organisations. Les Turcs n'entendent pas être en reste, et en se constituant partie civile, l'ambassadeur de Turquie pour qui plaide M. Alain Vidal-Naquet, a voulu qu'une réponse soit donnée aux thèses arméniennes, et particulièrement sur la question capitale du génocide de 1915 que l'État turc n'a jamais voulu reconnaître.

Dans cette perspective le procès s'annonce animé. Il le sera au préalable. Le risque de l'être aussi à son abord. Des affiches du Comité de soutien à Max Kilndjian ont été apposées sur les platanes du cours Mirabeau : « La Turquie demande des témoins. La France doit acquiescer Max Kilndjian ».

Les partisans de ce dernier ont mobilisé sur une grande échelle : non seulement la communauté arménienne de Marseille, qui compte quatre-vingt mille personnes, mais aussi des milliers d'Arméniens de cœur, comparait depuis ce vendredi 22 janvier devant la cour d'assises des Bouches-du-Rhône présidée par M. François Brunet.

Pour la communauté arménienne ce procès doit être la première tribune politico-judiciaire donnée en France à une cause qui, depuis plusieurs années, a attiré l'attention, et particulièrement par une multiplication d'événements qui ne sont pas toujours commandés par les mêmes organisations. Les Turcs n'entendent pas être en reste, et en se constituant partie civile, l'ambassadeur de Turquie pour qui plaide M. Alain Vidal-Naquet, a voulu qu'une réponse soit donnée aux thèses arméniennes, et particulièrement sur la question capitale du génocide de 1915 que l'État turc n'a jamais voulu reconnaître.

Dans cette perspective le procès s'annonce animé. Il le sera au préalable. Le risque de l'être aussi à son abord. Des affiches du Comité de soutien à Max Kilndjian ont été apposées sur les platanes du cours Mirabeau : « La Turquie demande des témoins. La France doit acquiescer Max Kilndjian ».

JUSQU'AU 9 FÉVRIER

Soldes sauvages pour douces fourrures

Veste Agneau Moiré — 3480 F — 2700 F
Veste Pattes de Renard — 3900 F — 2600 F
Veste de Marmotte galonnée d'Agneau Lourd — 9880 F — 6800 F
Manteau de Vison Dark Allongé — 27880 F — 19000 F
Veste en Rat d'Amérique Allongé — 2480 F — 5300 F
Manteau Astrakan pleine peau — 49500 F — 7300 F

— 20% sur des centaines de vestes, manteaux, et cols : Skungs, Opossum, Pélum, Blaireau, Ragondin, Mouton Doré, Castor Rasé, Pelisse intérieure flancs de Marmotte...

AU BON MARCHÉ
Crédit gratuit 9 mois

Après acquisition du dossier et versement de l'apport personnel.

Que choisir pour bien dormir ?

UNE BONNE LITERIE

TRECA EPEDA SIMMONS

EXPOSITION ET VENTE : CAPELOU

DISTRIBUTEUR
57, Avenue de la République
75011 PARIS - 8^e Permetteur
Téléphone : 357.46.55

LIVRAISON GRATUITE
dans toute la France

denoël/gouin